

Une économie sous-développée peut alors être définie en tant que telle dans la mesure où il lui manque des parties essentielles de ce système. Ce manque peut être expliqué, en termes strictement économiques, comme étant dû à la distribution du capital productif investi ; en termes sociaux, comme un reflet de la composition, et de l'efficacité de la main d'oeuvre et du travail et de la répartition du résultat de l'effort productif entre les groupes; ou en termes géographiques, comme le résultat de la façon dont l'économie d'un pays est pourvue en ressources naturelles.

Ce dernier élément nécessite une remarque spéciale. Car, beaucoup a été dit et écrit en effet au cours des récentes années, au sujet de la possibilité de construire des technologies à base de coutumes, pour satisfaire à des conditions spéciales qui prévalent dans un certain nombre de pays sous-développés.

Celso FURTADO, dans le chapitre sur " The Development of Brazil ", mentionne la rareté du charbon dans ce pays et parle de la nécessité d'adopter une nouvelle technologie permettant de réduire les besoins locaux en fer dans de nombreuses usines locales.(1) En laissant de côté le mérite intrinsèque de telles propositions, le fait est qu'en raison de la monopolisation du pouvoir scientifique et technologique par certaines économies et certains groupes connus, le choix correct entre les différentes solutions technologiques n'existe quasiment pas.

Le processus d'industrialisation " préconisé et opératoire " consiste essentiellement dans l'acclimatation et la mise en oeuvre d'un système approximativement équivalent à celui qui existe déjà dans les économies avancées des Etats-Unis et de l'Europe Occidentale et, plus récemment, de l'U.R.S.S. avec les modifications nécessaires que l'on doit apporter pour tenir compte

1.- Voir W. Léontief op. cit. Page 180

des limitations imposées par les ressources locales et par les disponibilités technologiques nécessaires pour les exploiter.(1)

Si nous reprenons notre étude, nous verrons qu'à partir du Tableau III, 49,2 est le coefficient de dépendance (le triangle du bas); 40,0 est le coefficient d'intradépendance, c'est-à-dire, la dépendance interne (sur la diagonale) et 10,8 le coefficient d'interdépendance.

Nous pouvons désormais trouver une nouvelle matrice carrée dont les éléments, a_{ij} , seront les coefficients techniques. Cette matrice, A, connue sous le nom de matrice technologique, est la suivante pour l'économie iranienne.

TABLEAU IV.

LA MATRICE TECHNOLOGIQUE.

	A	IAA	AI	P + M	S
A	0,089	0,487	0,040	0,0	0,007
IAA	0,015	0,113	0,114	0,022	0,009
AI	0,007	0,031	0,196	0,009	0,038
P + M	0,002	0,018	0,043	0,164	0,017
S	0,023	0,096	0,097	0,006	0,092

1.- Voir W. Léontief op. cit. Page 139.

A partir du Tableau précédent les observations suivantes se dégagent :

1.- Chaque élément est positif : pas d'inputs négatifs.

2.- Aucun élément n'est supérieur à un :

Si un élément quelconque était supérieur à un, cela voudrait dire par exemple que la valeur du coke utilisé pour faire une tonne d'acier est supérieure à la valeur de l'acier. On suppose en conséquence, qu'une telle activité ne pourrait pas être entreprise dans de telles conditions.

3.- La somme des éléments dans chaque colonne est inférieure à l'unité. S'il en était autrement, cela voudrait dire que la valeur totale des produits intermédiaires utilisés par une industrie dépasse la valeur de son output. Ceci, en retour, voudrait dire que la valeur ajoutée par cette industrie serait négative. Or, ceci n'est pas possible, mais si nous supposons que le montant des salaires ne peut être négatif, cela veut dire que l'industrie ne peut que faire des pertes (bien sûr, des pertes plus grandes en valeur absolue que les salaires).

Une industrie dans laquelle la valeur ajoutée est négative ne pourrait couvrir les coûts variables (inputs intermédiaires plus le montant des salaires), et d'après la théorie micro-économique élémentaire, nous savons que dans un

tel cas, les pertes seront réduites par la fermeture de l'entreprise. En conséquence, une telle industrie ne peut être comprise dans la matrice technologique.

4.- Notre matrice technologique est une matrice à coefficients constants qui a été construite en supposant des rendements constants à l'échelle.

5.- Il est nécessaire de remarquer que nous avons aussi construit cette matrice en supposant qu'il n'existait pas de phénomènes d'économies externes.* Il y aurait phénomène externe à la production si, par exemple, une usine déchargeait des déchets dans une rivière de telle sorte qu'une usine située plus en aval du fleuve devrait utiliser des ressources pour nettoyer l'eau avant de pouvoir l'utiliser à nouveau.

Dans ce cas, les besoins en ressources de cette deuxième usine ne dépendraient pas seulement de ses outputs, mais dépendraient aussi de l'activité de la première usine. Si nous appelons les deux outputs q_1 et q_2 , nous aurons alors à réécrire la fonction de production pour q_2 sous la forme :

$$q_2 = f (q_1 , x_1 , x_2 , \dots x_n)$$

(les x sont les inputs). La présence de q_1 en tant qu'"argument" de cette fonction serait

*.- C'est ce que l'on appelle " externalities " en anglais.

suffisante pour nous empêcher de décrire les besoins en ressources par le q_1 .

Une triangulation du tableau de la matrice technologique révèle les mêmes rapports que ceux qui se trouvent dans le tableau III, - avec une légère différence : si on change la place de la ligne (P + M) avec la ligne de AI, on changera 0,002 avec 0,000. Cette différence, cependant, est négligeable.

Comme nous l'avons expliqué plus haut, la matrice (I - A) est souvent appelée Matrice de Leontief, d'après le nom de l'inventeur de l'analyse Input-Output, Wassily LEONTIEF. En partant de la matrice technologique A , nous aurons alors (I - A), comme suit^{*}:

TABLEAU- V.

LA MATRICE DE LEONTIEF : (I - A)

A	0,911	- 0,487	- 0,040	0	- 0,007
IAA	--0,015	0,887	- 0,114	- 0,022	- 0,009
AI	- 0,007	- 0,031	0,804	- 0,009	- 0,038
P + M	- 0,002	- 0,018	- 0,043	0,836	- 0,017
S	- 0,023	- 0,096	- 0,097	- 0,006	0,908

*.- Il faut prendre soin de ne pas confondre A représentant Agriculture avec A représentant notre matrice technologique.

Il s'agit, ainsi qu'on le voit, d'une matrice comportant des nombres positifs le long de la diagonale principale et des fractions négatives ailleurs. Nous procédons à des calculs par inversion de cette matrice 5 x 5. Pour faire l'inversion d'une matrice plus grande que 4 x 4, il faut utiliser un ordinateur.

A cette fin, nous avons utilisé un programme dont le résultat est montré ci-dessous.

TABLEAU VI.

DETERMINANT = 0,481						TOTAL i
A	1,110	0,617	0,146	0,018	0,021	1,912
IAA	0,021	1,147	0,168	0,032	0,019	1,387
AI	0,012	0,057	1,260	0,015	0,054	1,398
P + M	0,004	0,032	0,072	1,198	0,026	1,332
S	0,032	0,143	0,156	0,013	1,110	1,454
Total J	1,179	1,996	1,802	1,276	1,230	7,483

Si l'on pense que (I-A) est égal à une matrice C , les éléments de cette matrice sont une façon de mesurer les effets directs et indirects de l'accroissement de la production d'un secteur. Par effets directs, on veut dire que " pour que la demande finale puisse être (Y - M), les branches doivent d'abord

produire cette demande finale ". Cette production, dirigée vers la demande finale, est le premier effet direct, le second effet direct se calcule à partir des coefficients techniques : " Pour produire cette demande finale, les branches doivent également produire les consommations intermédiaires directement nécessaires à cette production. (1)

Suivant l'étude que nous avons faite précédemment, les effets directs se lisent sur une matrice Input-Output à partir des colonnes. Cela signifie qu'à une augmentation de 10% de la demande finale agricole, résulterait d'une part un accroissement de la production agricole, d'autre part un accroissement de chaque consommateur intermédiaire, sur la colonne agricole, dans la production des biens agricoles.

Par effets indirects, on veut dire qu'en plus des effets directs " la production de ces consommations intermédiaires entraîne indirectement une production supplémentaire $[A \cdot (Y - M)]$ ou $A^2 (Y - M)$ et ainsi de suite jusqu'à l'infini. Le résultat de cette suite infinie est la matrice inverse qui permet donc de calculer, à partir d'une demande finale donnée, la production qui devra être fournie par les branches ". (2)

Dans notre matrice inverse, l'élément situé à l'intersection de la ligne i et de la colonne j indique combien d'unités de produits i la branche i doit fournir directement et indirectement à la branche j pour que cette dernière puisse satisfaire une demande finale $(Y - M)$ de 1 unité de produit j .

1.- Office des Statistiques des Communautés Européennes :

" Coefficients directs et matrices inverses des tableaux entrées-sorties pour les pays de la C E E ", documents internes, Bruxelles 1967.

2.- Ibid.

La somme de la colonne j dans cette matrice inverse représente encore le total de ce que chaque branche (y compris elle-même) doit produire et livrer directement et indirectement à la branche j pour que cette dernière puisse satisfaire une demande finale de 1 unité. On peut donc la considérer comme le multiplicateur d'activités de la demande finale de produits. Celui-ci est indiqué par le total j du tableau sur la dernière ligne du tableau précédent.

La somme de la ligne i de la matrice inverse indique par contre, ce que la branche i doit fournir à chacune (y compris elle-même) si chacune des branches doit satisfaire une demande finale de 1 Unité. Plus ce coefficient sera grand, plus la production de la branche dépendra de la demande finale de produits d'autres branches. Nous avons calculé cette dernière dans la colonne du total i. (Voir le tableau VI)

Afin d'apprécier l'évolution de l'économie iranienne, de 1965 à 1972 nous avons construit les tableaux 7 à 10 qui correspondent aux tableaux discutés auparavant. Ce que nous constatons sont les points suivants :

- 1.- Il y a une augmentation de toutes les activités économiques du pays, qui signifie une marche vers l'articulation de l'économie nationale.
- 2.- L'importance du secteur agricole a relativement diminué; les achats sectoriels sur la valeur ajoutée ont baissé de 15% en 1965 à 14,3% en 1972, tandis qu'en termes absolus ils ont augmenté.
- 3.- Le secteur agricole est plus intégré au sein de l'économie grâce à une augmentation des ventes sectorielles. Ce dernier a augmenté de 50,1 % en 1965 à 57,8% en 1972.

4.- Les secteurs IAA et AI sont les secteurs les plus stimulants de l'économie tandis que le secteur agricole joue le rôle d'infrastructure.

Les relations structurelles n'ont pas beaucoup évolué. Nous avons maintenant 45,8 au lieu de 49,1 pour le coefficient de dépendance, 43,6 au lieu de 40,1 pour le coefficient d'intra-dépendance (dépendance interne) et 11,6 au lieu de 10,8 pour le coefficient d'interdépendance.

Si nous prenons ces chiffres au sérieux, nous devons dire que la croissance économique entre 1965 et 1972 n'est pas arrivée à accroître l'intégration sectorielle et à utiliser les effets de complémentarité.

Le pays a donc connu une croissance anarchique et une accentuation de sa dépendance sous forme d'une " détériorisation " plus progressive.

Nous reviendrons sur ce sujet après avoir étudié le complexe agricole au sein de l'économie nationale.

TABLEAU VII

	A	IAA	AI	P + M	S	VS	C priv.	C pub.	I	X	DF	T
A	12,9	86,7	8,2	-	2,4	110,2	72,5	1,7	-	3,9	78,1	190,6
IAA	4,1	30,3	35,3	2,7	4,7	77	173,4	10,4	-	30,3	153,5	280,9
AI	2,1	8,5	60,4	0,8	19,8	91,6	86,6	15,7	175,6	63	214,9	373,8
P+M	0,3	8,8	10,2	62,8	6,8	88,9	9,2	1,3	-	222,9	233,5	322,5
S	4,2	25,8	30,2	2,2	37,9	100,3	264,4	23,2	6,1	8,5	302,2	405,6
AS	23,6	160,1	144,3	68,5	71,5							
VA	164,7	70,4	162,2	253,9	331,3							
PB	188,3	230,5	306,5	322,37	402,5							
M	2,3	50,4	67,3	0,13	3,1							
R	190,6	280,9	373,8	322,5	405,6							

TABLEAU VII Tableau interindustriel agrégé à cinq secteurs 1351 (1972)
en milliards de rials.

X = exportations nettes

DF = C priv. + C. pub. + I + X

T = VS + DF + M

TABLEAU VIII Forme triangulée du système "naturel" (1351)
(en milliards de rials).

	AI	IAA	S	P + M	A
AI	60,4	8,5	19,8	0,8	2,1
IAA	35,3	30,3	4,6	2,7	4,1
S	30,2	25,8	37,9	2,2	4,2
P+M	10,2	8,8	6,8	62,8	0,3
A	8,2	86,7	2,4	-	12,9

TABLEAU IX - La matrice technologique (A-matrix) :

	A	IAA	AI	P+M	S
A	0,068	0,376	0,027	0,0	0,006
IAA	0,021	0,031	0,115	0,008	0,011
AI	0,011	0,037	0,197	0,002	0,049
P+M	0,002	0,038	0,033	0,195	0,017
S	0,022	0,111	0,098	0,007	0,094

TABLEAU X - Matrice inverse $(I - A)^{-1}$:

	A	IAA	AI	P + M	S	
A	1,086	0,478	0,107	0,005	0,019	1,695
IAA	0,030	1,175	0,173	0,013	0,025	1,416
AI	0,018	0,071	1,265	0,005	0,070	1,429
P+M	0,005	0,063	0,064	1,243	0,027	1,402
S	0,032	0,165	0,162	0,012	1,115	1,486
Total ±	1,173	1,952	1,771	1,278	1,256	7,428

1.5 .- LE COMPLEXE AGRICOLE.

Le tableau input-output met en lumière l'existence économique du complexe agricole et permet de comprendre son influence sur le reste de l'économie. Nous allons montrer les secteurs rattachés à l'agriculture dans le tableau XI.

On constate que plus de 40% de la demande terminale (97 086/238 484 x 100) des produits du complexe ont été affectés aux échanges interindustriels et 60% à la consommation finale.

Sur une demande intermédiaire totale du complexe de 97 086 M. rials, 73 363 M., soit 75,5% correspondent à des échanges intrasectoriels, c'est-à-dire que le complexe est autarcique au niveau de la production dans une proportion de 75%. Il est donc bien susceptible de constituer une entité distincte. Sa structure interne est visible sur la matrice sensiblement triangulaire des coefficients techniques dans le tableau XII.

Les relations y sont très visiblement dissymétriques et sur la base de l'élevage et de l'agriculture de plantation s'élève une pyramide hiérarchisée des industries de transformation des produits agricoles. Il reste à déterminer son rôle dans l'ensemble de l'économie.

A cette fin, nous allons voir que toute commande terminale supplémentaire faite au complexe agricole intégré a beaucoup plus d'impact sur l'activité intermédiaire que la même commande faite aux autres industries. Pour cela, nous avons fait de nouveau une agrégation à partir du tableau I, de la section précédente dont le résultat est montré dans le tableau XIII.

TABLEAU XI
ENTREES ET SORTIES DU COMPLEXE AGRICOLE EN 1965 (Millions de Rials)

	C ₁	C ₂	C ₃	C ₄	C ₅	C ₆	C _i	DI	DF	% de DF	DT
C ₁	7 927	750	34 541	113	511	7 311	51 153	55 748	29 603	20,9	85 351
C ₂	3 000	-	1 200	-	-	4 734	8 934	10 778	36 582	25,8	47 360
C ₃	200	848	6 185	447	-	647	8 327	12 238	51 152	36,1	63 390
C ₄	-	-	60	3	-	-	63	92	1 928	1,4	2 020
C ₅	-	-	-	-	-	-	-	4	2 876	2,1	2 880
C ₆	490	391	769	-	-	3 235	4 885	18 226	19 357	13,7	37 483
C _j	11 617	1 989	42 755	563	511	15 927	73 362	97 086	141 398	100	238 484
PB	85 351	47 360	63 390	2 020	2 880	37 483					

LEGENDE : C₁ = agriculture

C₂ = élevage

C₃ = industrie alimentaire

C₄ = boissons alcoolisées et non alcoolisées

C₅ = tabac manufacturé

C₆ = industrie textile (laine, coton, etc...)

DI = demande intermédiaire

DF = demande finale

PB = production totale

DT = demande terminale (DT = DF + DI de tous les secteurs)

TABLEAU XII
MATRICE TECHNIQUE INTERNE DU COMPLEXE AGRICOLE 1965 (%)

	C ₆	C ₅	C ₄	C ₃	C ₁	C ₂
C ₆	9	-	-	1,2	0,5	0,9
C ₅	-	-	-	-	-	-
C ₄	-	-	-	-	-	-
C ₃	1,7	-	22	9,6	0,2	2
C ₁	19	18	5	54	9	1,5
C ₂	13	-	-	2	3	-

TABLEAU XIII

COMPLEXE AGRICOLE : 1965 (en millions de Rials)

	CA	RE	demande intermédiaire totale
CA	73 362	23 224	97 086
RE	18 842	85 152	103 994

VA	138 716	296 874	
M	7 064	22 362	
PB	231 420	405 250	636 670
R	236 484	427 612	

C	FC	X	demande terminale
133 381	0	8 017	238 484
177 021	61 456	85 141	427 612

Ensuite, nous avons trouvé la valeur des coefficients techniques et la matrice des inverses (voir le tableau XIV). La matrice inverse de Leontief $B (I - A)^{-1}$ montre qu'à fabrication égale, le complexe achète beaucoup plus au reste de l'économie (0,151) que celle-ci ne lui achète (0,106). En outre, tout accroissement de la production du complexe a donc un impact total plus grand sur la conjoncture que le même accroissement dans le reste de l'économie - 1,632 au lieu de 1,382.

Ce sont les deux multiplicateurs d'activités de la demande finale de produits. Autrement dit, si la demande terminale de produits du complexe agricole s'accroît de 1 milliard (rials), l'activité du reste de l'économie iranienne résultant des échanges inter-industriels s'accroît de 151 millions.

Au contraire, si la demande terminale du reste de l'économie s'accroît de 1 milliard, la production du complexe agricole résultant des échanges inter-industriels ne s'accroît que de 106 millions.

Cependant, il faut tenir compte du fait que la production du complexe est de 231 milliards de rials et de 405 milliards pour le reste de l'économie. La proportion est donc environ de 1 à 2, ce qui vient pondérer l'effet précédent.

De façon plus précise, on constate un accroissement de 3,49 milliards ($23,1 \times 0,151$) soit 0,86% - dans le reste de l'économie ; un accroissement de 10% de la production extérieure au complexe agricole représente 40,5 milliards et engendre

TABLEAU XIV
MATRICE AGREGEE

	Directe	
	CA	RE
CA	0,319	0,057
RE	0,081	0,210
	0,400	0,267
Production 231 420 505 250		

	Inverse	
	CA	RE
CA	1,418	0,106
RE	0,251	1,276
	1,632	1,382
$B (I - A)^{-1}$		

un accroissement de 4,29 milliards ($40,5 \times 0,106$) - soit 1,85 % - dans le complexe agricole. Comme l'a bien précisé Jacques BOUDEVILLE à partir du tableau inter-industriel français, cette réserve importante est cependant mineure car il importe essentiellement de savoir du point de vue du rendement économique si c'est un milliard d'exportation de produits du complexe agricole ou bien un milliard d'exportation des autres industries qui engendre le plus d'activité dans la nation (1).

Une seconde réserve plus importante vient du fait que nous n'avons tenu compte que des échanges intermédiaires et non des revenus distribués et de la demande terminale qu'ils engendrent.

Pour comparer l'évolution du complexe agricole pendant la période de 1345 - 1351, (1966 - 1972), nous avons construit le tableau XV, qui permet de voir le rôle du complexe agricole dans l'ensemble de l'économie nationale.

Nous remarquons tout de suite que le rapport de $\frac{CA}{DI}$ est 71,6 % au lieu de 75,5 % pour l'année 1345 (1966). Cela signifie que le complexe est autarcique au niveau de la production dans une proportion inférieure à celle d'auparavant.

Pour avoir une idée encore plus précise du rôle de l'agriculture et des industries reliées à celle-ci dans l'économie iranienne, nous allons poursuivre l'analyse à partir de la matrice inverse de Léontief à cinq branches.

1.-Jacques Boudeville, Les Programmes Economiques, Collection " Que sai-je ? ", Paris 1969, P.57. Il nous faut préciser que pour la France de 1956, ces deux chiffres représentaient 0,7% et 2,2% respectivement

TABLEAU XV.
COMPLEXE AGRICOLE EN 1351 (1972)

	CA	RE	Demande in- term.totale	C	FC	X	DF	DT
CA	134,0	53,2	187,2	258	--	34,2	231,6	471
RE	49,7	231,1	280,8	400,3	181,7	294,5	750,6	1101
VA	235,1	747,4						
M	52,7	70,5						
PB	418,8	1 031,4	1 450,2					
R	471,5	1 101,9						

CA = Complexe agricole
 RE = le reste de l'économie
 VA = Valeur ajoutée
 M = Importations
 PB = produit brut
 R = Ressources
 DI = Demande intermédiaire
 C = Consommation
 FC = Formation de capital
 X = Exportations
 DT = demande term.
 DT = DF + DI + M.

1-6 - EFFETS D'ENTRAÎNEMENT :

François PERROUX a divisé les effets d'entraînement en trois catégories (1) : les exportations, les investissements et les revenus. L'augmentation de la Demande Finale est causée à l'intérieur, par une augmentation des revenus et à l'extérieur par un accroissement des exportations.(2)

La matrice inverse de l'économie iranienne comme nous l'avons démontré dans le tableau VI a une importance considérable en ce qui concerne les effets d'entraînement. Nous voyons immédiatement que les multiplicateurs d'activités de la demande finale des IAA et des AI sont les plus importants des cinq.

Cependant, de ces deux derniers, c'est le multiplicateur des Industries Agricoles et Alimentaires qui est supérieur au multiplicateur des activités de la demande finale des Autres Industries. D'autre part, étant donné que la somme de la ligne de l'agriculture est la plus forte, cela signifie que la production de cette branche dépend de la demande finale des produits des autres secteurs.

Pour comparer les différences de diffusion de l'effet d'entraînement pour les IAA et les AI, nous avons choisi ici de calculer le coefficient de variation (C. V.) des augmentations de la valeur ajoutée (V. A.) au niveau des cinq secteurs.

-
- 1.- Pour un exposé détaillé, voir François PERROUX, Op. Cit., Chapitre III, surtout P. 50-55.
 - 2.- Pour une interprétation de ces points et de l'exposé de PERROUX, voir DAGENAIS, Op. Cit., P. 92-99.

Le coefficient de variation (C.V.) peut être calculé soit à partir de l'augmentation de la valeur ajoutée en valeur, soit à partir du pourcentage d'augmentation de la valeur ajoutée dans chaque secteur (1).

$$C.V. = \frac{\sigma}{\bar{X}}$$

σ = l'écart type des augmentations de la V.A. au niveau des cinq branches :

$$\sigma = \left[\sum_{i=1}^n \frac{(x_i - \bar{X})^2}{n-1} \right]$$

\bar{X} = la moyenne arithmétique des augmentations de la valeur ajoutée au niveau des cinq branches.

Un coefficient peu élevé signifie que l'augmentation de la demande finale ($+\Delta DF_i$) dans le secteur étudié provoque un accroissement de la valeur ajoutée ($+\Delta VA_i$) d'égale importance à celui des autres secteurs de l'économie.

Autrement dit, il y a un effet d'entraînement considérable. Tandis qu'un coefficient de variation très élevé indique qu'il y a de grandes différences au niveau de l'augmentation de la valeur ajoutée enregistrée au niveau de chacun des secteurs.

1.- DAGENAI F., Op. Cit., a utilisé la même analyse pour comparer les tableaux input-output de quatre pays : U S A, France, Canada, Maroc, chacun agrégé à quatre branches.

En d'autres termes, dans ce dernier cas, le secteur concerné retenant en grande partie la valeur ajoutée qui résulte de l'augmentation de la demande finale, il y a peu d'effets d'entraînement. Ainsi, pour trouver quel est le secteur le plus susceptible de provoquer les effets d'entraînement les plus élevés sur le reste de l'économie et pour mesurer le multiplicateur d'activités intermédiaires (effets directs et indirects), nous avons fait les calculs suivants :

1er cas : Nous avons augmenté de 10% (soit 6.974 millions de rials) la demande finale des IAA

2e cas : Nous avons augmenté de 10% (soit 8.048 millions de rials) la demande finale des AI.

3e cas : Nous avons augmenté de 12% (soit 8.048 millions de rials) la demande finale des IAA.

Dans chaque cas, nous avons trouvé un nouveau vecteur de Demande Finale (DF). Ensuite, nous l'avons multiplié par la matrice inverse (Tableau VI). Cette opération nous a donné comme résultat un vecteur représentant la nouvelle production intérieure (PB_1).

L'augmentation de cette production au prix intérieur à la production ($+\Delta PB_1$) est répartie entre les produits et la valeur ajoutée du secteur selon la valeur des coefficients techniques (Tableau IV). Notons que ceux-ci demeurent constants.

Nous avons calculé le coefficient de variation pour chacun des cas respectifs dont les résultats sont données au Tableau récapitulatif , annexe VIII.

Nos calculs présentés au tableau récapitulatif de l'annexe VIII, soulignent les points particulièrement importants. D'abord, on peut voir que dans le cas d'une augmentation de 10% de la Demande Finale des Industries Agricoles et Alimentaires et de 10% de la demande finale des autres Industries (cas I et II), les effets d'entraînement des IAA sont plus importants que ceux des AI. Cela est exact aussi pour une augmentation en valeur de la Demande Finale des IAA et des AI (cas II et III).

Peut-être suffit-il de dire que les IAA sont le secteur moteur de l'économie iranienne ? On peut aussi se demander si les plans de développement iraniens ont été élaborés en tenant compte de cette optique ?

CHAPITRE 2

LES PLANS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET LE ROLE ENVISAGE POUR LE COMPLEXE AGRICOLE

L'ensemble des techniques de calcul économique que nous avons étudiées dans chapitre précédent pourra être utilisé en tant qu'instrument théorique afin d'apprécier la politique de développement économique de l'Iran ainsi que le rôle dévolu au complexe agricole.

Cependant, nous devons souligner que dans la réalité le problème n'est pas seulement mécanique et que le nombre des variations suppose que l'appareil productif (c'est-à-dire les hommes, les moyens productifs et l'ensemble des structures) fonctionne normalement.

Pour étudier la politique de développement économique et l'expérience de la planification, nous devons préciser le cadre dans lequel cette politique est formulée. Ainsi nous constatons tout de suite que la structure institutionnelle de l'économie iranienne est caractérisée par la propriété et l'exploitation privée d'une partie des ressources productives, le reste appartenant au secteur public. Par conséquent les plans de développement iraniens ont été formulés de façon à s'inscrire dans le cadre d'une économie "mixte", et présentent deux aspects principaux qui sont :

1.- L'utilisation délibérée par le gouvernement de l'épargne intérieure et du financement étranger pour mettre en oeuvre des projets d'investissements publics et pour mobiliser et diriger les ressources rares vers les régions susceptibles de contribuer le plus au progrès économique à long terme, par exemple par la construction de chemins de fer, de projets hydroélectriques, d'écoles et d'autres composantes de l'infrastructure économique ainsi que par la création d'industries visant à se substituer aux importations et par la promotion des industries travaillant pour l'exportation.

2.- La politique du gouvernement qui facilite, stimule, dirige, dans certains cas contrôle l'activité économique privée afin d'assurer des rapports harmonieux entre les désirs des industriels du secteur privé et les plans économiques du gouvernement central.

Logiquement, il ressort des caractéristiques de la planification mentionnée ci-dessus que dans le cadre d'une économie mixte la situation de l'Iran doit être un compromis entre l'incitation capitaliste et le contrôle étatique .

La planification indicative du pays, se situant ainsi dans la perspective d'un réformisme évolutionniste n'a pas réussi à sauvegarder la crédibilité du régime monarchique lequel se termina par un bouleversement des structures politiques, et ceci parce que les plans de développement n'ont pas atteint les buts sociaux assignés pour arriver à une répartition plus juste du revenu dans la société en général, et pour combler les différences de revenu et de bien - être dans les milieux ruraux et urbains, en particulier.

Ainsi, nous avons eu dans les villes, une économie capitaliste à caractère monopolistique et un secteur public largement corrompu et peu efficace, et dans les villages, des chômeurs avec des aspirations de plus en plus grandes et une agriculture malade et régressive.

Etant donné que la source de financement de nos plans de développement était essentiellement basée sur l'apport de devises provenant du secteur pétrolier - secteur dominé par les intérêts extérieurs - à la suite de chaque modification dans ce secteur le cadre du plan envisagé, les buts suivis, et les résultats obtenus subissaient ce changement.

Ce qui fait que pour chaque plan nous avons un texte initial, suivi par d'autres textes, des nouveaux montants prévus pour chaque secteur, et enfin un écart entre les taux de développement atteint et les taux envisagés toujours par secteur. En conséquence, l'économie iranienne, à la fin de ces cinq plans, était dominée par quelques secteurs en développement rapide alors que d'autres secteurs apparaissaient anormalement décroissants.

Cependant, la planification en Iran s'est améliorée au niveau de l'élaboration du plan lui-même, des états numériques et de la présentation des rapports ostentatoires.

Ici, nous allons essayer de faire une étude succincte concernant le secteur agricole dans les plans de développement pour mieux déterminer l'importance attribuée au secteur agricole dans chacun de ces plans (1) et le rôle envisagé pour les industries agricoles et alimentaires.

1.- Pour les premiers trois Plans, j'ai consulté à titre de référence de base : Ahmad HOBKHOO, " Le Développement Economique en Iran et la Recherche Opérationnelle " Thèse, Faculté de droit et des Sciences Economiques de Montpellier, 1974, PP. 191- 205.

2.1. - L'AGRICULTURE, SECTEUR PRIVILEGIE : LE CAS DES DEUX PREMIERS PLANS

2.1.1. Le premier plan (1949 - 55) :

La dépense totale du Premier Plan prévue pour un montant total de 21 milliards devait être financée et répartie entre différents programmes, comme l'indique le tableau I. Le rôle vital du pétrole dans le financement du Premier Plan ressort très clairement des données de ce tableau. Aussi quand la nationalisation de l'industrie du pétrole en Mars 1951 suivie par des interventions britanniques donna lieu à une diminution drastique des transactions pétrolières et des revenus du pétrole, les opérations de développement ont été terriblement rognées et le Premier Plan a été, malgré des efforts considérables, paralysé .

D'autre part, on constate à partir de ce plan, l'importance croissante de la recette pétrolière qui atteint déjà 37,1 % du total. Or le montant affecté aux investissements en pétrole, soit 4,8 % du total ne semble pas suffisant pour ce secteur qui depuis fort longtemps (début du siècle) a été "une enclave" dans l'économie iranienne. Aussi est il mal articulé avec les autres secteurs tant en amont qu'en aval de sa production ; il en est de même dans le domaine de l'emploi (à son apogée il n'employait pas plus de 50.000 personnes c'est-à-dire moins de 1 % de la population active) et de la distribution de la valeur ajoutée (si ce n'est pas à travers le flux financier revenant à l'Etat).

TABLEAU I.

ESTIMATIONS DE L'ORIGINE ET DE L'UTILISATION
DES FONDS DU PREMIER PLAN DE SEPT ANS, 1949 - 55 (en
milliards de Rials).

R é f é r e n c e s	Montant	%
<u>Origine :</u>		
Recettes du pétrole	7,80	37,1
Liquidation d'éléments d'actif du gouvernement	1,00	4,8
Participation d'organismes privés	1,00	4,8
Prêt de la Banque Melli	4,50	21,4
Prêt de la B.I.R.D.	6,70	31,9
Total...	21,00	100,00
<u>Utilisation :</u>		
Agriculture	5,25	25,00
Routes, chemins de fer, ports, aéroports	5,00	23,8
Industries et mines	3,00	14,3
Industrie du pétrole	1,00	4,8
Communications	0,75	3,6
Projets sociaux	6,00	28,5
Total...	21,00	100,00

Source: Organisation du Plan, Rapport du Deuxième Plan de Développement à Sept Ans Téhéran, 1343 (1964) en Persan.

NOTE : - A la fin de 1952, le montant total des fonds affectués au Plan a été porté à 26 milliards de Rials.

2.1.2 - LE DEUXIEME PLAN (1956 - 62)

Le Deuxième Plan septennal tel qu'il a été ratifié par le Parlement Iranien au début de 1956, prévoyait une dépense totale de 70 milliards de Rials (\$ 933 millions) sur une période de sept ans allant de Septembre 1955 à Septembre 1962.

Un quart environ de cette somme a été utilisé pour terminer les projets qui avaient été commencés lors du Premier Plan et les trois quarts restant devaient être effectués à de nouveaux projets. Au bout d'un an environ, le total des dépenses autorisées a été augmenté de 20% et a atteint un montant de 84 milliards de Rials (\$ 1 120 millions). Sous sa version définitive, cette somme devait être répartie de la façon suivante entre différents secteurs :

- agriculture et irrigation, 29,88%;
- transports et communications, 40,48%;
- industrie et services, 11,19%;
- et secteur social, 18,45%.

Le Deuxième Plan devait être financé par les revenus du pétrole (environ 64,55 % du total) dont jouissait le gouvernement iranien aux termes des accords sur le pétrole de 1954 et par des emprunts à l'étranger remboursables sur les revenus futurs du pétrole.

Il avait été prévu initialement qu'environ 80% des revenus du pétrole devaient être mis de côté chaque année pour assurer le développement. Cependant, l'augmentation des dépenses courantes publiques et la réduction de l'aide financière extérieure contraignirent le gouvernement à réduire la part de l'Organisation du Plan tout d'abord à 60% et ensuite à 55% et moins.

Environ 26% des fonds devaient être consacrés au secteur agricole. Mais il y eut des changements à la suite de la réduction des fonds globaux fournis par l'Organisation du Plan. Ainsi, la somme prévue pour l'agriculture se trouva diminuée, et de plus une certaine partie de la somme restante devait être consacrée aux programmes de développement du Khouzestan en particulier. Une autre partie de ce budget devait être répartie pour les barrages destinés totalement ou partiellement à assurer l'eau potable pour les villes (ex. les barrages de Karadj et de Sefid Roud).

En premier lieu, nous notons la part considérable accordée aux grands travaux d'irrigation qui se taillent une place de choix avec 89% des dépenses prévues. En cela, c'est bien la continuité du 1er Plan qui se manifeste. Ainsi, 12 projets de barrages sont mis au point (contre 6 au cours du 1er plan) dont les plus importants sont ceux de Karadj (1957-1961, 5 524 millions de Rials) destinés à assurer en eau potable la ville de Téhéran, de Sefid Roud (1956 - 1962, 4 000 millions de Rials), de Dez (4 570 millions de Rials) pouvant irriguer 125.000 ha de terres fertiles au Khouzestan, les barrages de Golpayegan, Bampour, Karkhe, etc. (1)

Plusieurs économistes iraniens pensent avec raison que la grosse erreur (par delà l'obstination à dépenser des sommes à des projets peu rentables à court terme) consistait à ne pas étudier les projets de mise en valeur des terres stériles et les dépenses nécessaires.

Il arrive que pour certains barrages des études insuffisantes n'ont pas prévu les conséquences de l'érosion et le barrage de Reza Chah Pahlavi, par exemple, se trouve " embourbé " en raison de l'absence de reboisement de ses rives.

1.- Derakh-Chandeh, H. " La planification économique en Iran ",
Thèse, Université de Paris 1, Paris 1976, P. 52.

Des efforts sont également déployés en direction de la mécanisation et de la culture scientifique. Malheureusement, en ce domaine, tous les efforts ne peuvent être récompensés que s'ils tombent en milieu favorable. (1)

D'autre part, l'agro-industrie est encore inconnue à l'époque dans le pays. Il y avait bien quelques industries de traitement de produits alimentaires (fabrique de lait pasteurisé à Téhéran, fabrique de compote de fruits et conserves de légumes à Machad, Esfahan, etc....), mais la production était surtout orientée vers la satisfaction des besoins des couches occidentalisées et ne constituait qu'un support à l'importation de ces biens par laquelle était véritablement approvisionnée l'économie.

Enfin, un ensemble d'actions dispersées (amélioration des terres et des forêts, protection de la nature, amélioration des races animales, lutte contre les maladies, etc...) sont menées sur une assez petite échelle. Il faut dire ici que la réussite de ce genre d'action ne peut provenir d'une réforme ponctuelle, même profonde, mais suppose une attention continue des agriculteurs et des cadres qualifiés. (2)

Malgré tous ces efforts et d'autres encore, il était bien difficile de qualifier les deux Plans à sept ans de " plans " au sens technique du terme. Au sens strict du terme, il s'agissait plutôt d'une affectation de trésorerie. Ils ne comportaient pas d'objectifs physiques ou de bilan explicites en matière de philosophie et de stratégie des dépenses sous-jacentes.

(1) Nous allons traiter ce point plus en détail dans le chapitre suivant

(2) Derakhchandeh op. cit., P. 54

Cependant, ces deux plans préconisaient un développement "harmonisé" des différents secteurs de l'économie de manière à éviter les déséquilibres sectoriels susceptibles de freiner ou de bloquer la croissance globale. Le secteur agricole a joui d'une attention privilégiée dans la phase de planification mais il fut plutôt ignoré dans la phase exécutive des plans.

2.2. L'AGRICULTURE, LE SECTEUR SECONDAIRE : LE CAS DU 3ème PLAN (1962-1967)

Le Troisième Plan Quinquennal proposait initialement une dépense totale de 190 milliards qui, par la suite, a été réduite à 145 et ensuite augmentée une première fois à 200 pour passer ensuite à 230 milliards de rials. Le Plan proposait aussi une croissance annuelle moyenne du revenu agrégé de l'ordre de 6% , qui reposait sur l'hypothèse d'une formation brute de capital intérieur représentant 18% du PNB obtenu à partir d'un coefficient de capital présumé de 3/1. (1)

Ce que l'on constate encore c'est le rôle fondamental du secteur du pétrole. Les revenus du pétrole constituent de loin la source la plus importante des fonds de développement (66,1%) , suivis par le financement intérieur total (18,8%) et les emprunts extérieurs (9%).

La répartition prévue et la répartition effective des dépenses de développement entre les différents secteurs sont présentées au Tableau II. Dans les deux groupes de données, les transports et communications se taillent la part du lion, suivis par l'agriculture et l'énergie et les combustibles. L'industrie et les mines constituent aussi un poste important du total des dépenses prévues et des dépenses effectives.

1.- Il convient de remarquer que les données sous-jacentes ne constituaient rien de plus que de simple "hypothèses réalistes". Par exemple, le coefficient de capital a été obtenu " à partir de comparaisons avec d'autres pays" en supposant qu'il était de 3/1. Le taux de formation du capital qui en découle a été déterminé également après examen des données de vingt quatre pays sous-développés dans lesquels " le taux des investissements fixes n'a pas dépassé 33% du Produit National Brut. sauf dans un de ces pays"; et " les taux élevés des investissements fixes n'ont pas entraîné, dans tous les cas étudiés, des taux de croissance élevés ". L'Organisation du Plan, Outline of the Third Plan, 1341-1346, Téhéran, 1342 (1963), pp. 40-41. Les données de base de la planification dans les autres pays ont été également appliquées à d'autres phases de la planification iranienne. Voir Baldwin, Planning and Development in Iran, John Hopkins Press, Baltimore, 1967, p. 130

Le Troisième Plan a été inégal dans ses performances. Par exemple, en agriculture, un certain nombre de variables exogènes, à savoir une grande sécheresse, un hiver extrêmement rigoureux qui a été fatal au bétail, et l'absence d'investissements privés nécessaires (par suite des incertitudes initialement causées par le programme de la réforme agraire), (1) ont provoqué une réduction du taux de croissance de ce secteur qui a été effectivement de 2,8% par an, au lieu des 4% qui avaient été prévus initialement.

Un autre but assigné à ce plan pour le secteur agricole était l'amélioration du niveau de vie des paysans et la répartition du revenu agricole de façon équitable, suivi d'une réduction de l'importation en produits agricoles. Nous remarquons que le plan a totalement échoué dans tous ces domaines.

Cependant le troisième plan quinquennal fut pour l'agriculture une période de restructuration. La réforme agraire mobilisa pendant cette période la grande majorité des ressources humaines et financières des instances concernées de ce secteur pour le bon déroulement de la passation de la propriété de la terre, des propriétaires aux paysans. Ce fut aussi la phase d'expansion rapide du mouvement coopératif (2).

Depuis la réforme agraire et par la pression qui était exercée sur les propriétaires féodaux, une nouvelle situation plus propice pour les petites et moyennes exploitations commerciales apparut.

(1) Pour les détails sur la réforme agraire se reporter à la section correspondante

(2) Sujets que nous avons déjà traités dans la première partie

Tableau II Versements projetés et versements effectifs des fonds par secteur pour le Troisième Plan (en milliards de Rials).

SECTEURS	Versements projetés		Fonds effectivement versés			
			Affectation		Déboursé	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Agriculture	45,0	22,5	47,9	21,5	47,3	23,1
Industrie et mines	21,9	10,9	27,3	12,3	17,1	8,4
Energie et combustibles	27,0	13,5	35,1	15,8	32,0	15,6
Transports et communications	50,0	25,0	57,0	25,6	53,8	26,3
Enseignement	17,9	9,0	17,6	7,9	17,3	8,5
Santé	13,9	7,0	13,3	6,0	13,2	6,5
Travail	8,0	4,0	2,9	1,3	2,8	1,4
Aménagement municipal	8,0	4,0	7,3	3,3	7,2	3,5
Statistiques	0,8	0,4	1,6	0,7	1,5	0,7
Logement et construction	7,5	3,7	12,4	5,6	12,2	6,0
Total.....	200,0	100,0	222,4	100,0	204,6 *	100,0

Source : Organisation du Plan, Outline of the Third Plan 1341-1346, p.72
et Report on the Performance of the Third Development Plan, p.23

* Le total comprend 200 millions de Rials payés au Ministère des Finances afin de poursuivre les projets de développement.

2.3. 1'AGRICULTURE, SECTEUR NEGLIGE : LE CAS DES QUATRIEME
ET CINQUIEME PLAN :

2.3.1. Le quatrième plan 1967 - 73 :

Pendant cette période de cinq ans et six mois, le développement du pays a reposé sur ce plan que l'on croyait être le plus ambitieux de tous les plans précédents. Il a réussi à induire un investissement total de 810 milliards de rials (§ 108 milliards). A peu près 55 % de ce total, soit 443 milliards de rials devaient faire l'objet d'un investissement public et les 45 % restant, soit 367 milliards de rials, devaient être investis par le secteur privé. Le revenu du pétrole (80 % du total) servait pour 63,1 % au financement des fonds de développement.

Ce plan a permis d'obtenir un taux de croissance du PNB de 9,4 % par an. Autrement dit, on s'attendait à ce que le PIB qui se montait à § 6,9 milliards en 1967, (en prix de 1965) atteigne § 10,9 milliards à la fin du plan.

La répartition prévue et la répartition effective des dépenses du Plan de développement entre les différents secteurs sont présentés au tableau III.

Une simple comparaison de ce Tableau avec celui du Troisième Plan fait ressortir un changement dans l'ordre des priorités de la politique économique du pays en ce qui concerne le secteur de l'agriculture : alors que la part des industries et des mines était passée de 21,9 milliards dans le 3ème Plan à 99 milliards de rials dans le 4ème plan, soit une augmentation de 350 %, les fonds destinés à l'agriculture n'avaient augmenté que de 44 %, c'est-à-dire de 45 à 65 milliards de rials. On constate en outre que les secteurs (a) transports

TABLEAU - III

AFFECTATION DES FONDS DE DEVELOPPEMENT PAR SECTEURS

POUR LE 4ème PLAN (en milliards de Rials)

S E C T E U R.	Investissement fixe par secteur public	Dépenses couv - rantes de dév. T	Investissement par secteur privé depuis des res- sources de l'Or- ganisation du Plan.	Budget de Dévelop- pement de l'Orga- nisation du Plan	%
Agriculture et élevage	24,0	20,0	21,0	65,0	13.54
Industrie et mines	84,7	6,0	8,3	99,0	20.62
Gaz et pétrole	26,3	-	-	26,3	5,48
Eau et électricité	83,7	2,8	-	86,5	18,02
Transports et Communications	97,1	3,2	-	100,3	20.89
Développement rural et urbain	15,1	-	1,0	16,1	3.35
Logement et construction	20,1	-	2,9	23,0	4,79
Santé, enseignement et bien-être	24,6	29,1	1,7	55,4	11,54
Tourisme	3,6	0,2	-	3,8	0,79
Statistiques et Divers	1,0	3,6	-	4,6	0,96
<u>T O T A L :</u>	380,2	64,9	34,9	480,0	100,0

Source : Organisation du Plan, Fourth National Development Plan.

1968 - 1972. P. 63

et communications, (b) industrie et mines, (c) eau et électricité sont prioritaires par rapport à l'agriculture.

Le taux de croissance annuelle moyenne pour ce 4ème plan était de l'ordre de 11 % qu'il faut comparer avec les 9,4 % projetés lors de son établissement.

Comme nous l'avons déjà indiqué auparavant, la dépendance à l'égard des marchés étrangers pour les produits alimentaires et les matières premières a augmenté au cours et à la suite de ce plan.

Pour la première fois, d'autre part, le Plan donne des indicateurs physiques de prévision. Ainsi, on peut considérer, pour avoir plus de précision, le Tableau IV, qui suit, qui nous donne les objectifs de production pour les principaux produits agricoles.

La valeur ajoutée du secteur doit passer, quant à elle, de 102 milliards de Rials en 1965, à 139 milliards en 1972, soit un accroissement moyen annuel de 4,4%.

La production totale doit croître sur la même période de 5% par an et passer de 112,6 milliards à 158,5 milliards de rials.

Ce taux peut être considéré comme juste suffisant, compte tenu du fort accroissement du revenu par tête sur la période et du fait qu'aux premiers stades du développement les individus se tournent plus vers les produits alimentaires et de consommation classique (habillement, meubles) pour satisfaire leurs besoins.

Les dépenses de développement prévues pour le secteur agricole sont de 65 milliards soit 13,54 % du total pour la première estimation. Le plan révisé donne cependant un chiffre inférieur : 46,7 milliards soit 8,4 % du total des dépenses de même nature.

TABLEAU - IV .

OBJECTIFS DE PRODUCTION DU IVème PLAN, (1967-73)

(Le secteur agricole)

PRODUITS :	Accroissement à la fin du 4ème Plan par rapport à l'année 1965 (en %)
Céréales	31,66
Produits intermédiaires pour l'industrie.....	64,3
Fruits frais et fruits secs	33,71
Légumes, pommes de terre.....	45,2
Graines	59,7
Plantes fourragères	187,8
Produits forestiers	30
Viande	50,4
Lait	25
Sous-produits des animaux.....	17
Autres produits végétaux	78
Autres produits animaux	38
Croissance moyenne de tous les produits	41 %

Source : " 4ème Plan du développement ". P.42.

On voit clairement, par conséquent, que le 4ème Plan quinquenal du pays ne privilégie pas ce secteur, ni dans la phase de planification ni dans la phase d'exécution du Plan.

Cela devrait d'ailleurs être prévisible à partir de la discussion des principes conduisant au choix des priorités. Pourtant, il nous semble que ce chiffre est par trop réduit si l'on veut arriver au taux de croissance prévu.

Nous savons, en effet, que la production agricole est fortement inélastique (conditions climatiques, mentalité d'auto-consommation) et il était prévisible que le taux ne sera pas réalisé avec si peu d'investissements.

Le tableau V, qui suit, nous éclaire tout de suite sur le degré de réalisation des projets et des prévisions. (1) Sauf pour le coton, le plan a échoué dans la réalisation des objectifs fixés.

L'échec qu'a essuyé l'Iran dans sa tentative de modernisation de l'agriculture et d'augmentation de la production dans ce secteur n'a pas besoin d'être prouvé. Le 4ème Plan de développement avait pour but d'augmenter la production agricole de 5%, mais il ne put atteindre ce taux qui en fait que de 2,5%, c'est à dire bien inférieur à celui de la croissance démographique.

Alors que l'agriculture participe pour 23,2% au PNB au début du 4ème Plan, le chiffre n'est que de 16 % en 1972, ce qui constitue un chiffre particulièrement élevé de décalage.

1.- Cité d'après Derakhchandeh, Op.cit. p. 311

TABLEAU - V

PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES.

(en milliers de tonnes)

R é f é r e n c e s	Objectif du 4ème Plan	Production effective	Ratio de réalisation en % des objectifs.
Blé	4.700	4.500	95.7
Orge	1.135	1.000	88.1
Riz (paddy)	1.400	1.200	85.7
Coton (brut)	600	618	103.8
Canne à sucre	800	700	87.5
Sucre de betterave	4.500	3.949	87.8
Oléagineux	130	54	41.5
Thé vert	120	88	73.3

Les importations furent importantes, aussi bien pour satisfaire la demande incompressible, que pour réduire les prix. On dut importer pour 79,6 milliards de Rials de produits agricoles pendant la période du Plan. Ces importations furent cependant compensées par des exportations (de coton, et de fruits secs notamment) de 61,2 milliards de Rials, ce qui rend le solde peu significatif.

2.3.2 - LE CINQUIEME PLAN DE DEVELOPPEMENT DE L'IRAN.
1352 - 1356 (1973 - 1978)

Le 21 mars 1973, l'Iran s'est lancé dans son cinquième Plan de développement quinquennal qui devait constituer l'une des phases les plus décisives de l'histoire de son développement.

Ce plan a pourtant été victime de plusieurs changements qui ne furent pas perçus comme nocifs, d'autant plus qu'à cause de la crise pétrolière de 1973 il y a eu des augmentations successives des recettes pétrolières, surtout pendant les deux premières années du plan. A la suite de chaque changement, les planificateurs essayaient de modifier les stratégies prévues, mais ils n'ont fait qu'accentuer les erreurs.

Nous voyons, donc, un taux de croissance moyen de 11,4 % par an dans la première version et quelques 25,9 % dans la dernière.(1) Le Tableau VI nous donne les chiffres d'allocation des 5ème Plans original et révisé et nous montre clairement quelques unes de ses nouvelles orientations. Il est évident que les secteurs (a) communications, (b) Industrie, (c) pétrole, (d) bâtiments publics, (e) électricité, sont prioritaires par rapport au secteur agricole.

Pourtant ce plan a débuté à un moment où l'Iran bénéficiait de ressources vastes, et étudiait la capacité d'absorption de l'économie pour éviter qu'une injection trop massive ne détruise les potentialités d'une croissance régulière dans le futur (2)

(1) Prix constants de 1353 (1974)

(2) Sans pour cela aborder une étude politique, il nous faut, toutefois noter que le pays consacrait quelques 28 % du budget (1352) pour des achats d'armes sophistiquées en vue de devenir la puissance importante de la région -surnommée "le gendarme du Golf persique.

Tableau VI : Part de l'investissement du secteur public dans le
5ème Plan, 1973-1978 (1)
(En milliards de Rials)

Secteurs	5e Plan original	5e Plan révisé	Augmentation		Plan révisé en %
			Montant	%	
1. Agriculture	121	239.6	118.6	98	8.4
2. Eau	106	160	54	51	5.6
3. Industrie	180	352.1	172.1	95.6	12.3
4. Mines	46	62	16	34.8	2.2
5. Pétrole	130	333	203	156.1	11.7
6. Gaz	24	51	27	112.5	1.8
7. Electricité	53	240	187	352.8	8.4
8. Communications	177	404	227	123.2	14.2
9. Télécommunications	36	91.4	55.4	153.9	3.2
10. Développement rural	36	60	24	66.7	2.1
11. Développement urbain	32	45	13	42.2	1.6
12. Bâtiments publics	91	320	229	251.6	11.2
13. Logements	90	230	140	155.3	8.1
14. Education	127	130	3	2.4	4.6
15. Culture	5	10	5	100	0.3
16. Tourisme	7	11	4	57.1	0.4
17. Santé	24	43	19	79.2	1.5
18. Bien-être public	5	9	4	80	0.3
19. Sports	9	15	6	66.7	0.5
20. Développement des provinces	-	10	10	-	0.3
21. Affaires publiques	-	32	32	-	1.1
Total général	1299 (2)	2848.1 (3)	1549.6	119	100

(1) Y compris les crédits publics affectés au secteur privé.

(2) Y compris 65,8 milliards de Rials de crédits publics affectés au secteur privé.

(3) Y compris 219 milliards de Rials de crédits publics affectés au secteur privé.

En 1976, quand les recettes pétrolières cessèrent d'augmenter comme prévu, cas de la dernière version du Plan, le pays souffrait déjà d'une bureaucratie corrompue sans précédent. L'urbanisation rapide a créé la crise du logement en 1976, et par le défaut des prévisions en électricité (crise de l'été 1977) avec pour corollaire des interruptions fréquentes d'électricité, l'industrie déjà faible devenait presque inactive.

L'agriculture du pays était tellement négligée que dans la dernière année de ce plan, au lieu des 7 % de croissance annuelle prévue, celle-ci a même décru de 0,8 % par rapport à l'année précédente (1)

D'autre part, les industries et les mines n'ont pas atteint 18 % et les services, 16,4 % (taux de croissance prévus) (2)

L'investissement fixe total qui devait augmenter de 29,7 % chaque année était inférieur à ce niveau, et s'approchait environ de 22,9 % (3).

La situation s'est surtout dégradée au cours de la dernière année lorsque le PIB n'a augmenté que de 1,7 %, les autres taux de croissance ou de régression étant les suivants : Agriculture 0,8 %, Pétrole : 7,2 %, Industries et mines + 8,6 % service + 9,2 %, largement inférieurs aux objectifs fixés par le Plan (4)

(1) Bank Markazi Iran "Rapport annuel 1356", op. cit. p. 17 ; nous avons d'ailleurs traité ce point de façon plus détaillée dans la section sur l'agriculture.

(2) Ibid. p. 24

(3) Celui-ci n'était que de 3,4 % en 1356, Ibid. p. 169

(4) Ibid. P. 163

Malgré ces échecs, le cinquième Plan, dans sa totalité avait tout de même obtenu des progrès. Pour mieux comprendre les buts et les réalisations pendant cette période nous avons préparé le Tableau VII suivant qui est extrêmement explicite. C'est en effet en grande partie le ralentissement du secteur pétrolier qui a marqué le sort des autres secteurs.

TABLEAU - VII

TAUX DE CROISSANCE MOYEN ANNUEL PREVU ET ATTEINT
AU COURS DU 5e PLAN DE DEVELOPPEMENT IRANIEN

(1973 - 1978)

R é f é r e n c e s	Objectifs en %	Niveau atteint en %
Agriculture	7,0	4,6
Industries et mines	18,0	15,5
Services	16,4	15,3
PIB (sans pétrole)	15,0	13,3
Pétrole	51,5	26,3
Rev. National Brut	25,9	17

Source : Bank Markazi Iran : Rapport Annuel 1356, P.26

2.4. - LE ROLE DEVOLU A L'AGRICULTURE EN IRAN

Tout d'abord, il va de soi que plus la part des revenus pétroliers est élevée dans le revenu national, plus l'indépendance de l'Etat (lequel accapare ce revenu) par rapport aux forces économiques et politiques internes est grande, plus libre est son choix et plus grand est son pouvoir. "Ce fait constitue", précise Rachidzadeh, "l'une des bases fondamentales de l'analyse de l'Iran sous quelque aspect qu'il soit et c'est le principal facteur qui le différencie de la majorité des pays du tiers-monde" (1).

De cette façon, nous avons remarqué que la part du pétrole dans le financement du développement est accrue de 37,1 % dans le premier plan à 64,55 % dans le deuxième, à 66,1 % dans le troisième, à 63,1 % dans le quatrième et à 65 % (2) dans le cinquième. Ainsi le pétrole a joué le rôle de financement du développement dans tous les plans.

En effet, le rôle envisagé pour le secteur agricole dans la planification économique iranienne a subi une évolution considérable. Tandis qu'un rôle actif était attribué à l'agriculture dans les trois premiers plans, elle fut, nous semble-t-il, considérée comme une "catégorie à part" dans les quatrième et cinquième plans de développement. Hors de ces deux derniers plans, le secteur de l'industrie (et surtout de l'industrie de montage) était considéré comme le secteur moderne, qui pouvait et même devait remorquer le secteur rétrograde, c'est-à-dire le secteur agricole. L'agriculture était considérée comme la fournisseuse potentielle de "main d'oeuvre illimitée" pour

(1) Rachidzadeh E., op. cit. P. 18.

(2) Notre estimation.

l'industrie et, comme "surplus agricole" de moindre degré pour le reste de l'économie. Ainsi, la politique globale du pays encourageait le transfert de main d'oeuvre et de surplus agricole en changeant les "termes de l'échange" au détriment de l'agriculture.

En outre, il ressort que l'Etat suivit depuis le 4ème Plan une stratégie économique de développement basée sur la croissance déséquilibrée où le rôle dévolu à l'agriculture était un rôle très secondaire. A cette fin, il était demandé à ce secteur d'ajuster avant tout sa production aux besoins alimentaires et agricoles du pays.

L'affectation des fonds de développement par secteur pour les 4ème et 5ème Plans par rapport aux trois premiers Plans confirme le changement dans l'ordre des priorités de la politique économique du pays.

Les plans de développement	Affectations totales et finales en agriculture et irrigation	Agriculture et irrigations dans l'ordre des priorités
1er Plan	25 %	1er
2ème Plan	24,8 %	1er
3ème Plan	23,1 %	2ème
4ème Plan	8,4 %	4ème
5ème Plan	10 % (*)	5ème

(*) La part de l'investissement du secteur public dans l'agriculture fut prévue à 8,4 % et dans le secteur "eau" à 5,6 %. Cependant les projets d'irrigation furent envisagés plutôt en faveur des eaux potables pour les citoyens et en faveur de production d'électricité ; ainsi le chiffre 10 % rapporté par EIU nous semble plus près de la réalité. Economic Intelligence Unit : "Quarterly Economic Review of Iran", annual report 1979, PP. 7-8.

2.5.- LE ROLE ENVISAGE POUR LES INDUSTRIES AGRICOLES
ET ALIMENTAIRES.

En étudiant plus soigneusement les trois derniers plans de développement, nous réalisons à quel point on connaissait peu de choses sur les industries à base agricole.

Il ressort du IIIe Plan que " les industries alimentaires, cuirs et textiles ont eu le taux de croissance le plus faible au cours de ce dernier " (1) D'ailleurs, le secteur de l'agriculture a eu aussi pendant cette période un taux de croissance de 2,5% au lieu des 4% par an prévu par le Plan.

Dans le IVe Plan, alors qu'un taux de croissance de 15% par an était fixé comme objectif pour les secteurs industriels, le taux de croissance prévu pour les industries alimentaires et les industries textiles étaient de l'ordre de 10,7% et de 11,1% par an respectivement .(2)

De la même façon, seulement 8,32% (7 720 / 92 700 millions de rials) des investissements publics et 7,31% (8 800 / 120 300 millions de rials) des investissements privés ont été affectés aux secteurs des industries alimentaires et du tabac. Autrement dit, seulement 7,75 % (16 520 / 213 000 millions de rials) de l'investissement total ont été assignés au secteur des IAA. (3) C'est pendant le IV^e Plan que le secteur de l'agriculture a eu un taux de croissance de 2,5 % au lieu des 5% prévus.

1.- Organisation du Plan, "IVe Plan de Développement, 1347 -51"
Op. Cit., P.25.

2.- Ibid. P. 113.

3.- Nous avons généralisé ce chiffre pour les IAA étant donné que les secteurs des boissons et textiles n'étaient pas mentionnés séparément.

sept premières branches :

- 1.- Secteurs alimentaires, boissons; tabac.
- 2.- Secteur Textiles.
- 3.- Bâtiment,
- 4.- Services Privés et Publics,
- 5.- Pétrole (sans les mines),
- 6.- Secteurs du Commerce et des Banques.
- 7.- Agriculture.

Par conséquent, nous pouvons dire qu'une stratégie reposant sur des taux de croissance élevés pour les autres industries et des taux de croissance faibles pour les IAA ne semble pas raisonnable parce que le secteur des IAA a des effets d'entraînement plus importants au niveau des cinq et dix neuf secteurs et il peut être considéré comme le secteur le plus stimulant.

Ensuite, si l'on veut encourager le secteur de l'agriculture à produire plus, afin de réduire la disparité des revenus entre les villes et les campagnes et de créer des emplois pour une population rurale toujours croissante (en chiffres absolus), il ne nous reste plus qu'à développer rapidement les industries agricoles et alimentaires.

En outre, si l'on considère une augmentation de la demande alimentaire de l'ordre de 7% par an, on voit encore plus clairement que la situation actuelle de l'Iran appelle des mesures urgentes. Aussi, nous croyons qu'il est indispensable que le nouveau régime adopte une stratégie mettant surtout l'accent sur les industries agricoles et alimentaires.

Alors que la version initiale du Ve Plan a prévu un taux de croissance de 14% par an pour les secteurs industriels, le taux fixé pour les industries alimentaires, les boissons, les tabacs, est de 4,8 % et d'environ 8,9 % par an pour les industries textiles. (1)

En ce qui concerne la politique d'investissement de cette première version du Plan, nous voyons que seulement 8,57% (15/175 milliards de rials) des investissements sont publics et 17,36% (35/326 milliards de rials) sont privés ; autrement dit, 9,96 % seulement de l'investissement total (50/502 milliards de rials) sont affectés au secteur des IAA. (2)

On constate cependant une augmentation considérable dans le volume de l'investissement de la première version du Ve Plan par rapport au IVe Plan dans le secteur des IAA.

Cette augmentation a été d'environ 202 %. Mais est-il cohérent de considérer pour le Ve Plan une affectation des investissements de l'ordre de 9,96% pour les IAA et de 90,04 % pour les AI ? Est-ce une bonne stratégie d'avoir une croissance annuelle de 5,5 % dans le secteur agricole ? Est-ce que les taux de croissance suivants se justifient pour :

$$A = 5,5 \%$$

$$IAA = 4,8 \% \times \times$$

$$AI = 14 \%$$

1.- Ibid. P.122.

2.- Organisation du Plan, "Ve Plan de Développement", en Persan, Op. Cit. P.102.

* * Avec les textiles, environ 6,4 %

Pour répondre à cette dernière question, nous avons calculé les taux de croissance pour les trois cas introduits dans le chapitre précédent.

	$+\Delta A$	$+\Delta IAA$	$+\Delta AI$
CAS I :	3	7,7	0,1
CAS II :	0,7	1,1	8,5
CAS III :	3,5	9	0,15

Nous voyons tout de suite qu'avec une augmentation de la demande finale des IAA ou des AI, on continue à avoir : $+\Delta IAA > +\Delta A$.

Il est bien évident qu'une augmentation de la demande finale des IAA a une incidence beaucoup plus importante sur le secteur de l'agriculture que la même augmentation de la demande finale des AI.

En ce qui concerne les modifications ultérieures survenues dans le Ve Plan, on constate une augmentation encore plus considérable du volume des investissements.

Mais, en cette matière, les secteurs des IAA sont encore ignorés puisque le pourcentage des taux de croissance prévus pour la période du Ve Plan sont : 27 pour les industries chimiques et pétrochimiques ; 32 pour les industries métalliques ; 38 pour les industries électroniques ; 20 pour les industries de transport et, seulement 11 pour les industries agricoles et alimentaires.

Par ailleurs, on constate que, seulement 8,2 % des investissements totaux sont affectés aux IAA dont la part est inférieure à celle qui a été prévue dans la première version.

Afin de traiter les tableaux d'input-output d'une manière plus pratique et plus réaliste, nous avons établi un programme sur ordinateur à partir des mêmes calculs expliqués auparavant. Ici, nous avons changé le taux de croissance envisagé dans la catégorie " de 0 à 20 % " pour chaque secteur et nous avons observé les C.V. , produits.

Par exemple , pour une croissance de 20 % , nous avons trouvé les C.V.'S., suivants qui expliquent grosso modo l'ordre de priorité si une croissance harmonisée est souhaitée.

1 - IAA	=	0,79,
2 - AI	=	1,18,
3 - S	=	1,79,
4 - A	=	1,87
5 - P+M	=	1,95.

Pour vérifier notre modèle et les résultats obtenus, nous avons répété le traitement avec un Tableau de 19 x 19 dont une partie fut construite à l'Institut de Développement et de Recherches Economiques de l'Université de Téhéran . (1) .

Les résultats obtenus ici sont beaucoup plus appréciables et l'ordre des priorités est le suivant pour les

-
- 1.- Pour construire les parties non existantes, nous avons utilisé le tableau technologique de l'année 1345 en tenant compte de l'évolution de chaque secteur pendant la période 1345-51.

sept premières branches :

- 1.- Secteurs alimentaires, boissons; tabac.
- 2.- Secteur Textiles.
- 3.- Bâtiment,
- 4.- Services Privés et Publics,
- 5.- Pétrole (sans les mines),
- 6.- Secteurs du Commerce et des Banques.
- 7.- Agriculture.

Par conséquent, nous pouvons dire qu'une stratégie reposant sur des taux de croissance élevés pour les autres industries et des taux de croissance faibles pour les IAA ne semble pas raisonnable parce que le secteur des IAA a des effets d'entraînement plus importants au niveau des cinq et dix neuf secteurs et il peut être considéré comme le secteur le plus stimulant.

Ensuite, si l'on veut encourager le secteur de l'agriculture à produire plus, afin de réduire la disparité des revenus entre les villes et les campagnes et de créer des emplois pour une population rurale toujours croissante (en chiffres absolus), il ne nous reste plus qu'à développer rapidement les industries agricoles et alimentaires.

En outre, si l'on considère une augmentation de la demande alimentaire de l'ordre de 7% par an, on voit encore plus clairement que la situation actuelle de l'Iran appelle des mesures urgentes. Aussi, nous croyons qu'il est indispensable que le nouveau régime adopte une stratégie mettant surtout l'accent sur les industries agricoles et alimentaires.

CHAPITRE 3

L'AGRICULTURE COMMERCIALE ET LES ACTIONS DIRECTES SUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Un rapport concernant le problème mondial de l'alimentation se termine par la conclusion suivante : "La modernisation de l'agriculture dans les pays en voie de développement nécessitera des investissements en capital, la prestation de facteurs de production sous forme de semences, d'engrais, de produits anti-parasitaires, d'eau et de matériel ; elle devra aussi organiser la distribution et les systèmes de commercialisation, la formation de spécialistes agricoles et celle de la politique de prix en opérant d'autres changements dans la structure socio-économique." (1)

Cette longue liste met en relief le fait que le développement agricole nécessite avant tout une approche globale (a package program). Elle indique, d'autre part qu'un ensemble des actions directes et indirectes est indispensable pour inciter la modernisation de ce secteur.

Le manque ou la faiblesse de chacun de ces facteurs pourrait constituer un maillon faible ou bien un goulot d'étranglement de la production agricole du pays. D'autre part, déterminer les goulots d'étranglement de la production facilite le choix de la stratégie

(1) "The World food problems", op. cit. p. 20

qui s'impose pour sortir de la stagnation relative.

Prenons l'exemple de la mécanisation agricole qui est une des composantes majeures d'inputs destinés à moderniser l'appareil de la production agricole. Imaginons que sous la pression de l'augmentation des salaires, un agriculteur soit encouragé à acheter un tracteur. Cet achat, ou bien, plus précisément cet investissement demande un pouvoir d'achat correspondant : le fond propre de l'exploitant, ou bien le crédit disponible.

L'existence du premier pour un agriculteur moyen dépend à long et à court terme des prix qu'il reçoit pour les produits qu'il envoie sur le marché, ainsi que de l'organisation et de l'infrastructure du système de commercialisation. Donc, il est évident que les problèmes de la mécanisation et du crédit agricole, de la commercialisation et de la politique des prix agricoles pourront être étudiés ensemble afin de mettre en lumière les actions directes sur la modernisation de l'appareil productif, voire détecter les différents goulots d'étranglement corrélés dans une telle agriculture, mal performante. Notre propos est d'étudier ces questions dans ce présent chapitre.

Nous allons le faire en analysant le rôle de l'agriculture commerciale dans le processus de modernisation et les problèmes qui demeurent.

§.1.- LA MECANISATION DES EXPLOITATIONS : SITUATION
ACTUELLE ET PROBLEMES :

La mécanisation passe pour être l'une des composantes d'un ensemble d'inputs destinés à accroître la production agricole. Son importance varie en fonction des circonstances.

La forme prise par la mécanisation agricole dépend également des circonstances et peut donner lieu à l'achat de tracteurs ou à l'utilisation de la traction animale, à l'achat de matériel de pompage pour l'irrigation, de pulvérisateurs et de poudreuses pour le traitement des cultures, de matériel de séchage des récoltes, de manutention et de stockage, d'équipements pour la transformation ou une combinaison de deux ou plus de ces éléments.

Dans le cadre de la réforme de l'agriculture mise en route en 1963, le gouvernement iranien a favorisé la mécanisation agricole dans les régions les mieux adaptées. Quelques 18.300 tracteurs étaient en service en 1970; à l'heure actuelle, nous estimons qu'il existe quelques 90.000 tracteurs sur environ 8,4 millions hectares de terres cultivées de façon annuelle (1). Malgré cette croissance il reste plusieurs problèmes que nous allons analyser dans cette section. Mais, tout d'abord, nous devons continuer à décrire la situation telle qu'elle est.

1.- Comparer avec l'Italie en 1962 : 300.000 tracteurs pour 26,6 millions d'hectares S.A.U. Rappelons que la surface agricole utile en Iran pour la même période était de 16 millions d'hectares.

Une chaîne de montage d'une capacité de 10.000 tracteurs par an a été mise en service en 1975. Cette chaîne produit les tracteurs de type " Universal " de Roumanie.

L'agence de développement des machines agricoles du Ministère de l'Agriculture est responsable en partie de la vente des tracteurs aux agriculteurs. Le tableau suivant présente son bilan (1)

Année	: 1346	1347	1348	1349	1350	1351	1352	1353	1354	1355
Tracteurs	: 2382	2967	3369	1895	2458	5787	4781	7561	9038	6626

Cette Agence a importé et vendu d'autres machines et outils agricoles comme les charrues, les moissonneuses-batteuses, les épandeurs d'engrais, les pulvérisateurs, etc....

Le gouvernement a lancé plusieurs programmes pour encourager la mécanisation agricole; mais, en fin de compte, il n'a pas réussi à développer d'une façon sensible ce processus si important. En même temps que le nombre de tracteurs a augmenté, leur prix a cru. . . Pour apprécier cette situation, les indices suivants peuvent être envisagés. (2)

Indices	Année		
	1351	1353	1355
- Prix des machines agricoles utilisées pour les céréales.....	100	102	132,5
- Prix des céréales.....	100	105	115
-			

1.- Annuaire Statistique 1356, Op.Cit. Tableau 87,P.265.

2.- Après notre étude sur la force de travail en Iran, "Barresye Niroye Ensani ", Op. Cit., P.118.

Donc, la hausse des prix du matériel agricole constitue un des problèmes majeurs pour tous les agriculteurs.

Un autre problème très important, est celui des pièces de rechange. Ces dernières ne sont pas seulement chères, mais aussi, il arrive souvent que les agriculteurs ne trouvent pas les pièces nécessaires et sont, de ce fait, obligés de faire plusieurs déplacements et même venir jusqu'à Téhéran pour les acheter.

En outre, on constate que la pression et la pénurie demeurent plus au niveau des petits et moyens exploitants. En 1355 (1977) le gouvernement a envisagé une prime égale à 2.000 rials (environ 130 Francs français) par ha. pour les agriculteurs qui mécanisaient leurs cultures de blé. De plus, il a promis de fournir gratuitement les pesticides nécessaires à ces exploitants (1). En conséquence, les gros exploitants qui n'avaient pas un accès direct et/ou une introduction suffisante, ont dû payer un prix plus élevé pour les premiers tracteurs qu'ils se procuraient tant bien que mal.

Dans notre enquête, pour recueillir des renseignements sur le matériel et l'équipement des exploitations, nous avons utilisé un seul tableau et des questions séparées ont été posées sur les problèmes associés à la mécanisation des exploitations agricoles (Voir l'annexe pour le questionnaire).

En règle générale, il est prouvé que les gros exploitants possèdent le matériel qu'ils utilisent alors que les petits exploitants le louent (Voir le tableau suivant). Un certain nombre de questions, les plus importantes, sont présentées à la page suivante.

(1) Kayhan (en persan) 22 Mehr 1355.

Tableau I - MATERIEL EXISTANT SUR LES EXPLOITATIONS

	UP1		UP2		UP3		UP4		UP5	
	45 pers.	% Matér. utilisé	50 pers.	% Matériel utilisé	183 pers.	% Matériel utilisé	231 pers.	% Matériel utilisé	142 pers.	% Matériel utilisé
1. Tracteurs possédés	31	68,8	30	60	68	37,1	51	22,0	24	16,9
2. Tracteurs loués	6	13,3	16	32	94	51,3	137	59,3	120	84,5
3. Charrue à disque possédée	28	62,2	28	56	57	31,1	44	19,0	22	15,4
4. Charrue à disque louée	6	13,3	14	28	89	48,6	121	52,3	109	76,7
5. Batteuse possédée	16	35,5	6	12	7	3,8	3	1,2	3	2,1
6. Batteuse louée	1	2,2	2	4	26	14,2	32	13,8	15	10,5
7. Moissonneuse-batteuse possédée	4	8,8	9	18	11	6,0	4	1,7	4	2,8
8. Moissonneuse-batteuse louée	5	11,1	6	12	39	21,3	49	21,2	35	24,5
9. Cultivateur possédé	7	15,5	1	2	6	3,2	6	2,5	2	1,4
10. Cultivateur loué	0	0	0	0	5	2,7	10	4,3	7	4,9
11. Niveleuse possédée	7	15,5	1	2	1	0,54	1	0,4	0	0
12. Niveleuse louée	3	6,6	1	2	1	0,54	0	0	0	0
13. Pulvérisateur possédé	32	71,1	24	48	57	31,1	59	25,5	32	22,5
14. Pulvérisateur loué	1	2,2	4	8	14	7,6	30	12,9	31	21,2
15. Plantoir possédé	11	24,4	6	12	14	7,6	11	4,7	5	3,5
16. Plantoir loué	5	11,1	4	8	8	4,3	17	7,3	15	10,5
17. Sillonneuse possédée	9	20,0	1	2	4	2,1	3	1,2	1	0,7
18. Sillonneuse louée	0	0	0	0	0	0	1	0,4	5	3,5
19. Epandeur d'engrais possédé	5	11,1	2	4	3	1,6	2	0,8	2	1,4
20. Epandeur d'engrais loué	0	0	1	2	1	0,54	2	0,8	0	0
21. Faucheuse possédée	2	4,4	0	0	3	1,6	1	0,4	1	0,7
22. Faucheuse louée	0	0	0	0	0	0	2	0,8	0	0
23. Autre matériel possédé	0	0	0	0	0	36,6	46	19,9	27	19,0
24. Autre matériel loué	0	0	0	0	0	0	4	1,7	0	0

TRACTEURS :	69	%	des agriculteurs	du groupe UP1
	60	%	"	" du groupe UP2,
	37	%	"	" du groupe UP3,
	22	%	"	" du groupe UP4,
	17	%	"	" du groupe UP5,

possèdent leurs propres tracteurs.

La tendance est inverse pour la location des tracteurs qui sont loués par 13% dans le groupe UP1, 32% dans le groupe UP2, 51% dans le groupe UP3, 59% dans le groupe UP4 et dans le groupe UP5 84% des agriculteurs en ont loué un. Il en est de même pour les charrues à disques.

Presque tous les groupes signalent qu'ils utilisent des cultivateurs, des niveleuses et des charrues pour tracer les sillons. L'écart entre les agriculteurs du groupe UP1, et ceux des autres groupes est significatif, alors que pour les tracteurs appartenant aux agriculteurs, l'écart existait entre, d'une part les groupes UP1 et UP2 et le restant des agriculteurs, d'autre part.

Un grand nombre d'agriculteurs utilisent des pulvérisateurs, des machines à planter et des charrues pour tracer les sillons, mais là encore, c'est le groupe UP1 qui a fait le plus de progrès à cet égard.

Les résultats concernant les moissonneuses - batteuses ne sont pas fiables et ne doivent pas être pris en considération, car les quelques enquêteurs qui ont rempli les

questionnaires ont fait la confusion entre les moissonneuses-batteuses tractées et les grosses moissonneuses-batteuses automotrices.

Afin de mettre l'accent sur un certain nombre de problèmes auxquels se heurte la mécanisation des exploitations, les enquêteurs ont reçu une longue liste de problèmes potentiels et ont essayé de déterminer quels étaient les principaux. Les résultats sont présentés sommairement ci-dessous :

- 1.- Pour 18% des très gros agriculteurs commerciaux, le problème est celui du manque de main d'oeuvre qualifiée.
- 2.- Presque tous les groupes déclarent que le matériel agricole est trop cher. 30% dans le groupe UP2 et 14% dans le groupe UP5 font partie de cette catégorie.
- 3.- Presque tous les groupes trouvent que les pièces de rechange et les réparations sont chères. Toutefois, les agriculteurs des groupes UP1 et UP5 se plaignent moins. Les premiers, probablement parce qu'ils ont moins de problèmes de réparations étant donné qu'ils ont en moyenne cinq ouvriers spécialisés capables de faire certaines réparations ; les deuxièmes probablement parce que leurs exploitations ne sont pas mécanisées au point de leur poser ce problème. Ils louent en outre leur matériel et en possèdent très peu.

- 4.- Presque tous les agriculteurs confirment que le manque de capital les empêche de poursuivre la mécanisation de leurs exploitations. Toutefois, comme l'indique le tableau suivant, les petits exploitants ont davantage souligné ce point que les gros. A tel point que 13% des très gros agriculteurs commerciaux, contre 68% des très petits exploitants (UP5) considèrent le manque de capital comme leur principal problème.
- 5.- De 4 à 8% des agriculteurs pensent que la mécanisation ou la poursuite de la mécanisation de leurs exploitations n'est pas rentable.
- 6.- 8% dans le groupe UP2 et 7% dans le groupe UP3, considèrent comme important le fait que les pièces détachées soient difficiles à trouver et ne soient pas disponibles en quantités suffisantes.
- 7.- Il est important de noter que deux seulement sur 183 agriculteurs dans le groupe UP3, deux sur 231 dans le groupe UP4 et 12 sur 142 dans le groupe UP5 ont observé que le manque de savoir-faire était un obstacle à la mécanisation. Ceci signifie que les agriculteurs pensent que leur savoir-faire technique est suffisant pour accélérer la mécanisation.

Tableau II - PROBLEMES ASSOCIES A LA MECANISATION

PROBLEMES	UP1 45 personnes		UP2 50 personnes		UP3 183 personnes		UP4 231 personnes		UP5 142 personnes	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Manque de main-d'oeuvre qualifiée	8	17,77	3	6	15	8,19	12	5,19	8	5,63
Matériel cher	10	22,22	15	30	25	13,66	31	13,42	20	14,08
Pièces de rechange chères	6	13,33	9	18	29	15,84	23	9,95	6	4,22
Eloignement de l'atelier de réparation	0	0	0	0	1	0,54	1	0,43	0	0
Manque de capitaux nécessaires	6	13,33	13	26	76	41,53	98	42,42	96	67,60
Manque de rentabilité	4	8,89	2	4	12	6,55	19	8,22	12	8,45
Manque de savoir-faire	0	0	0	0	2	1,09	2	0,86	0	0
Manque de coopération des autres agriculteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Problèmes de fuel et d'huile	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Salaires élevés	3	6,66	2	4	7	3,82	5	2,16	3	2,11
Terres de montagne	0	0	0	0	1	0,54	4	1,73	0	0
Pièces de rechange non disponibles	2	4,44	4	8	14	7,65	5	2,16	1	0,70
Autres	0	0	1	2	0	0	1	0,43	0	0
Faux codes	9	20	5	10	21	11,47	21	9,09	11	7,75

La liste ci-dessous résume les principaux problèmes rencontrés par chaque groupe d'agriculteurs :

Dimension de l'exploitation.	P r o b l è m e s	%
UP1	1 - matériel cher 2 - manque de main d'oeuvre spécialisée 3 - pièces de rechanges chères 4 - manque de capital	22 18 13 13
UP2	1 - matériel cher 2 - manque de capital 3 - pièces de rechange chères	30 26 18
UP3	1 - manque de capital 2 - pièces de rechange chères 3 - matériel cher	42 16 14
UP4	1 - manque de capital 2 - matériel cher 3 - pièces de rechange chères	42 13 10
UP5	1 - manque de capital 2 - matériel cher 3 - manque de rentabilité	68 14 8

D'une manière générale on constate que le manque de capital constitue le facteur le plus limitatif à la mécanisation agricole pour les agriculteurs possédant moins de 100 ha., (de terres irriguées ou équivalent).

L'enquête de la deuxième phase révèle qu'un grand nombre d'agriculteurs a utilisé les prêts de la coopérative ou les prêts de l'ACBI*, pour louer des tracteurs afin de cultiver leur terre. Ils ont répondu que s'ils avaient un revenu suffisant, ils l'affecteraient à l'achat de tracteurs et à la construction de puits profonds avec la coopération d'autres agriculteurs.

La plupart des agriculteurs du groupe UP3 ayant investi dans la mécanisation de leurs exploitations ont dit qu'ils avaient acheté des tracteurs et des pulvérisateurs.

En général, les agriculteurs du groupe UP1 ont indiqué qu'ils avaient commencé à mécaniser leurs exploitations il y a cinq ou six ans. Ce qui les inquiète le plus, c'est le prix des outils et des pièces détachées. L'un d'entre eux a ajouté que les prix de ce petit matériel avaient été multipliés par deux ou par trois au cours de l'année passée.

Alors que les petits exploitants envisagent d'acheter leur premier tracteur, les gros projettent d'acheter du matériel et des outils plus élaborés.

On constate qu'à tous les niveaux, il est possible d'encourager et de continuer à mécaniser les exploitations, ce qui à son tour, fournirait de nouveaux emplois en dehors de l'agriculture sous forme de prestation de services d'entretien et d'encadrement, d'exécution, après la récolte, de certaines

* ACBI : Agricultural Coopération Bank of Iran

opérations telles que le stockage, la commercialisation, la transformation et également sous forme de création d'industries rurales reposant sur ces opérations.

La politique de mécanisation agricole devait toutefois concerner de façon sélective les opérations qui ne peuvent pas être entreprises, de manière aussi efficace, au moyen des formes traditionnelles de travail, celles qui peuvent entraîner une progression rapide des rendements, et celles qui sont le plus apte à permettre une utilisation intensive de la terre.

Il semble que la meilleure façon d'encourager le processus de la mécanisation consiste à abaisser le prix des tracteurs et de tous les outils annexes et à octroyer également des facilités de crédit pour l'achat de ce type de matériel - et cela surtout pour les agriculteurs commerciaux des groupes UP3, UP4 et UP5, c'est-à-dire pour les petits et moyens exploitants.

Cette conclusion nous conduit logiquement vers l'analyse du système de crédit, des prix agricoles et du système de commercialisation qui tous ensemble déterminent le pouvoir d'achat des agriculteurs et forment le cadre qui incite ou empêche la mécanisation et la motorisation des activités agricoles.

3.2. - LE CREDIT AGRICOLE :

Le crédit agricole s'avère nécessaire pour faire face à des difficultés familiales passagères, pour faciliter les opérations de production et de commercialisation à court terme, pour assurer la modernisation de l'exploitation agricole à long terme.

En vue d'assurer l'expansion nécessaire du crédit, et d'inciter les paysans à emprunter, sans toutefois les engager dans un processus d'endettement qui les asservit, et qui peut même conduire à leur éviction, L. Malassis suggère que " l'organisation d'un crédit insitutionnel est indispensable " (1)

Le système de crédit agricole a beaucoup évolué en Iran et plusieurs organisations ont eu comme tâche la provision des crédits institutionnels. Cependant de nombreux problèmes demeurent encore qui méritent une étude précise.

Avant la mise en place du programme de réforme agraire les agriculteurs iraniens ayant besoin de crédit se tournaient soit vers les prêteurs d'argent et marchands ou vers le propriétaire de la terre qu'ils travaillaient.

Soumis aux conditions de métayage alors en vigueur ainsi qu'à des taux d'intérêt très élevés, beaucoup de fermiers se trouvaient quasi perpétuellement endettés, les prêts étant garantis par la prochaine récolte à des conditions généralement défavorables.

En 1978, le système bancaire qui desservait l'agriculture était constitué par deux principales Banques d'Etat, la Banque Coopérative Agricole de l'Iran (ACBI) et la Banque du Développement Agricole de l'Iran (ADBI). (Ces deux banques furent regroupées à la suite du programme de nationalisation des banques en Janvier 1980).

(1) L. Malassis "L'Agriculture et " op. cit. p. 238

La Banque Nationale de l'Iran (Banque Melli) aidait également ces deux Banques pour fournir des prêts aux agriculteurs Iraniens. Pendant les années 1351 - 1356 c'est-à-dire pendant la durée du cinquième plan, trois banques régionales ont été créées, principalement avec les capitaux de ces trois banques (toutes trois gouvernementales et nationales) pour mieux répondre aux besoins de financement des entreprises agro-alimentaires et du milieu rural.

Pendant cette période les banques spécialisées dans la domaine de l'agriculture ont fourni au total quelques 260 milliards de Rials aux Agriculteurs dont 38% étaient des prêts à court terme .(1)

Les banques commerciales privées ont consacré la plupart de ces investissements aux secteurs non-agricoles, et cela entre autre à cause des risques importants de la durée initiale précédant la production agricole effective et de la forte rentabilité nette des investissements de l'industrie et de la construction.

Ainsi, la part des banques privées dans les prêts fournis aux agriculteurs est de 18%, celle de la Banque de Développement Agricole 32%, et celle de la Banque des Coopératives Agricoles 50%, pour l'année 1356 (1977).

En ce qui concerne les crédits fournis par les coopératives rurales, dans le cadre du premier stade de la réforme, les coopératives étaient chargées de pourvoir aux crédits.

1.- Bank Markazi iran, Rapport Annuel 1356 Op.,Cit., P.33.

Ces sociétés empruntaient les fonds à la Banque Agricole et prêtaient ensuite aux agriculteurs à un taux supérieur, ce qui leur permettait d'amasser une réserve - premier pas vers une indépendance financière vis-à-vis de la Banque.

En plus de délais, pour la mise sur pied des sociétés, qui occasionnèrent quelques difficultés de courte durée aux agriculteurs, le système de crédit semble avoir fonctionné de façon inefficace et cela surtout pour les petits exploitants qui ne disposaient pas d'appuis indispensables dans ce type de système .

Le crédit fourni par les coopératives rurales se limite généralement au crédit à court terme qui exige des cautions, beaucoup de démarches administratives et de documents à fournir et dont le montant ne dépasse pas 100.000 rials (environ 6.660 FF. par famille). Le prêt moyen distribué pendant le 5ème Plan du développement était de 17.000 Rials (environ 1.130FF.) (1)

Cela est bien trop peu, même pour une petite exploitation de 2 hectares irrigués. Comme ce prêt n'est pas en général utilisé pour l'intensification de la production, afin de le rembourser à l'échéance, nombreux sont les paysans qui sont obligés de s'adresser à l'usurier. C'est pourquoi René DUMONT suggérerait, à juste titre, que " le crédit des coopératives a contribué à augmenter l'endettement de la paysannerie." (2)

1.- Bank Markazi Iran, Rapport Annuel 1356, Op., Cit., P.34.

2.- René Dumont " Quelques remarques sur la situation agricole de l'Iran en 1976 " Op., Cit., P. 11.

La partie principale des prêts distribués par la Banque du Développement Agricole de l'Iran (ADBI) était attribuée aux très gros agriculteurs - ou bien aux agrobusiness ou aux pseudo-agriculteurs - qui dépensaient des sommes énormes en dehors de l'agriculture.

Naturellement, ces prêts étaient très considérables et couvraient la plupart du temps des projets clé en main fournis de l'extérieur, ou bien des projets dits " Compréhensifs " assez importants.

Les taux d'intérêts étaient variables selon le projet, mais ils se situaient quand même - en moyenne à 7 %, ce qui nous semble assez élevé surtout pour des petits exploitants. *

Avant d'essayer de fournir des commentaires et des recommandations à ce propos, nous commencerons par analyser la situation des AC. par rapport aux crédits agricoles disponibles pour eux.

Nous admettons pleinement, dès le départ, qu'il n'est pas possible de généraliser la présente enquête par sondage qui fait état de l'information recueillie auprès de 651 agriculteurs commerciaux; mais les données sont suffisamment importantes pour indiquer les tendances.

* Le taux d'intérêt, rebaptisé "Frais de service", fut abaissé et fixé à 4 % pour toutes les activités agricoles après la création de la Banque Agricole unifiée en 1950.

3.2.1.- LES SOURCES DE CREDIT :

Le tableau suivant contient des informations sur le pourcentage de chaque source pour chacun des groupes d'agriculteurs. Le second tableau indique la part des réseaux bancaires et non-bancaires dans l'octroi de crédits aux agriculteurs.

On peut observer que la part du système bancaire dans l'octroi du crédit augmente avec la taille des exploitations. En effet, de 33,9 % pour les agriculteurs du groupe UP5, il passe à 67,4 % pour le groupe UP1. Alors qu'on observe un rapport inverse pour les sources non bancaires.

De même, il est évident que la plus grande partie des prêts bancaires proviennent des banques spécialisées - A C B I et A D B I - (Agricultural Coop. Bank of Iran, et Agricultural Development Bank of Iran). Par contre, pour les prêts non bancaires, ce sont les coopératives agricoles qui sont plus importantes pour les petits agriculteurs des groupes UP4 et UP5.

Alors que l'A C B I s'adresse à toutes les catégories d'exploitations agricoles, il semble que l'A D B I se concentre sur les groupes UP2 et UP1 (dans ces deux groupes, les exploitations dépassent les 100 ha de terre irriguée ou de ressources équivalentes).

Il semble que la Banque Saderate satisfasse de 2 à 4 % des besoins de crédit des agriculteurs.

Tableau III - POURCENTAGE DES PRETS EN FONCTION DE LEUR PROVENANCE

Provenance du crédit	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5
Coopérative agricole	9,3	22,8	30,7	35,3	33,8
A D B I	9,3	3,5	1,0	0,4	0,5
A C B I	34,9	40,4	31,7	29,0	28,4
Banque Mellî	9,3	0,0	0,5	0,0	0,0
Banque Saderate	2,3	1,7	2,5	4,1	3,1
Autres banques	11,6	3,5	1,0	0,7	0,9
Agents commerciaux	0,0	1,8	2,5	1,5	0,0
Acheteurs "en vert"	2,3	7,0	5,9	7,1	10,8
Commerçants	0,0	5,3	13,4	11,2	8,6
Amis et parents	0,0	3,5	3,0	2,2	6,3
Autres provenances	11,6	5,3	3,0	1,5	2,2
Usines	9,3	5,3	5,0	7,1	5,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau IV - POURCENTAGE DES PRETS SELON QU'ILS SONT ACCORDES PAR LE RESEAU BANCAIRE OU NON BANCAIRE

Réseau	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5
1) Bancaire	67,4	49,1	36,5	34,1	32,9
a) Banques spécialisées	44,2	43,9	32,7	29,4	28,9
b) Autres banques	23,2	5,2	3,8	4,7	4,0
2) Non bancaire	32,6	50,9	63,5	65,9	67,1
a) Coopérative agricole	9,3	22,8	30,7	35,3	33,8
b) Autres	23,3	28,1	32,8	30,6	33,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tous les groupes obtiennent un certain nombre de prêts auprès des " acheteurs en vert ", surtout pour satisfaire leurs besoins de trésorerie à la période des plantations et des récoltes. Toutefois, les acheteurs en vert s'adressent davantage aux petits agriculteurs qui ne peuvent satisfaire les exigences de la banque (garantie, etc...) pour se procurer les crédits dont ils ont besoin.

En règle générale, les sources privées qui perçoivent des taux d'intérêt plus élevés prêtent surtout aux petits agriculteurs, ce qui se traduit par conséquent, par une élévation de leurs coûts de production, par des marges inférieures et, en fin de compte, par une diminution des investissements dans l'agriculture, et un appauvrissement continu des petits agriculteurs. En d'autres termes, le système de crédit agricole par lui-même est un moyen de déséquilibre dans le milieu rural.

Nous allons confirmer ces constatations dans les sections qui suivent.

3.2.2.- DUREE DES PRETS :

En ce qui concerne le nombre des prêts, le tableau V, indique que le pourcentage des prêts à court terme est plus élevé pour les petits agriculteurs que pour les gros: en effet; 86,9 % de la totalité des prêts sont des prêts à court terme pour les gros agriculteurs de village, alors que pour les groupes de très gros agriculteurs commerciaux le pourcentage des prêts à court terme n'est que de 69,8%.

Le montant des prêts à court terme sert généralement à payer les engrais, la main d'oeuvre et parfois à couvrir les dépenses de la famille jusqu'aux moments de la récolte et de la vente.

Contrairement à ce qui se passe pour le court terme, les prêts à moyen et à long termes augmentent avec la taille des exploitations.

Le montant des crédits à moyen terme sert généralement à payer le matériel de pompage pour l'irrigation, les installations, le bétail de trait et le bétail de reproduction. Tandis que le montant des crédits à long terme sert à acheter de la terre, à financer la construction de bâtiments, de terrasses et les principaux travaux d'irrigation. Autrement dit, les prêts à moyen et long termes qui servent à financer les investissements sont rares pour les petits agriculteurs.

Ceci est également vrai si l'on tient compte de la valeur totale des prêts. Le tableau suivant (6) montre qu'une

Tableau v - POURCENTAGE DES PRETS EN FONCTION DE LEUR DUREE

Durée en mois	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5
Moins de 24, court terme	69,8	84,2	83,6	85,5	86,9
Entre 24 et 60, moyen terme	18,6	15,8	14,4	13,8	12,2
Plus de 60, long terme	11,6	0,0	2,0	0,7	0,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau VI - POURCENTAGE DES PRETS SELON LEUR TYPE ET LEUR VALEUR

Type de prêts	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5
Moins de 24 mois, court terme	59,2	74,0	86,5	93,5	83,4
Entre 24 et 60 mois, moyen terme	11,2	26,0	11,8	5,9	15,5
Plus de 60 mois, long terme	29,6	0,0	1,7	0,6	1,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

part plus importante des emprunts et crédits octroyés aux petits et aux moyens agriculteurs est prêtée à court terme, ce qui leur laisse donc très peu de crédit disponible pour les investissements. Alors que les gros et les très gros agriculteurs ont cette possibilité.

3.2.3. - TAILLE DES PRETS.

Sur le tableau VII, les prêts sont classés par taille. En conséquence, 68 % environ des prêts accordés aux très petits agriculteurs s'échelonnent entre 10.000 et 50.000 rials.

Les prêts de 50.000 à 300.000 rials augmentent pour les groupes UP4 et UP3 et atteignent le maximum de 49,1% pour le groupe UP2.

C'est dans le groupe UP1 que l'on trouve le pourcentage le plus élevé d'agriculteurs, à savoir 32,6%, ayant obtenu des prêts entre 300.000 et 1.000.000 de rials et c'est encore dans ce groupe que 16,3% d'entre eux ont obtenu des prêts dépassant cette fourchette.

En somme, les plus gros agriculteurs commerciaux disposent plus facilement de capital provenant de sources institutionnelles, en ce qui concerne le nombre, le montant et le remboursement sur une plus longue période. Voilà donc un autre cas qui indique que l'eau va à la rivière.

Les exploitants ayant obtenu des prêts de 1' A C B I, ont rapporté qu'ils payaient des taux d'intérêt de 6 à 8 %. Ceux qui ont emprunté aux usines de transformation

Tableau VII - NOMBRE DE PRETS SELON LEUR VALEUR EN %

Type de prêts en Rials	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5
Moins de 10.000	0,0	7,0	7,4	7,1	7,2
de 10000 à 50000	23,3	31,6	64,3	60,1	68,4
de 50000 à 300000	27,9	49,1	23,3	30,5	21,2
de 300000 à 1000000	32,6	5,3	4,0	1,9	2,7
Plus de 1000000	18,3	7,0	1,0	0,4	0,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

de betteraves à sucre paient 10% et ceux qui ont emprunté auprès de l'A D B I, paient des taux d'intérêt de l'ordre de 7 à 7,5 %.

La majorité des agriculteurs préfère l'A C B I, aux coopératives agricoles parce que cette banque accorde des prêts plus importants remboursables sur une plus longue période. Toutefois, bon nombre d'entre eux pensent que les formalités administratives ne facilitent pas l'obtention d'un prêt de l'A C B I.

Seuls quelques agriculteurs du groupe UP1 et encore moins dans le groupe UP2 connaissaient l'A D B I, mais presque tous ceux qui la connaissaient la considéraient comme la source la plus intéressante de crédit destiné aux investissements agricoles, surtout en raison de l'importance des prêts et de l'étalement des remboursements sur de longues périodes. A ce moment là, l'ADBI n'avait que cinq succursales dans les provinces.

Quelques uns parmi les agriculteurs avaient déposé une demande de prêt auprès de l' A D B I, et certains avaient obtenu déjà les crédits.

3.2.4. - LES PROBLEMES ET LES SOLUTIONS POSSIBLES :

Il est un fait certain que l'un des principaux problèmes auxquels se heurtent les agriculteurs voulant emprunter des fonds à une banque est le manque de titres de propriété adéquats.

C'est au cours de la Réforme Agraire que s'est posé le problème des titres de propriété à la suite des opérations de redistribution de la terre.

Ce problème se pose avec plus d'acuité pour les petits agriculteurs qui ont de plus grands besoins de crédits.

Notre étude sur le terrain nous indique clairement que la part du système bancaire dans le total du crédit agricole disponible est assez importante. Néanmoins, les agriculteurs UP3, UP4 et UP5, c'est à dire les exploitations commerciales ayant moins de 100ha de la terre irriguée, (ou des ressources équivalentes) sont desservis par les réseaux non-bancaires , en grande partie.

D'autre part, beaucoup des micro-unités paysannes sont quasi perpétuellement endettées vis-à-vis des prêteurs d'argent que sont les marchands (1) en navette entre les villes et les villages, qui eux-mêmes travaillent, généralement d'une façon informelle pour les grands Maydandars - qui sont ceux qui monopolisent la distribution des produits agricoles et alimentaires en villes.

Ainsi, le système de crédit, en absence d'un système bancaire, est un facteur de freinage et même de blocage du développement.

En outre, le système bancaire de crédit agricole manifeste plusieurs défauts à la fois au niveau de la philosophie de son action et au niveau de son organisation et de son fonctionnement.

1.- Ces marchands sont :

Acheteurs allant aux villages qui achètent soit long temps avant la récolte (acheteurs " en vert ", Salfkhar en Persan) - soit pendant et après la récolte - et les vendeurs de biens de consommation.

Tout d'abord, le système bancaire spécialisé dans le domaine agricole doit avoir pour attitude de servir les masses rurales plutôt d'augmenter la production agricole pour les urbains.

Là, il y a une nuance. Il semble peut-être, qu'en augmentant la production agricole le sort des paysannes s'améliore conjointement. Or, ce n'est pas le cas quand on accorde une attention privilégiée aux unités agro-business (latifondia persane) et aux sociétés agricoles par actions et quand on considère les communautés rurales traditionnelles et les petites et moyennes unités d'exploitation comme inefficaces et donc comme des obstacles à la croissance économique. C'est en réalité en mobilisant les ressources productives et les ressources en cadres de ce deuxième groupe qu'on peut viser à accroître la production agricole d'une façon sensible, continue et soutenue.

Un système bancaire qui rend les riches plus riches et ignore les pauvres, qui deviennent plus pauvres ne répond pas aux exigences d'une agriculture en développement.

En ce qui concerne l'organisation de ce système et son oeuvre sur le terrain nous pouvons suggérer quelques orientations nouvelles.

Au lieu de distribuer un nombre énorme de très petits prêts à court terme, et un nombre limité de prêts très considérables à long terme, nous pensons que les banques spécialisées dans le domaine de l'agriculture devraient plutôt favoriser l'équipement du monde rural en fournissant des prêts bonifiés aux jeunes agriculteurs qui dirigent des entreprises familiales de taille moyenne.

Le gouvernement devrait fournir des prêts fonciers aux jeunes agriculteurs qui s'installent pour la première fois.(1) Si ces jeunes agriculteurs justifient auprès de la banque agricole (une des deux) l'importance de leurs besoins et les moyens envisagés pour le remboursement des fonds qu'ils souhaitent emprunter, les autorités ne devraient pas exiger de titres de propriété adéquats. (2)

La gamme de prêts doit être assez étendue pour permettre l'achat de la terre, la construction d'une maison en milieu rural, pour équiper une exploitation, pour couvrir les besoins de trésorerie, pour moderniser et enfin pour faire face aux calamités (gel, orage, sécheresse, etc...).

Nous pensons également que les exploitations situées dans les zones géographiques pauvres, comme le Sistan, le Baluchestan au Sud-Est, et l'Iylam à l'ouest du pays, doivent bénéficier de prêts bonifiés à des taux inférieurs.

Afin d'encourager les entreprises agro-alimentaires et les entreprises non-agricoles du milieu rural - quelle que soit la nature de leurs activités - les banques agricoles doivent mettre à leur disposition tous les financements et les services nécessaires.

-
- 1.- Par jeune agriculteur, nous voulons dire les agriculteurs qui sont âgés de moins de 35 ans. D'autre part, nous devons préciser que les prêts fonciers n'existent pas en Iran pour les agriculteurs d'une façon réelle.
 - 2.- S'il y a actuellement une situation ambiguë en Iran en ce qui concerne le capital foncier, ceci est dû en grande partie à la politique de la réforme agraire qui distribua la terre parmi la population sans leur remettre les titres de propriété.

Pour accroître le processus de mécanisation de l'agriculture, ces banques doivent fournir les prêts à court et à moyen terme pour les outillages, le matériel et les machines agricoles (neuf ou d'occasion). La garantie doit porter principalement sur le matériel acquis.

Enfin, la procédure d'instruction des dossiers doit être simplifiée et accélérée.

Nous pensons qu'il y a une grande marge de manoeuvre en ce qui concerne l'amélioration du système de crédit institutionnalisé. Ce système sera sensiblement amélioré si, par exemple; le nombre des succursales augmente. Il y a actuellement quelques 220 succursales et elles sont situées en grand nombre dans les villes. Si ce nombre atteint le nombre de "Dehestan" (un grand village entouré par les petits villages), c'est-à-dire environ 1.500, le système du crédit agricole se rapprochera d'une façon sensible des paysans et pourra les servir beaucoup mieux.

D'autre part, la somme globale consacrée au secteur agro-alimentaire doit atteindre un niveau plus élevé. En effet, plusieurs économistes iraniens ont déjà calculé le besoin en capital du secteur agricole qui est supérieur à 200 milliards de rials pour 1359 (1980), tandis que la somme prévue dans le budget pour la même année était de quelques 80 milliards. Le résultat en conséquence affectera les prêts moyens qui seront insuffisants.

En plus de l'aspect financier du crédit, le besoin en cadre qualifié est énorme aussi. Ici, on doit faire face à un problème spécifique, parce que la majorité des spécialistes (agronomes et économistes) qui doivent être sur le terrain sont à Téhéran et donnent

une impression de sur-emploi qu système bancaire. En même temps, dans les petites branches dans les villes lointaines, les agriculteurs doivent attendre plusieurs mois avant que leurs dossiers soient même examinés. En effet, dans ces localités éloignées, il y a une pénurie de personnel de toute sorte. Donc, l'effectif et surtout celui concernant le personnel qualifié, dans les petites branches, doit augmenter en même temps que le nombre des branches dans les "dehestan".

Un autre aspect important du système bancaire en milieu rural est l'équipement nécessaire. Par exemple, les voitures comme les jeeps ou land-rovers sont indispensables pour les personnels supervisant les activités agricoles dans les villages lointains. Peut-être des banques mobiles pourront-elles être envisagées dans quelques régions avec succès ?

Somme toute, les banques agricoles (ou la banque agricole unifiée) doivent adapter leurs activités et leurs fonctionnements à la structure rurale iranienne, e. g., aux besoins spécifiques des agriculteurs, et à leurs comportements, etc ..

Pour conclure et afin d'atteindre les divers points mentionnés, il nous semble absolument nécessaire de former des responsables et d'avoir un encadrement humain caractérisé par la souplesse, l'efficacité, la fermeté et la compétence.

3.3. LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

Comme l'explique L. Malassis, le marché des produits agricoles et alimentaires est fondamentalement "caractérisé par une offre fluctuante" (conditions de la production proches des conditions naturelles) face à des besoins alimentaires impérieux, ce qui entraîne une grande fluctuation des prix (1). En Iran, cette situation est encore aggravée par le manque d'infrastructure technique dans les domaines du transport, du stockage, de la transformation, de l'équipement des marchés, des moyens de communication, etc. Dans certaines régions, de grosses quantités de produits agricoles doivent encore être transportées, sur de longues distances, à dos d'âne avant d'atteindre des routes accessibles aux camions et aux camionnettes. Naturellement, on aura des effets défavorables sur les qualités de ces produits, et il n'est pas étonnant que certains économistes aient estimé des pertes élevées à quelques 20 % pour les produits agricoles du pays.

Nous avons déjà évoqué la fonction des marchands (fournisseurs de crédit, acheteurs de ^{récolte} ~~crédit~~) en navette entre les villes et villages, qui eux-mêmes travaillent, généralement d'une façon informelle pour les grandes Maydandar qui monopolisent quasiment la distribution des produits agricoles et alimentaires dans les villes. Dans la présente section, en plus de ce problème plutôt d'organisation nous allons voir les problèmes d'infrastructure technique dans le domaine du transport qui limite l'efficacité de la commercialisation des produits agricoles. Les informations de notre enquête pourraient être très utiles à ce sujet.

Les tableaux ont été construits de manière à indiquer la façon dont les produits de chaque agriculteur sont commercialisés.

(1) Ibid. P. 235

Ces tableaux figurent dans l'annexe : toutefois, le problème de la commercialisation du blé irrigué et du coton est discuté ci-dessous. (Voir les tableaux VBII et IX)

3.3.1.- LA COMMERCIALISATION DU BLE IRRIGUE , PRODUIT VITAL

90 % des très gros agriculteurs commerciaux (UP1) vendent eux-mêmes leur blé sur les marchés des villes. 6,67 % le vendent à des acheteurs qui se rendent dans les villages ou dans les zones de production. Il n'y a que 3,33% d'entre eux qui le vendent à terme à des acheteurs en vert.

Dans le groupe UP2, 78,8% des agriculteurs vendent eux-mêmes leur blé sur les marchés des villes, 10,2% d'entre eux le vendent aux acheteurs allant dans les villages ou dans les zones de production. Seuls, 3,3 % d'entre eux le vendent à terme (avant la récolte) aux acheteurs "en vert" et 3,5 % le vendent aux coopératives agricoles.

Dans le groupe UP4, 90,8% des agriculteurs vendent leur blé eux-mêmes et 4,5 % à des acheteurs qui viennent les trouver, 2,2% à des acheteurs en vert et 1,1% à des coopératives. Il est intéressant de remarquer que 1,14% des agriculteurs de ce groupe ont stocké leur blé.

TABLEAU VIII

EFFECTIF ET POURCENTAGE DES AGRICULTEURS COMMERCIALISANT LEUR BLE PAR INTERMEDIAIRE
DES DIFFERENTS CIRCUITS POSSIBLES

Classes vendu par	lui-même		Coopérative agricole		Acheteurs allant au village		Acheteurs "en vert" Salaf-khar		Usines		Stocké		Total	
	Nbe	%	Nbe	%	Nbe	%	Nbe	%	Nbe	%	Nbe	%	Nbe	%
UP1	27	90	-	-	2	6,67	1	3,33	-	-	-	-	30	100
UP2	22	78,75	1	3,57	3	10,21	2	7,14	-	-	-	-	28	100
UP3	70	79,54	3	3,40	9	10,22	6	6,81	-	-	-	-	88	100
UP4	79	90,80	1	1,16	4	4,59	2	2,29	-	-	1	1,15	87	100
UP5	47	79,66	2	3,39	7	11,86	2	3,39	-	-	1	1,69	59	100
TOTAL	245		7		25		13		-	-	2		292	100

79,6 % des gros agriculteurs de villages (UP5) vendent leur blé sur les marchés des villes, 11,8 % le vendent aux acheteurs qui viennent dans les villages. 3,3% le vendent à des acheteurs en vert et 1,7 % le stockent.

Il est donc clair que la plupart des agriculteurs étudiés préfère vendre eux-mêmes leur blé sur les marchés des villes. Deuxièmement, une proportion beaucoup plus faible de leur blé est vendue aux acheteurs se rendant dans les villages. Troisièmement, ils en vendent une petite partie aux acheteurs en vert afin de se procurer des liquidités nécessaires à l'achat des inputs, etc.... Quatrièmement, seuls les petits agriculteurs vendent aux coopératives agricoles une faible portion de leurs produits.

Il convient en dernier lieu de remarquer que ce sont les petits et très petits agriculteurs qui stockent leur blé et non les gros agriculteurs qui disposent de capacités de stockage beaucoup plus importantes.

Il est probable qu'ils le stockent pour leur autoconsommation et l'utiliser en tant que semence et commercialiser le reste au prix qui leur conviendra le plus. Nous avons établi la capacité de stockage moyen des différents agriculteurs qui est la suivante :

UP1 =	434,5 m3
UP2 =	255,5 m3
UP3 =	142,0 m3
UP4 =	87,5 m3
UP5 =	73,5 m3

3.3.2.- LA COMMERCIALISATION DU COTON, : GENERATEUR DE HAUTS REVENUS:

47,6 % des très gros agriculteurs commerciaux UP1 , vendent leur coton à des usines de décorticage. 42,8 % d'entre eux le vendent eux-mêmes sur les marchés des villes, 9,5 % le vendent à des acheteurs "en vert."

63,6% des agriculteurs du groupe UP2 le vendent sur les marchés des villes, 13,6 % à des acheteurs "en vert", et le même pourcentage le vend à des usines. 9,1 % vendent leur coton aux acheteurs allant dans les villages.

53,7 % des agriculteurs du groupe UP3, vendent leur coton directement au marché. 27,9 % le vendent aux usines. 9,6 % le vendent à des acheteurs en vert et 4,3 % le vendent aux acheteurs se rendant dans les villages et aux coopératives agricoles.

52,5 % des agriculteurs du groupe UP4 vendent leur coton directement sur le marché, 19,2% le vendent aux usines et 15,3 % le vendent aux acheteurs en vert. 10,2 % des agriculteurs de ce groupe vendent leur coton aux acheteurs qui se rendent dans les villages et 1,28% aux coopératives agricoles.

55,8 % des agriculteurs du groupe UP5 vendent leur coton directement sur le marché. 14,7 % le vendent à des acheteurs en vert, 13,2 % aux usines, 11,7 % aux coopératives agricoles et 4,4 % aux acheteurs allant dans les villages.

TABLEAU IX

EFFECTIF ET POURCENTAGE DES AGRICULTEURS COMMERCIALISANT LEUR COTON
PAR L'INTERMEDIAIRE DES DIFFERENTS CIRCUITS POSSIBLES

Classes \ vendu par	lui-même		Coopérative agricole		Acheteurs allant au village		Acheteurs "en vert" Salaf-khar		Usines		Stocké		Total	
	Nbe	%	Nbe	%	Nbe	%	Nbe	%	Nbe	%	Nbe	%	Nbe	%
UP1	9	42,86	-	-	-	-	2	9,52	10	47,62	-	-	21	100
UP2	14	63,63	-	-	2	9,09	3	13,63	3	13,63	-	-	22	100
UP3	50	53,76	4	4,30	4	4,30	9	9,67	26	29,95	-	-	93	100
UP4	41	52,56	1	1,28	8	10,25	12	15,38	15	19,23	1	1,28	78	100
UP5	38	55,88	8	11,76	3	4,41	10	14,70	9	13,23	-	-	68	100
TOTAL	152		13		17		36		63		1		282	100

Il est donc évident que la majorité des producteurs de coton préfèrent vendre eux-même leur coton. Tandis que les très grands exploitants (UP1) vendent directement, plus aux usines.

L'acheteur numéro deux est représenté par les usines pour les petits et moyens agriculteurs commerciaux et les acheteurs en vert pour les très petits agriculteurs.

Ce sont les coopératives agricoles qui constituent l'acheteur le moins important.

Les tableaux de l'annexe indiquent le pourcentage d'agriculteurs dans chaque groupe qui vend leur production par l'intermédiaire des différents circuits de commercialisation possibles.

3.3.3.- LES MOYENS DE TRANSPORT UTILISES POUR LES PRODUITS AGRICOLES :

Les conditions de transport des produits agricoles ont des effets sur leur qualité ; leurs pertes déterminent d'une façon considérable les prix pour les acheter et les gains pour les agriculteurs. Ainsi, les moyens de transport utilisés constituent un facteur important dans la commercialisation des produits agricoles.

Le tableau 10 indique la part de chaque type de véhicule pour amener les excédents sur le marché. Il apparaît que les agriculteurs du groupe UP1 utilisent surtout des camions, c'est en effet le cas pour 57,7 % d'entre eux. Le principal véhicule de transport utilisé par les agriculteurs des groupes UP2 à UP5 est constitué par la camionnette. Elle est utilisée respectivement par 37,9 %, 37,5 %, 42,9 %, et 51,8 % des agriculteurs.

Tableau x. - PART DES DIFFERENTS MOYENS DE TRANSPORT POUR AMENER LES MARCHANDISES SUR LE MARCHÉ (%)

	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5
Semi-remorque	19,2	29,3	30,6	23,9	20,0
Camionnette	23,1	37,9	37,5	42,9	51,8
Camion	57,7	27,6	29,3	25,9	21,8
Chemin de fer	-	-	0,4	-	-
Traction animale	-	1,7	2,2	4,2	4,1
Autres	-	3,5	-	3,1	2,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Le moyen de transport numéro deux est constitué par la camionnette pour le groupe UP1, le semi-remorque pour le groupe UP2 et par le camion pour les groupes UP4 et UP5.

La traction animale vient en quatrième position pour les agriculteurs UP3 et UP5.

Il est donc évident que les gros camions et les camionnettes constituent les véhicules les plus importants du système de transport des produits agricoles. Il est important d'améliorer les routes pour amener plus vite les denrées périssables jusqu'aux consommateurs.

On s'est aperçu au cours de l'enquête sur le terrain de la deuxième phase qu'un certain nombre de petits agriculteurs éprouvaient des difficultés pour transporter vite et au bon moment leurs produits sur les marchés.

Il y avait même un très gros agriculteur qui avait des difficultés pour transporter ses betteraves sucrières jusqu'à l'usine.

Quelques uns ont fait valoir que les intermédiaires faisaient de meilleures affaires et gagnaient plus d'argent que les véritables producteurs. Un agriculteur du groupe UP5 pense que le gouvernement devrait ouvrir des marchés dans chaque région et non pas seulement dans un petit nombre d'endroits éloignés de ces derniers.

Somme toute, le moyen de transport utilisé pour les gros agriculteurs est surtout constitué par les camions et pour les petits par les camionnettes et les ânes. Il est évident que l'amélioration du réseau routier rural est un facteur déterminant dans la commercialisation des produits agricoles.

3.4 - LA POLITIQUE DES PRIX AGRICOLES :

La meilleure politique de prix consiste souvent à ne pas en avoir et à laisser au marché le soin de refléter les conditions de l'offre et de la demande sur une année, par rapport à des zones particulières du pays de manière à déterminer, ainsi, les coûts de stockage et de transport vers les marchés concurrentiels.

Naturellement, d'autres solutions sont nécessaires lorsque les marchés ne sont pas ou ne peuvent pas être concurrentiels pour différentes raisons. (1). L'établissement en Iran d'un système de prix cohérent permettant de compléter les marchés dont le fonctionnement est imparfait (et d'éviter d'autres distorsions) est vraiment une entreprise formidable.

En effet, les marchés des principaux produits agricoles sont fragmentés, hétérogènes; ils ont une portée et une profondeur limitées (n'ayant pas la cohésion qui émane des systèmes intégrés de communication et de transports).

L'intervention du Gouvernement iranien sur les marchés de produits agricoles s'est faite à trois niveaux. Les prix des oléagineux, du tabac, du thé, du sucre sont fixés par des comités inter-ministériels dont l'objectif est d'en faire augmenter la production.

1.- Pour une évaluation théorique, voir R. BADOUIN, Economie Rurale Op., Cit., P. 246-251 et Raj KRISH A " Agricultural Price Policy and Economic Development ". Dans H.M. SOUTHWORTH et B.E. JOHNSTONEDS, "Agricultural Development and Economic Growth", Cornell University Press, Ithaca, 1967.

Deuxièmement, par une politique de fixation du prix du blé, généralement difficile à appliquer, le Gouvernement est disposé à acheter et à vendre aux prix préalablement annoncés.

Troisièmement, afin d'empêcher les prix à la consommation de monter, le Gouvernement intervient sur les prix du lait et de la viande. Il existe, dans une certaine mesure un marché libre pour la plupart des productions végétales, y compris le blé, l'orge, le riz, le coton, les fruits, les légumes et les légumineuses, ce qui permet aux prix d'être établis par la confrontation entre l'acheteur ou le commissionnaire et l'agriculteur. Les prix varient considérablement suivant le lieu et la période où ils sont établis.

Ces systèmes particuliers d'intervention sur les prix présentent certaines faiblesses. Par exemple, il ressort d'un rapport que l'Office des céréales est virtuellement incapable d'avoir un effet quelconque au niveau de l'encouragement de la commercialisation du blé. (1)

Les prix d'achat de l'Office jusqu'en 1977 (1977) avaient tendance soit à être inférieurs à ceux du marché libre par exemple comme en 1971, ou bien quand ils étaient réalistes, l'Office disposait de ressources insuffisantes pour intervenir valablement.

En septembre 1977, le Gouvernement sous la pression des agriculteurs et le mécontentement des intellectuels a augmenté le prix nominal minimum qui a atteint

(1) Rappelons la dernière section du chapitre précédent.

14.000 rials/T., et a annoncé que ce prix serait de 15.000 rials/T., l'année suivante. (1) Certes, cette décision est une motivation importante pour augmenter la production.

Cependant, il ne faut pas sous-estimer les problèmes qui se précipitent encore. D'abord, le Gouvernement achète moins de 15% du blé produit dans le pays. Le blé acheté ainsi est vendu aux minoteries et aux boulangeries à un prix subventionné (environ 7.800 rials/tonne). Comme ces transactions sont faites par les mêmes autorités, la rumeur circule qu'il y aurait parmi les autorités des éléments qui arrangent les cas hypothétiques (vendeurs du blé et acheteurs) et une partie de la somme destinée aux agriculteurs irait aux corrompus.

De cette façon les chiffres annoncés concernant les achats de blé sont loins de la vérité.

Il y a cependant des possibilités pour résoudre ce problème. D'abord, le Gouvernement doit définir son objectif concernant le blé. Il nous semble raisonnable de dire que quelques 60 % à 70 % des exploitants cultivent du blé et que donc l'achat d'une certaine quantité devrait sauvegarder le prix. Mais pour encourager les agriculteurs et empêcher la corruption, le Gouvernement doit définir le vendeur de blé qu'il veut aider.

En tous cas, il doit fixer un plafond sur l'achat par exemple de 250 tonnes par producteur. aiderait un plus grand nombre de paysans et en même temps rendrait

1.- KAYHAN, 18/6/1357. A la suite de la révolution de 1979 ce prix fut fixé à 18.000 Rials/ pour une tonne, et à 20.000 Rials pour l'année 1980.

difficile des arrangements mal intentionnés. D'autre part, l'achat du blé peut se répartir sur une période assez longue si le Gouvernement paie les frais de stockage et garantit contre une baisse de qualité du blé entre l'entrée en stock et la sortie.

La procédure de stockage est particulièrement appropriée dans le cas de produits qui se conservent facilement et qui arrivent sur le marché une fois par an en quelques semaines. Le blé en est un bon exemple.

D'autre part, notre étude sur les agriculteurs commerciaux révèle que ces groupes disposent de dépôt d'un volume de 80 à 434 m3 en moyenne. Donc la possibilité existe.

Selon LE LONG et DE WILDE, le "Fonds d'Orientation et de Régulation des Marchés Agricoles " (FORMA) a utilisé en France, la procédure de stockage avec succès pour quelques produits. (1)

" Alors que les interdictions de commercialiser visent un ajustement a priori des quantités offertes ou demandées, les opérations de stockage réalisées sous l'égide d'un organisme d'intervention tendant à réaliser a posteriori l'ajustement nécessaire en retirant du marché les quantités jugées excédentaires. De cette différence découle une conséquence : en cas de stockage, l'organisme d'intervention devient détenteur - directement ou par personne interposée - de quantités de marchandises dont il

1.- LE LONG, Pierre et Robert DE WILDE " Les Marchés Agricoles "
P.U.F., Paris, 1979, P.55.

faudra bien se défaire un jour ou l'autre et d'une façon ou d'une autre. Cela dépendra tout d'abord des caractéristiques physiques du produit qui peut être plus ou moins stockable, plus ou moins transformable, mais aussi des conditions du marché ".(1)

Dans la situation actuelle, l'Etat achète le blé et l'envoie aux quelques silos, pour le distribuer graduellement. Avec la pratique du stockage dans les villages, le premier débouché à considérer est justement le même marché local avec un report dans le temps.

Cependant les pouvoirs publics peuvent envisager le report des quantités excédentaires d'un marché excédentaire comme KERMANCHAH pour l'envoyer à un marché déficitaire comme ZAHEDAN.

En ce qui concerne les activités de l'Office de la viande, nous pouvons dire qu'il n'a pratiquement pas d'influence sur le marché de la consommation. Cependant, l'intervention a servi à empêcher les prix à la production de monter.

Les décisions concernant les niveaux de prix des produits agricoles officiellement régularisés sont prises sur une base ad hoc, souvent sans l'aide de données économiques cohérentes et spécifiques qui auraient pu servir de base à son action. En outre, une tentative récente de maintien du prix des oeufs à un niveau faible par décision administrative, s'est accompagnée d'importations simultanées d'oeufs, comme cela arrive souvent pour la viande et les produits laitiers.

1.- Ibid., P. 57.

Cette action ainsi que d'autres, dont les exemples pourraient être multipliés, risque d'anéantir les encouragements locaux à produire, au lieu de stimuler l'augmentation de l'offre locale. L'incertitude générale au sujet de l'attitude du Gouvernement à l'égard des importations, sous l'Ancien Régime, de certains produits décourage encore plus les agriculteurs d'augmenter leur production agricole.

Il est clair qu'il y a un conflit fondamental entre l'objectif de la politique des prix qui s'efforce de restreindre l'augmentation des prix alimentaires dans l'intérêt des consommateurs des villes et d'autre part celui de la fixation de prix suffisamment intéressants pour que les agriculteurs voient leurs revenus augmenter et soient encouragés à produire davantage.

La première solution pour en sortir a été celle d'attirer l'attention sur les marges (qualifiées d'exorbitantes) des " intermédiaires ". S'il est possible de réduire les marges des commerçants, les prix à la production peuvent être améliorés par rapport aux prix de détail.

Jusqu'à présent les actions prises directement par le Gouvernement pour supplanter les " intermédiaires " privés se sont soldées par un échec.

Etant donné les conditions de l'Iran, il est banal de dire que peut-être les grosses marges demandées par les commerçants reflètent simplement les coûts élevés d'assemblage, de transport, de stockage et surtout les risques courus dans la commercialisation elle-même.

La seule solution réside dans le développement des structures de commercialisation pour réduire les coûts de distribution et dans l'amélioration du pouvoir de négociation des agriculteurs (en tant que groupe) par la création d'autres circuits de commercialisation (les circuits existants ne doivent pas obligatoirement disparaître), c'est-à-dire par l'organisation de la coopération. (1)

Il y a un deuxième aspect de la politique des prix qui ne devrait pas être considéré comme remplaçant le premier, mais devant permettre une augmentation progressive des prix de détail des produits agricoles.

Si l'on considère les estimations de l'organisation du Plan d'après lesquelles la différence de revenu par tête entre la campagne et la ville est actuellement de 1 à 6 (il y a environ dix ans ce rapport était de 1 à 5), la politique des prix doit veiller à ce que la population rurale soit le véritable bénéficiaire de cette politique de prix.

Etant donné que la composante agricole représente environ 35,5% de l'indice urbain du coût de la vie, il convient de laisser cette composante augmenter relativement plus vite que les autres tout en maintenant la croissance de l'indice global à un taux acceptable.

Par exemple, si la croissance de la composante non agricole doit être maintenue à 2% par an (en profitant par exemple des " économies d'échelle modernes " de l'industrie), il est possible de laisser la composante agricole augmenter jusqu'à 9% par an, afin de limiter l'augmentation annuelle de

(1) Voir encore notre section 4.3 sur la commercialisation des produits agricoles.

l'indice global à 4,5% par an. Cette politique, naturellement, améliorerait aussi les encouragements du côté des agriculteurs.

Malheureusement, ce qui s'est passé est loin d'être encourageant pour les agriculteurs.

Les chiffres qui figurent dans le tableau suivant (1) sont l'exemple de quelques indices de prix. Ils signifient, entre autres, que les agriculteurs achetaient plus chers les produits non agricoles et recevaient moins pour leurs produits alimentaires vendus sur les marchés urbains.

Année	Indice général des Prix pour les biens et les Services	Indice Alimentaire;
-----	-----	-----
1351 (1972)	77,9	77,5
1352 (1973)	76,6	83,9
1353 (1974)	100	100
1354 (1975)	109,9	105,6
1355 (1976)	128,1	119,2
1356 (1977)	160,2	143,7
-----	-----	-----

Le troisième aspect est représenté par l'importance de toutes les politiques de prix pour minimiser le degré d'incertitude qui y est associé.

S'ils doivent être fixés, les prix doivent l'être au bon moment (avant les semailles) pour que les agriculteurs puissent se décider, et il faut les appliquer avec

1.- Banque MARKAZI Iran " Rapport Annuel 1356 " Op.,Cit.P.288.

suffisamment de moyens pour permettre aux agriculteurs de compter sur le prix final qu'ils reçoivent. A moins que l'incertitude qui prévaut actuellement à cet égard ne puisse être dissipé, quelles que soient les décisions prises concernant les aspects ci-dessus, leur effet sur les revenus des agriculteurs et sur les encouragements à la production ne pourront être hautement significatifs.

Il convient de mentionner ici une autre question assez éloignée de l'intervention officielle sur les prix en général. Cet aspect touche directement aux prix des inputs tels que semence, engrais et eau.

L'objectif global est de réduire directement le prix des inputs pour les agriculteurs au moyen de subventions aux inputs eux-mêmes ou bien par l'octroi de crédits et la réduction indirecte du coût des inputs.

Là encore, la plupart des problèmes présentés ci-dessus, en quatre points, demeurent. Au fond, une politique de prix sophistiquée ou un programme d'encouragement ne peuvent s'avérer efficaces que si les systèmes de communication, de transport, de stockage et de commercialisation sont bien développés.

Sur une période relativement courte des cinq prochaines années, il semble plus facile et plus souhaitable de concentrer les subventions aux inputs afin d'améliorer l'avenir des agriculteurs. Cependant, sur une période plus longue, on pourra compter sur une incidence plus significative portant sur l'amélioration (pour les inputs et les outputs) par la création

d'unions de coopératives agricoles ou par des sociétés de prestation de services agricoles.

Nous reprendrons ce sujet et le discuterons à partir des attitudes des agriculteurs commerciaux envers les prix agricoles, dans le chapitre 4.

CHAPITRE 4

L'AGRICULTURE COMMERCIALE ET LES ACTIONS INDIRECTES SUR LES COMPOSANTES HUMAINES DE DEVELOPPEMENT

Le développement agricole ne dépend pas de la seule utilisation des facteurs de production. "Les recherches sur la fonction de production" explique Marc Penouil "ont conduit à mettre l'accent sur le "facteur résiduel", et par là, à souligner l'influence du niveau technique, de la santé et de l'éducation". (1) Ceci permet de dire que le développement dépend également d'investissements sociaux divers, comme par exemple, scolarisation, alphabétisation, formation professionnelle.

Nous partageons l'opinion avec Pierre Vellas quand il dit que "le développement économique est lui-même préalablement conditionné par une promotion indispensable du milieu social intéressé" (2). Ceci indique que dans les pays moins développés, l'action de développement économique ne peut être réalisée qu'après une prospection fondamentale du milieu social. Nous pouvons ajouter que l'éducation elle-même déterminera le

(1) Marc Penouil "Socio-économie du sous-développement", op. cit. p. 215

(2) Pierre Vellas "Moyens sociaux du développement économique" PUF PARIS 1968, P. 7.

niveau culturel de la population et ses comportements et facilitera l'utilisation du progrès technique et ainsi améliorera la structure de l'emploi du pays.

Dans ce chapitre, nous allons essayer de faire une étude succincte concernant les aspects d'éducation et de comportement des agriculteurs commerciaux. Nous pensons que, de cette façon nous pouvons déterminer la réceptivité ou le manque de réceptivité du corps social pour lequel un rôle prépondérant est envisagé.

4.1. - EDUCATION ET DEVELOPPEMENT ; LA PART DE L'AGRICULTURE
COMMERCIALE ;

" L'enseignement au sens le plus large du terme est au coeur du développement" (1) Dans les pays moins développés, une expansion des possibilités de l'enseignement peut réduire les obstacles au développement en dominant le retard de la population, en augmentant sa mobilité géographique et professionnelle, en élevant la productivité et en facilitant les innovations.

L'introduction de l'école et le développement de l'éducation peuvent avoir pour objectif de déclencher un processus de changement et d'intégrer les jeunes dans une société nouvelle. "Il en est ainsi" comme le précise L. Malassis "lorsque le système d'éducation est adapté aux objectifs du développement par son contenu, ses méthodes pédagogiques et ses structures". (2).

"Dans les nouveaux Etats d'aujourd'hui" note Galbraith " et dans les Etats plus anciens qui n'ont pas encore de système d'éducation populaire, on peut se demander si les manuels scolaires ne devraient pas venir avant les machines-outils"(3). L'éducation populaire dégage l'énergie du grand nombre. Elle ouvre la voie au savoir technique. Les gens instruits comprennent l'utilité des machines. Il n'est pas prouvé que les machines comprennent l'utilité des gens instruits.

Ainsi dans certaines circonstances, au moins

(1) L. Malassis "Economic Development and the Programming of rural Education" Paris, UNESCO, 1966, P. 7.

(2) L. Malassis "Agriculture et" op. cit. P. 231

(3) J.K. Galbraith "Les conditions actuelles du développement économique Densel 1962 p.20, cité d'après R. Passet "Les politiques" op. cit. P. 315

"l'éducation du peuple doit avoir la priorité sur les barrages, les usines et les autres biens servant au développement du capital" (1).

Parlant des pays sous-développés, Lewis note, à propos de la formation des gens "qu'ils ont besoin d'un grand nombre d'individus moyennement formés plutôt que d'une élite hautement savante." (2) L'enseignement supérieur lui apparaît, dans ce cas, comme un luxe "injustifiable" et onéreux, alors qu'il est une nécessité pour les sociétés industrielles. La priorité dans les pays pauvres doit, selon lui, être "donnée notamment à la vulgarisation des techniques agricoles" (3)

Etant donné l'impérieuse nécessité de la croissance agricole dans les PMD, la formation et l'information agricoles doivent y tenir une place de choix. Or l'expérience montre qu'il en est rarement ainsi. Dans de nombreux pays, note Malassis, "L'enseignement agricole constitue une "catégorie à part" qui ne bénéficie pas du système général d'orientation et de réorientation, ne délivre pas de diplômes équivalents, ne permet pas l'accès à l'enseignement supérieur autre qu'agricole, etc (4). Dans bien des cas, l'enseignement agricole est un instrument de ségrégation, dévalorisé par rapport à l'enseignement général.

Pour étudier la contribution actuelle ou future de l'enseignement au développement du secteur agricole et surtout l'agriculture commerciale, nous allons, pour notre part, décrire les efforts accomplis, expliquer le progrès dans l'enseignement

(1) Ibid. P. 315

(2) A. Lewis "La théorie de la croissance économique" Payot Paris 9163, cité d'après R. Passet "Les politiques" op. cit. P. 329

(3) Ibid. P. 329.

(4) L. Malassis "Agriculture et" op. cit. p. 232.

agricole et analyser les niveaux d'instruction des agriculteurs commerciaux et des membres de leurs familles.

Nous allons voir si le savoir pratique des exploitants "est resté" ce qu'il était il y a quelques huit ou dix siècles" comme l'indique M. Eslami (1) ou bien si la poussée d'alphabétisation, accompagnée par une mutation psychologique, a élargi l'horizon économique des exploitants et a amélioré les structures sociales.

(1) M. Eslami "Analyse des structures socio-économiques de l'agriculture de l'Iran", dans Economies et Société, ISEA Tome VIII Paris, 5 Mai 1974, pp. 599-618.

4.1.1.- LES EFFORTS ACCOMPLIS :

En dépit des réformes scolaires réalisées par Reza SHAH , en 1948, l'Iran comptait encore 95% d'illétrés.(1) Pendant les deux dernières décennies, quoiqu'il en soit, l'éducation se présente comme l'un des secteurs où l'expansion a été apparemment, la plus remarquable ; chacun des trois niveaux du système d'éducation semble avoir progressé au rythme de plus de 10% par an. Le tableau I indique les effectifs totaux en fonction des différents degrés de scolarisation et ils montrent au sein de l'accroissement de ce secteur l'importance exceptionnelle donnée à la formation secondaire.

Bien que l'éducation primaire soit maintenant obligatoire, un nombre considérable d'enfants scolarisables (entre 6 et 11 ans) n'est pas touché par l'école.

Selon la plus récente estimation, 76 % environ des groupes d'âge correspondant à l'école primaire vont normalement à l'école.(2) Il faut toutefois noter que la proportion pour les régions rurales est de 61,9 % et pour les régions urbaine de 94,8 %. Il y a là une situation qui constitue une des causes importantes des inégalités perpétuelles entre les régions urbaine et rurale. D'autres rapports indiquent que seulement une partie de la population totale termine l'école primaire et nous constatons que cette partie a une forte tendance à quitter la terre et ne contribue pas, par conséquent, à faire progresser l'agriculture.

1.- BALDWIN (G.B.) : " Planning and development in Iran " John Hopkins press - Baltimore 1967, P. 143-144. On peut avancer que ce pourcentage doit être de l'ordre de 60, à 70% à l'heure actuelle.(1980)

2.- Bank Markazi Iran " Annual Report" 1977 (1356), Téhéran, P.218

TABLEAU I - EFFECTIFS SCOLAIRES POUR LES ANNEES 1945-1946, 1959-1969, 1971-1972

NIVEAU	1945-46	%	1959-60	%	% d'accroissement en 14 années	1971-72	%	% d'accroissement en 12 années	1977-78	%	% d'accroissement en 6 années
PRIMAIRE	288.000	89	1.327.000	82	360	3.507.000	75,8	260	4.769.000	56,5	36
SECON- DAIRE	29.000	9	253.000	16	770	1.044.000	22,6	400	3.519.000	41,7	234
UNIVERSI- TAIRE	6.000	2	30.000	2	400	74.700	1,6	250	154.000	1,8	106
TOTAL	323.000	100	1.610.000	100	400	4.625.700	100	290	8.442.000	100	82
Source : G. BALDWIN, op. cit. P. 144						Source : Annual report of Ministry of Education 1348-1350. Les chiffres sont arrondis et indiquent le total général pour chaque niveau			Source : Bank Markazi Iran, Annual Report 1356 Téhéran PP. 66-67		

Afin de mieux comprendre le progrès fait dans le domaine de l'enseignement primaire, nous avons préparé le Tableau II.

Bien que le nombre d'élèves du niveau d'étude secondaire (entre 14 et 18 ans) ait augmenté plus que les deux autres niveaux réunis au cours des deux dernières décennies, 38% seulement des groupes d'âge scolarisable à ce niveau vont effectivement en classe. (1)

Jusqu'à une date très récente, et encore maintenant, l'éducation scolaire a été dans une grande mesure centrée presque exclusivement sur la préparation à l'enseignement supérieur. La moyenne annuelle des diplômés d'écoles secondaires dans des domaines théoriques (non professionnels) au cours de ces dernières années a été largement plus forte que la capacité de toutes les universités et institutions d'enseignements supérieur (privées et publiques). (2)

Ainsi, les écoles supérieures et les universités ne sont pas en mesure d'absorber la majorité de ces étudiants potentiels et le gros d'entre eux est jeté sur le marché du travail, où en raison de leur formation antérieure ils n'auront pas de réelle capacité opérationnelle. C'est une situation qui demande une révision profonde et sérieuse.

-
- 1.- Déduit du Tableau V, de l'annuaire statistique pour 1536 (1977) du Centre des Statistiques de l'Iran, P.74.
 - 2.- Il reste à savoir si les universités fermées en 1980 rouvriront ou non leurs portes en 1981-82 pour accueillir les élèves.

TABLEAU - II

LE PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

A n n é e	1964 (1345)	1966 (1347)	1969 (1350)	1977 (1356)	Notre estimation 1979/1358)
ALPHABETISA- TION EN % DU TOTAL	29,4	33,4	36,9	49,3	5 3
URBAINE	50,4	55,6	58,6	67	7 0
RURALE	15,1	18,3	20,4	32	3 6
<u>Source</u> : Annuaire statistique de l'Iran 1356. P. 71				<u>Source</u> : Bank Markazi Iran, rapport annuel 1356, P. 66-67	

4.1.2.- ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

L'accroissement énorme du revenu a permis au Gouvernement de mettre au moins en apparence, à la disposition de l'Education Nationale des sommes importantes (12,3% du revenu pétrolier et gazier en 1977). Cela a permis entre autres, l'augmentation du nombre de facultés et d'écoles d'agronomie d'une part, et l'augmentation des effectifs scolaires en agromonie d'autre part.

En 1977, il y avait " une vingtaine d'établissements d'enseignement supérieur d'agronomie qui offraient une trentaine de spécialités dans ce domaine (1) réparties en programmes de deux ans, sanctionnés par un diplôme, de quatre ans menant à une licence, et ensuite d'un programme vers la maîtrise et même vers le doctorat.

Pour l'année scolaire 1976-77, 3,78 % de ceux qui étaient nouvellement admis en université , et en écoles d'enseignement supérieur, c'est à dire 1.519 étudiants (230 femmes et 1.289 hommes),entraient en enseignement agricole.(2)

A la fin de l'année scolaire 1975-76, il y avait 1.015 étudiants, c'est à dire 2,7 % du total qui ont terminé leurs études avec un diplôme ou une licence en agriculture.(3)

Malgré le progrès apparent et quantitatif dans le domaine de l'enseignement agricole, nous constatons plusieurs obstacles qualitatifs.

-
- 1.- KAYHAN (édition en persan), article sur l'Université, le 17 Farvadin 1356.
 - 2.- Annuaire statistique de l'Iran - 1356,Op.Cit.,P.99.
 - 3.- Ibid. P. 101.

D'abord, nous nous apercevons que le nombre de spécialités offertes par les différents établissements est très vaste et n'apporte pas une base solide et commune aux élèves sortant des différentes écoles.

Ce point a été mentionné lors de la Conférence de Rezaiyeh, en décembre 1976, sur l'enseignement supérieur en agronomie : à la suite de quoi, il fut proposé que six spécialités regroupant l'ensemble de l'enseignement en agronomie au niveau de la licence, soient retenues.(1)

D'autre part, et cela est même admis par les autorités, moins de 15% de ces diplômés sont réellement actifs dans le domaine de l'agriculture, la majorité se trouvant dans des postes administratifs des grandes villes et surtout à Téhéran.

Donc, l'accent doit être mis à la qualité des élèves qui sortent de ces écoles et leur utilisation réelle au niveau de la production agricole (y compris les domaines de la recherche, de la vulgarisation et de l'enseignement agricoles). C'est avec beaucoup de regret que nous devons admettre que l'impact de ces diplômés au niveau du développement de l'agriculture du pays était presque nul.

D'ailleurs, le nombre des articles scientifiques publiés sur l'agriculture iranienne est inférieur à 100 articles par an.(2)

-
- 1.- Bulletin de la Conférence, 2-5 Azar 1354, Ministère de la Science et de l'Enseignement supérieur, Téhéran.
 - 2.- Cité d'après Mohammed BAYBORDI qui a farouchement critiqué le système de l'enseignement agricole du pays à la Conférence de Rezaiyeh, 1354.

Nous constatons que le nombre des écoles supérieures a augmenté et que les effectifs se sont largement accrus ; par exemple, il y a environ 5.000 étudiants dans les branches d'agronomie des universités. Et nous savons que le budget d'enseignement pour un élève en agronomie est presque égal à celui d'un élève en médecine, donc c'est un budget relativement important.

D'autre part, afin d'arriver aux résultats souhaités, il doit y avoir des liens logiques entre l'enseignement, la recherche, et la vulgarisation ou plus exactement la réalisation.

L'enseignement et la recherche sont principalement des tâches des écoles d'agronomie qui ne sont pas en contact direct avec l'organisation pour la vulgarisation qui, elle, dépend du Ministère de l'Agriculture.

Le problème est bien entendu de former des cadres intermédiaires, c'est à dire les techniciens agricoles qui sont directement concernés par l'agriculture et qui sont prêts à vivre en milieu rural. Hélas, le progrès dans ce domaine crucial est très maigre ces dernières années.

En revanche, nous constatons que plusieurs Ministères commencent à former des techniciens agricoles.

Le Ministère de l'Education Nationale a créé des cours spéciaux en agriculture au niveau de l'école secondaire. Mais les élèves qui sortent de ces écoles ne trouvent pas facilement de débouchés correspondant à leurs spécialités.

D'autre part, nous nous apercevons avec un certain étonnement que la plupart des écoles supérieures d'agronomie n'admettent pas les élèves qui ont fini leurs études dans les écoles secondaires d'agronomie.

Par exemple, des 80 élèves du Centre de Tabriz, pas un seul n'a réussi à trouver une place dans une école supérieure d'agronomie en 1976.(1)

Au cours de ces dernières années, le Ministère de l'Agriculture a organisé des stages d'enseignement pour les agriculteurs et les agents de vulgarisation et a même créé des écoles, ou bien a pris en main la direction des écoles secondaires et supérieures.

Le Ministère du Travail et des Affaires Sociales participait aussi à cette rivalité de la formation rurale -qui reste d'ailleurs inefficace, parce que le contenu et les méthodes pédagogiques n'étaient pas adaptés aux objectifs du développement.

Par exemple, en Septembre 1976, il a pris en charge une centaine d'élèves pour les former à l'utilisation des machines agricoles (2). Mais les élèves passaient la majorité de leurs temps dans les classes théoriques au lieu d'être dans les champs.

La plupart de ces cours et de ces stages étaient établis selon le goût et le bon vouloir des directeurs en poste. Sans pour cela les condamner, nous devons dire quand même, que les résultats de ces efforts plutôt sporadiques, sont restés incohérents et donc loin d'être satisfaisants. Et ceci est très clair pour tous les observateurs.

1.- Cité dans la lettre de " Asadollah Reza Zadeh " dans Rastakhiz, 30 Bahman 1355.

2.- Kayhan (en persan), 2 Shahrivar 1355.

Nous avons rencontré des agriculteurs dans le village " Kaboutar Khan " à Rafsanjan (1.000 kilomètres au sud-est de Téhéran avec une population de 903 personnes dont 36,9% sont alphabétisées) qui avaient eux-mêmes testé les deux variétés de blé existant sur le marché : " Rouchan " et " Omid " et qui avaient choisi le premier pour le meilleur résultat obtenu. Les mêmes agriculteurs nous ont dit qu'ils ne connaissaient pas le système de plantation en ligne et avaient besoin pour ce faire d'une aide technique.

Les habitants du village de " Jamilabad " à Baft (1.200 kilomètres au sud-est de Téhéran, avec une population de 251 personnes dont 44,1% sont alphabétisées) nous ont dit qu'ils ont un problème d'insectes et de maladies pathologiques pour les pommes de terre, mais malgré plusieurs demandes auprès des autorités, ils n'ont pas reçu d'aide technique pour combattre ces fléaux.

Une chose est déjà évidente : l'agriculteur Iranien est prêt à s'ouvrir vers le progrès et le savoir-faire technologique. En effet, il les cherche. C'est pourquoi, nous pensons que le devoir et le rôle du triangle " vulgarisation - recherche - enseignement agricole " est extrêmement important.(1)

Pour mieux comprendre la poussée d'alphabétisation chez les agriculteurs commerciaux qui a amélioré leurs structures sociales, nous allons continuer notre étude concernant le niveau d'instruction chez ces agriculteurs et chez les membres de leurs familles.

-
- 1.- Pour une étude très intéressante concernant l'éducation au niveau primaire dans les milieux ruraux, nous proposons au lecteur persan de se référer à Samad BEHRANGUI, " Kandokavi dar Massael Tarbiyati Iran" Amirkabir Co., Téhéran, 1350.

4.1.3.- NIVEAU D'INSTRUCTION DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX.

Il est possible d'étudier le niveau d'instruction des différents agriculteurs commerciaux en se servant de l'information recueillie au cours des entretiens.

a.- L'analphabétisme diminue du groupe UP5 au groupe UP1 : il est de 69,5 % dans le groupe UP5, 61,03 % dans le groupe UP4 ; 50,88 % dans le groupe UP3 ; 37,88 % dans le groupe UP2 et de 7,32 % dans le groupe UP1 ; ce sont les pourcentages d'agriculteurs analphabètes par rapport à la population totale de chaque groupe.

Ceci signifie qu'il existe un rapport inverse entre l'analphabétisme et la taille des activités agricoles, ou la richesse proprement parlant (Voir Tableau III)

b.- On observe en ce qui concerne la scolarisation dans le primaire que ceux qui ont atteint ce niveau (et ne sont pas allés au-delà) représentent 34,15 % dans le groupe UP1, 40 % dans le groupe UP2, 36,84 % dans le groupe UP3, 34,36 % dans le groupe UP4 et 25,53 % dans le groupe UP5.

Cette courbe indique une légère progression avec la dimension de l'exploitation. Ce pourcentage n'est pas plus élevé pour le groupe

UP1 en raison du fait que la plupart des agriculteurs de ce dernier ont déjà été scolarisés dans le secondaire et par conséquent ne sont pas compris dans ces résultats.

c.- La scolarisation dans le secondaire présente une caractéristique très nette et significative ; en effet lorsqu'on passe des gros agriculteurs de village aux très gros agriculteurs commerciaux, le pourcentage de ceux qui ont atteint ce niveau progresse de la façon suivante : UP5 : 4,96% ; UP4 : 3,59% UP3 : 10,53% ; UP2 : 17,78% ; UP1 48,78 %.

Il existe pour la scolarisation dans le secondaire un écart considérable entre le groupe UP1 et les autres groupes d'agriculteurs.

d.- Les études au niveau universitaire présentent la même tendance que la scolarisation dans le secondaire, mais à un moindre degré. On a 9,76 % pour le groupe UP1, 4,44% pour le groupe UP2, 1,75 % pour le groupe UP3, 1,03 % pour le groupe UP4 et 0,00 % pour le groupe UP5.

Notre enquête indique que si l'on ne tient pas compte de la grande poussée d'intérêt qui s'est manifestée au cours de ces deux dernières décennies à l'égard de l'enseignement, il reste encore beaucoup à faire avant que ce dernier devienne une force pour le développement agricole de l'Iran.

x x x

Tableau III - REPARTITION DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX SELON LEUR NIVEAU D'INSTRUCTION

NIVEAU D'INSTRUCTION	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5
Analphabètes	7,32	37,78	50,88	61,02	69,50
Enseignement primaire	34,14	40,00	36,84	34,36	25,53
Enseignement secondaire	48,78	17,78	10,53	3,59	4,97
Université	9,76	4,44	1,75	1,03	0,00
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

4.1.4.- NIVEAU D'INSTRUCTION DES FILS D'AGRICULTEURS, DES FUTURS
EXPLOITANTS :

Comme on peut le voir dans le Tableau IV , les fils de très gros agriculteurs commerciaux, à l'exception de ceux qui n'ont pas encore atteint l'âge de la scolarité, ont- reçu une instruction et la proportion d'analphabètes est nulle chez eux.

Pour ce qui est de la scolarisation dans le primaire et dans le secondaire, ces données indiquent une très forte progression avec 36,3 % des fils ; moins forte, 30,6 % pour les fils d'agriculteurs du groupe UP1 qui ont atteint le niveau universitaire. Il est évident que chez les très gros agriculteurs commerciaux, on constate une proportion, plus élevée que dans les autres groupes, de fils ayant fait des études secondaires et supérieures.

Pour les fils des gros agriculteurs (UP2) la tendance est la même, avec la différence que 13,3 % d'entre eux sont analphabètes, 30,2% ont atteint le niveau secondaire et 14,7 % seulement sont allés jusqu'au niveau universitaire

Il apparaît dans l'ensemble que c'est au niveau du secondaire que se situent les points maxima pour les groupes UP1 et UP2, ce qui indique que la majorité des fils des gros agriculteurs font des études secondaires.

Parmi les fils des agriculteurs moyens (UP3), 14,6 % sont analphabètes, 34,5 % font des études primaires, 23,4% des études secondaires et 6,4% des études universitaires.

Tableau IV. - REPARTITION DES FILS D'AGRICULTEURS COMMERCIAUX SELON LEUR NIVEAU D'INSTRUCTION

FILS D'AGRICULTEURS	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5
D'âge non scolaire	17,05	16,20	21,04	21,77	20,47
Analphabètes	0,00	13,38	14,65	19,03	28,88
Enseignement primaire	15,91	25,35	34,51	34,09	32,76
Enseignement secondaire	36,36	30,28	23,40	22,22	16,38
Université	30,68	14,79	6,40	2,89	1,51
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Pour les fils des agriculteurs du groupe UP4, on a : 19% d'analphabètes, 34,1% dans le primaire, 22,2% dans le secondaire et 2,9% ont atteint le niveau universitaire.

C'est parmi les fils des gros agriculteurs de village que le pourcentage d'analphabétisme est le plus élevé, avec 20,4 % ; 32,7 % sont scolarisés dans le primaire, 16,4 % seulement dans le secondaire et au niveau universitaire, 1,5 % seulement ont eu la possibilité d'atteindre ce niveau qui est le moins représenté.

x x x

4.1.5. NIVEAU D'INSTRUCTION DES FILLES D'AGRICULTEURS COMMERCIAUX :

La formation et l'information féminines sont souvent négligées dans les systèmes d'éducation rurale. La femme est pourtant appelée à jouer un rôle souvent décisif dans l'amélioration du bien-être et important dans la réceptivité du progrès technique et dans la mise en oeuvre du processus de développement. Ainsi le niveau élevé d'instruction des filles d'agriculteurs favorisera et permettra désormais de vaincre la sourde réticence des milieux paysans envers les innovations et encouragera l'accueil du progrès technique.

Le Tableau V permet de dégager facilement les caractéristiques importantes. Toutefois, on peut ajouter les points suivants :

- a.- 9,30 % des filles d'agriculteurs du groupe UP1 sont analphabètes, alors que le taux d'analphabétisme était nul pour leurs fils.

Les autres taux sont : 19,7 % pour l'enseignement primaire, 44,19 % pour le secondaire et 12,8 % pour l'université. Les très gros agriculteurs sont les seuls à autoriser leurs filles à poursuivre leurs études jusqu'à la fin du secondaire. Près de trois fois moins de filles que de garçons vont à l'université.

- b.- 38,9 % des filles d'agriculteurs UP2 sont analphabètes. Ce taux est quatre fois plus élevé que celui des filles d'agriculteurs du groupe UP1. 20,3 % font des études primaires, 22,8 % des études secondaires et 2,5 % atteignent le niveau universitaire.

Tableau v - REPARTITION DES FILLES D'AGRICULTEURS COMMERCIAUX SELON LEUR NIVEAU D'INSTRUCTION

FILLES D'AGRICULTEURS	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5
D'âge non scolaire	13,95	15,25	17,47	18,93	25,00
Analphabètes	9,30	38,98	47,58	47,91	53,35
Enseignement primaire	19,77	20,34	23,79	25,29	18,30
Enseignement secondaire	44,19	22,88	9,11	6,03	3,35
Université	12,79	2,54	2,04	1,84	0,00
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

c.- Dans le groupe UP3, 47,5 % des filles sont analphabètes, 23,7 % vont à l'école primaire 9,1 % à l'école secondaire et 2,04 % seulement font des études universitaires.

d.- Pour les filles d'agriculteurs du groupe UP4, on a : 47,9 % d'analphabètes, 25,2 % pour les études primaires, 6,03 % pour le secondaire et 1,8 % ont le niveau universitaire.

Si on les compare au groupe UP3, on constate une progression de la scolarisation dans le primaire et un fléchissement au niveau de secondaire.

e.- L'analphabétisme augmente dans le groupe UP5 où il s'élève à 53,3 %.

18,3 % des filles de ce groupe font des études primaires, 3,3% des études secondaires et au niveau universitaire le taux est nul.

x x x

4.1.6.- COMPARAISON DU NIVEAU D'INSTRUCTION DES AGRICULTEURS
COMMERCIAUX ET DE CELUI DE LEURS FILS.

Le Tableau suivant(VI)- indique que 7,3 % des agriculteurs du groupe UP1 sont analphabètes, alors que tous leurs fils sont alphabétisés.

Environ 34,1 % d'entre eux ne sont pas allés plus loin que le primaire, alors que seuls 19,2 % de leurs fils ont fait de même et les autres ont continué leurs études. 48,8 % c'est-à-dire une très forte proportion de très gros agriculteurs ne sont pas allés au-delà du secondaire. Leurs fils ont poursuivi leurs études au-delà du secondaire et par conséquent 43,8 % seulement des fils se sont arrêtés à la fin du secondaire. C'est au niveau universitaire que l'on observe une forte différence : alors que 9,8 % seulement des agriculteurs UP1 ont atteint ce niveau, 37 % de leur fils ont reçu une formation universitaire.

Si on le compare à celui du groupe UP1, le taux d'analphabetisme progresse très fortement dans le groupe UP2 où 37,8 % des agriculteurs et 16% de leurs fils sont analphabètes. 40 % d'entre eux et 30,3 % de leurs fils ont été scolarisés dans le primaire. Seul 17,8 % des pères, contre 36,1 % de leurs fils ont atteint le niveau secondaire. En ce qui concerne les études universitaires, 4,4 % des agriculteurs du groupe UP2 et 17,6 % de leurs fils ont atteint ce niveau.

A peu près 50,9 % des agriculteurs moyens et 18,6 % de leurs fils sont analphabètes. 36,9 % des pères

Tableau VI. -COMPARAISON DES NIVEAUX D'INSTRUCTION DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX ET DE LEURS FILS

NIVEAU D'INSTRUCTION	UP1		UP2		UP3		UP4		UP5	
	père	fil	père	fil	père	fil	père	fil	père	fil
Analphabètes	7,32	0,00	37,78	15,96	50,88	18,55	61,02	24,32	69,50	36,31
Enseignement primaire	34,14	19,18	40,00	30,26	36,84	43,17	34,36	43,58	25,53	41,19
Enseignement secondaire	48,78	43,84	17,78	36,14	10,53	29,64	3,59	28,40	4,97	20,60
Université	9,76	36,98	4,44	17,64	1,75	8,10	1,03	3,70	0,00	1,90
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

et 43,7 % de leurs fils sont allés à l'école primaire. 10,5 % des agriculteurs du groupe UP3 et 29,6 % de leurs fils ont fait des études secondaires et 1,8 % des pères, contre 8,1 % des fils ont fait des études universitaires.

61, % des petits agriculteurs commerciaux sont analphabètes, alors que 24,3 % seulement de leurs fils le sont. La majorité des pères et des fils de ce groupe ne sont pas allés au delà de l'école primaire. En effet, 34,4 % environ des agriculteurs du groupe UP4 et 43,6 % de leurs fils se sont arrêtés à la fin du primaire.

3,6 % d'entre eux, contre 28,4 % de leurs fils ont atteint le niveau secondaire. Chez les gros agriculteurs de village, le taux d'analphabétisme est de 69,5 % pour les pères et de 36,3 % pour leurs fils. Alors que 25,5 % des pères sont allés à l'école primaire et 5,0 % ont fait des études secondaires, les taux de scolarisation des fils sont de 41,2 % pour le primaire et 20,6 % pour le secondaire. Aucun agriculteur du groupe UP5 n'a fait des études universitaires, par contre 2,0 % de leurs fils en ont fait.

On peut dire qu'en général l'analphabétisme augmente lorsqu'on passe des très gros agriculteurs du groupe UP1 à ceux du groupe UP5.

Comme cela a été déjà dit, de 7,3 % dans le groupe UP1, l'analphabétisme s'élève dans le groupe UP5 à 69,5 % pour les pères et pour les fils il passe de 0 % dans le groupe UP1 à 36,3 % dans le groupe UP5. Apparemment, les agriculteurs des groupes UP1 et UP2 et leurs fils font plus facilement des études secondaires et universitaires.

x x x

4.1.7 - COMPARAISON DU NIVEAU D'INSTRUCTION DES FEMMES
DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX ET DE LEURS FILLES.

Comme l'indique le Tableau VII 29,4 % des femmes des agriculteurs du groupe UP1, contre 10,8 % de leurs filles sont analphabètes.

Pour les études primaires, les taux sont de 20,6 % pour les mères et de 23,0 % pour leurs filles ; pour les études secondaires, 47,1 % pour les mères et 51,4 % pour leurs filles. 2,9 % seulement des femmes des agriculteurs de ce groupe ont fait des études universitaires, alors que 14,9% de leurs filles ont atteint ce niveau

Si on compare les groupes UP1 et UP2, on s'aperçoit que dans ce dernier le taux d'analphabétisme des femmes d'agriculteurs progresse très fortement ; en effet 75,7% d'entre elles sont analphabètes. Il en est de même pour leurs filles chez qui le taux d'analphabétisme passe de 10,8% dans le groupe UP1 à 46,0 % dans le groupe UP2.

Dans le groupe UP2, 16,2% des mères et 24,0% de leurs filles sont allées à l'école primaire. Au niveau du secondaire l'écart entre les mères et les filles est plus marqué avec 5,4 % contre 27,0 % ,seulement 2,7 % des mères et 3% des filles ont fait des études universitaires.

Dans le groupe UP3, 87,0% des mères et 57,7% de leurs filles sont analphabètes. La scolarisation dans le secondaire est rare, la plupart des mères et de leurs

Tableau VII - COMPARAISON DES NIVEAUX D'INSTRUCTION DES FEMMES ET DES FILLES D'AGRICULTEURS COMMERCIAUX

NIVEAU D'INSTRUCTION	UP1		UP2		UP3		UP4		UP5	
	mère	fille	mère	fille	mère	fille	mère	fille	mère	fille
Analphabètes	29,41	10,81	75,68	46,00	86,99	57,66	91,33	59,09	95,42	71,13
Enseignement primaire	20,59	22,98	16,22	24,00	7,53	28,83	7,51	31,20	3,29	24,40
Enseignement secondaire	47,06	51,35	5,41	27,00	4,79	11,04	1,16	7,44	2,29	4,47
Université	2,94	14,86	2,70	3,00	0,68	2,47	0,00	2,27	0,00	0,00
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

filles n'étant pas allées au-delà de l'école primaire.

L'analphabétisme est encore plus marqué dans les groupes UP4 et UP5 où les taux passent respectivement de 91,3% à 95,4 % pour les mères et de 59,1% à 71,1 % pour leurs filles . Seules 7,5 % des mères du groupe UP4 et 2,3% des mères du groupe UP5 ont atteint le niveau de l'école primaire.

Toutefois la situation des filles ne s'annonce pas aussi mal, car 31,2% dans le groupe UP4 et 24,4% dans le groupe UP5 ont fait des études primaires. Pour ce qui est de l'enseignement secondaire, 7,4% des filles dans le groupe UP4 et 4,5% dans le groupe UP5 ont atteint ce niveau d'instruction, comparés à 1,2% et 2,3 % respectivement, pour leurs mères. Dans le groupe UP4, 2,3% seulement des filles ont fait des études universitaires. Leurs mères et celles du groupe UP5 n'ont pas fait d'études universitaires.

Le pourcentage d'analphabétisme chez les femmes et les filles d'agriculteurs augmente en général lorsqu'on passe des grosses aux petites exploitations. Cependant les filles sont proportionnellement moins analphabètes. Alors que dans les groupes UP1 et UP2 les filles peuvent faire des études supérieures, elles ont tout de même beaucoup moins de possibilités que les fils de ces deux mêmes groupes.

Dans les groupes UP1 et UP2 la majorité des filles atteint le niveau secondaire, alors que du groupe UP3 au groupe UP5 elles quittent l'école à la fin du primaire.

Il convient également de noter que dans le groupe UP1 il existe un écart entre les femmes d'agriculteurs qui ont fait des études universitaires et leurs filles, en effet de 2,94 % pour les mères, on passe à 14,86 % pour les filles.

Dans le groupe UP2 cet écart se situe, par contre, au niveau des études secondaires. En effet, 5,41 % des mères, contre 27,0% des filles ont fait des études secondaires.

Pour les petits exploitants de UP4 et UP5 le progrès se fait au niveau du primaire.

Somme toute, l'aspect le plus important chez les agriculteurs commerciaux (et chez tous les paysans en général) est la poussée de l'éducation. Ainsi, pour les exploitants UP5 qui sont à 69,5 % analphabètes nous aurons à l'avenir des exploitants (leurs fils) qui ne seront plus qu'à 28,8 % analphabètes.

Même leurs filles qui ne disposent pas des possibilités identiques que celles de leurs frères, sont moins analphabètes (53,3 %) que leurs pères ; et cela est vrai pour les autres groupes.

Si nous examinons attentivement ces chiffres, nous voyons que le taux de progrès est plus important pour les groupes UP3, UP4 et UP5. Toutefois, les petits exploitants n'ont pas accès aux facilités éducatives autant que les grands, étant donné que 70 % des ~~exploitants n'ont pas accès aux facilités éducatives autant que les~~ ~~grands, étant donné que 70 % des~~ exploitants UP1 demeurent en villes et sont assez souvent propriétaires absentéistes.

Cependant, d'une façon générale, la poussée d'alphabétisation chez les agriculteurs commerciaux est un facteur positif qui a déjà amélioré les structures sociales et qui a encouragé une partie importante des masses rurales à abandonner leur traditionnelle passivité.

Elle sera accompagnée par une mutation psychologique qui élargira considérablement l'horizon économique des exploitants. Par conséquent, l'accueil du progrès technique sera désormais favorisé.

4.2. MENTALITE ET COMPORTEMENTS DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX QUI
FAVORISENT LE DEVELOPPEMENT :

Au terme d'une évolution lente, l'agriculture dans les pays déjà avancés s'est industrialisée, c'est-à-dire, elle a adopté les méthodes, les formes d'organisation et surtout les comportements qui s'étaient peu à peu formés dans les branches d'activité industrielle. Les nouvelles réactions des individus dans les milieux ruraux démontraient leurs hautes aspirations et leurs efforts pour améliorer leurs niveaux de vie. Ainsi la croissance des rythmes d'invention et d'innovation, la diffusion du calcul rationnel signifiaient un état d'esprit plus élargi et une mentalité plus évoluée.

Dans les pays moins développés, l'accueil du progrès technique se confronte souvent à la rigidité des structures sociales et à une traditionnelle passivité qui caractérise les agricultures rétrogrades. Cette dernière est souvent considérée en tant que facteur de freinage dans le processus de développement.

Le sous-secteur de l'agriculture, dit agriculture commerciale est caractérisée par un niveau d'instruction plus élevé et par un accès à une meilleure information. C'est un sous-secteur viable et dynamique principalement tourné vers l'extérieur du système agricole iranien par médiation du commerce.

Dans cette section, nous allons essayer d'étudier la mentalité et les comportements des agriculteurs commerciaux qui, par rapport aux structures rigides de l'agriculture traditionnelle, sont propices au développement.

4.2.1. L'utilisation des revenus supplémentaires ;

Une enquête sociologique, note Pierre Vellas, "doit permettre de dégager des informations de nature prospective qui orienteront l'élaboration du programme de développement dans le but de le rendre le plus adéquant possible au milieu et le plus bénéfique pour la population." (1).

Au sein des informations utiles dans ce domaine figure l'évolution de la composition des budgets familiaux en fonction de l'augmentation de revenus consécutive à l'application d'un programme de vulgarisation et d'augmentation des prix agricoles. De cette façon, l'analyse des utilisations préférentielles de l'augmentation du revenu nous permettra de déterminer la part qui sera réservée à la consommation et sous quelle forme, et la part réservée à l'épargne et aux investissements.

Comme l'indique le Tableau VIII presque tous les agriculteurs ont accordé la priorité à de nouveaux investissements afin d'améliorer leur exploitation.

On constate toutefois que le pourcentage diminue avec la taille de l'exploitation. Il passe de 78% pour le groupe UP1 à 58,4% pour le groupe UP5. Les agriculteurs pensent que leur deuxième achat par ordre d'importance s'ils disposaient de revenus supplémentaires serait " l'achat de matériel agricole ".

Les pourcentages suivent la même tendance que pour les investissements ; en effet ils passent de 75% pour le groupe UP1 à 33 % pour le groupe UP5. " L'achat d'équipement amélioré pour la maison " vient en troisième position.

(1) Pierre Vellas "Moyens sociaux du développement économique", op. cit. P. 16.

Tableau VII - IMPORTANCE ATTRIBUEE PAR LES AGRICULTEURS A DIFFERENTES POSSIBILITES D'AFFECTATION DE LEUR REVENU

[illegible]

Alors qu'un nombre très faible a attribué la première préférence au pèlerinage, nous constatons qu'en deuxième et troisième préférence il devient très important pour les UP5, UP4, UP3 et même UP2.

En résumé, nous devons dire que le Pèlerinage est plus important pour ceux qui ont une plus petite exploitation ; autrement dit ceux qui sont moins riches sont plus religieux.

En ce qui concerne la consommation sous forme de l'"achat d'équipements améliorés pour la famille", ce sont surtout UP3, UP4 et UP5 qui en ont apparemment le plus besoin et le considèrent pour affecter leur revenu. Cela montre une demande importante pour la plupart des biens d'équipement destinés pour la famille au deuxième rang.

Cependant, si le revenu de ces agriculteurs augmente, ils achètent davantage de matériel agricole, donc il y aura un effet d'entraînement considérable pour les industries agricoles en amont, afin de réaliser les investissements dans l'agriculture.

Il est important de noter que toutes les catégories d'agriculteurs commerciaux éprouvent peu de préférence pour l'épargne (au moins l'épargne formelle déposée en banque). Néanmoins, l'échelle des utilisations préférentielles de l'augmentation du revenu, nous permet de confirmer que la part réservée à la consommation est beaucoup moins importante que celle destinée aux investissements dans l'agriculture.

4.2.2. L'importance attribuée à différents facteurs de production :

Il ressort clairement du tableau IX que le poste le plus important est celui du "crédit et des prêts". Toutefois les besoins de crédit exprimés par les gros exploitants sont plus élevés que pour les petits ; de 61 % pour le groupe UP1, on passe à 39,1 % pour UP5.

Tableau IX - IMPORTANCE ATTRIBUEE A DIFFERENTS FACTEURS PAR LES AGRICULTEURS COMMERCIAUX

[illegible]

Ce dernier accorde en fait plus d'importance à la fourniture d'eau, avec 45%. Cela montre peut-être que les gros agriculteurs ont associé notre enquête avec la Banque (ADBI) et exagéraient leurs besoins en crédit.

La fourniture d'eau vient en deuxième position pour tous les agriculteurs. Ils n'accordent pas d'importance directe au matériel agricole. Ceci en raison du fait que les groupes de petits agriculteurs louent les tracteurs et que les gros ou bien possèdent déjà suffisamment d'équipement, ou bien préfèrent se procurer des capitaux et l'acheter eux-mêmes.

4.2.3 - LES ATTITUDES ENVERS L'INVESTISSEMENT :
LES PERSPECTIVES D'INVESTISSEMENT AU COURS
DES DEUX PROCHAINES ANNEES.

On a demandé aux exploitants s'ils avaient des plans d'investissement et si oui , sous quelle forme .

31% dans le groupe UP1 , 18% dans le groupe UP2 , 17% dans le groupe UP3 , 11% dans le groupe UP4 et 10% seulement dans le groupe UP5 ont répondu qu'ils en avaient. Le petit nombre d'agriculteurs ayant expliqué de quelle manière ils investiraient ont répondu que ce serait dans la construction de bâtiments et dans des réparations .

C'est un point qui reste à exposer . Ceux qui n'ont pas de plans d'investissement donnent les raisons suivantes : le manque de capitaux , les problèmes de paperasserie et l'insécurité en matière d'appropriation foncière .

Pour ce qui est du manque de capitaux , ce sont les petits agriculteurs . en souffrent le plus , 88,1 % dans le groupe UP5 , contre 65,5% dans le groupe UP1 . Les gros agriculteurs ont donné comme deuxième raison les problèmes de paperasserie ; toutefois ce problème se pose moins lorsqu'on passe

aux exploitations moins grandes. Tous les agriculteurs ont cité l'insécurité future en matière d'appropriation foncière, mais comme l'indique le tableau x ce problème est plus sérieux pour les gros et très gros agriculteurs commerciaux.

LES INVESTISSEMENTS AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES

ET DES TROIS PROCHAINES ANNEES.

D'autres questions ont été posées au cours de l'enquête sur le terrain de la deuxième phase afin d'apporter des éclaircissements sur la situation des investissements. Les principales modifications en matière de production qui ont été effectuées par les agriculteurs au cours des trois dernières années ont été les suivantes:

- a) - Bon nombre d'agriculteurs UP5 se sont mis à utiliser des engrais qui leur sont généralement fournis par les coopératives agricoles. Ils ont utilisé le montant des prêts octroyés par les coopératives pour introduire sur leurs exploitations le labourage au moyen de tracteurs.
- b) - Les agriculteurs moyens ont souvent eu recours à l'achat de tracteurs et ont utilisé deux ou trois fois plus d'engrais.
- c) - Bien que cette enquête ne soit pas une analyse input-output, elle montre clairement que les rendements ont été plus élevés là où l'agriculteur utilisait davantage d'engrais. A Fasa dans la province de Fars, par exemple, on s'est aperçu que deux agriculteurs du groupe UP1 qui cul-

Tableau X - LES RAISONS DE NE PAS INVESTIR AU COURS DES DEUX PROCHAINES ANNEES

	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5
Manque de capital	65,5	63,1	78,6	88,2	88,1
Manque de terre	3,5	6,5	1,2	1,5	4,4
Insécurité en matière d'appropriation foncière	6,9	6,5	5,2	2,9	3,8
Problèmes de paperasserie	17,2	8,7	9,2	4,9	1,2
Manque de temps	6,9	8,7	2,9	1,0	1,9
Autres raisons	-	6,5	2,9	1,5	0,6
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

tivaient tous les deux du blé irrigué et utilisaient des semences locales obtenaient des rendements différents ; l'un qui avait recours aux engrais obtenait 2500 Kg/ ha et l'autre qui n'en utilisait pas avait un rendement de 1500 Kg/ha .

- d)- Un certain nombre d'agriculteurs du groupe UP2 a déclaré que leur consommation d'engrais avait quadruplé au cours des trois années et qu'ils étaient très satisfaits du résultat. L'un d'entre eux a ajouté que les engrais valaient 30% de plus sur le marché libre, par rapport au prix du gouvernement mais qu'on en trouvait toujours .
-

4.2.4- LES ATTITUDES ENVERS LES PRIX

D'après l'enquête de la deuxième phase , il ne fait aucun doute que la majorité des agriculteurs commerciaux sont mécontents du système de fixation des prix agricoles du pays . Les agriculteurs du groupe UP5 n'ont pas confiance dans les prix agricoles ; cette attitude exerce une action déprimante sur la croissance .

Ils pensent qu'ils payent plus cher les inputs agricoles et qu'ils payent des salaires plus élevés mais que les prix des produits agricoles qu'ils produisent n'ont pas augmenté suffisamment pour compenser les hausses de coût de production.

Les agriculteurs des groupes UP1 , UP2 et UP3 se

plaignent plus particulièrement des prix des pesticides, du matériel, des pièces de rechange et des salaires élevés, alors que dans les groupes UP4 et UP5 ils se plaignent également des prix du matériel agricole. Quelques uns ont cité le prix des semences améliorées.

Il est certain que les gros agriculteurs de village vivent dans des conditions physiques et sociales très différentes de celles des gros et très gros agriculteurs commerciaux. Mais, les agriculteurs UP5 réagissent probablement de la même façon que les agriculteurs UP1 aux stimulants économiques.

En outre, il est également certain qu'un bon nombre de facteurs exerce une influence sur les stimulants économiques parmi lesquels figurent le marché, le mode de faire-valoir, le crédit et l'offre de biens de consommation. Mais peut-être le plus important est le fait que le prix des produits agricoles est faible par rapport à celui des inputs achetés qui sont nécessaires pour l'application de nouvelles méthodes de productions. Beaucoup d'exploitants pensent qu'il n'est pas rentable pour eux d'utiliser ces inputs là.

Une très forte hausse de courte durée en matière de prix est efficace pour comprimer la demande, bien que cela ne soit pas la meilleure façon de stimuler l'offre à long terme, car une telle hausse risque tout simplement d'amener des gains " inespérés " qui n'ont aucun effet sur l'offre.

Ce qui est susceptible de stimuler plus efficacement l'offre à long-terme, comme le pense le Professeur MYINT, ce

sont des "hausse de prix légèrement plus faibles mais stabilisées pendant une certaine période " (1).

Par ailleurs, une hausse relative des prix des produits agricoles fournit la base d'un transfert de revenus et de capitaux du secteur urbain vers le secteur rural. Un tel transfert est bien nécessaire. Si cette hausse de prix ne stimule pas suffisamment la production agricole, elle provoquera le mécontentement de la population urbaine, une tendance à la hausse pour les salaires et une tendance à la baisse des profits de l'industrie dans les secteurs public et privé.

On voit, par conséquent, l'importance qui est attachée à la formation de capital et à une progression rapide de la production agricole. Ce qui est plus important encore c'est que de telles augmentations de la production doivent résulter du déplacement des fonctions d'offre par l'intermédiaire du changement technologique.

Ce sont les agriculteurs commerciaux des catégories UP2, UP3 et UP4 (ceux qui exploitent l'équivalent de 40 à 200ha de terre irriguée) qui semblent les plus à même d'accomplir cette tâche et d'obtenir des rendements égaux ou supérieurs à ceux des agriculteurs du groupe UP1 (2).

Cette conclusion repose sur le fait qu'ils réunissent toutes les conditions préalables nécessaires pour accroître l'utilisation de la capacité actuelle et pour développer leur capacité productive afin d'édifier la structure d'une agriculture moderne, à condition que les mesures qui s'imposent soient prises pour les amener à agir dans ce sens.

1.- MYINY, H. (1967) The Economics of Developing Countries, Hutchinson University Library, 3rd Ed., p.171.

2.- Dans le groupe UP1 les rendements sont de 3,17 tonnes/ha, alors que dans le groupe UP2 ils ne sont que de 2,10 tonnes en moyenne.
(Pour le blé)

Il est normal lorsque les prix agricoles sont en hausse, de s'attendre à une baisse des migrations, à cause du facteur d' "attraction " que constitue un supplément de revenu. En outre, une élévation du coût de la vie en zone urbaine retient davantage d'agriculteurs dans les zones rurales. Ceci peut entraîner une redistribution des ressources productives , ce qui signifie pour le secteur rural un supplément de main-d'oeuvre, de technologie et de stimulants.

Il est évident que pour améliorer la productivité agricole, il faut fournir aux agriculteurs des inputs à des prix inférieurs (tolérables). Il est également indispensable de réduire les incertitudes en matière de prix au moyen de prix garantis.

Un grand nombre de gros et très gros agriculteurs commerciaux est parfaitement conscient des prix du marché international. Toutefois dans les groupes UP4 et UP5 les agriculteurs y pensent rarement. Dans les deux cas, ils sont tous informés des prix en ce qui concerne le marché local.

En 1975, bon nombre d'entre eux ont réduit leurs superficies en coton à cause de la faiblesse des prix. Quelques uns ont remplacé leur coton par des vergers ou sont passés à la production animale en raison des prix relativement plus élevés dans le secteur des fruits et dans celui de la production animale.

4.2.5. LES ATTITUDES ENVERS LES IMPORTATIONS AGRICOLES

La majorité des agriculteurs enquêtés considèrent que les importations de produits alimentaires par le gouvernement constituent un obstacle à l'expansion de leurs activités. Cette conviction est toutefois plus forte parmi les gros agriculteurs qui vendent de plus grandes quantités de produits sur le marché. Quelques-uns dans les groupes UP4 et UP5 approuvent les importations de produits alimentaires, car elles satisfont les besoins alimentaires de la société et ils sont eux-mêmes acheteurs de beaucoup de biens qu'ils ne produisent pas leurs fermes.

Les gros agriculteurs font remarquer que le gouvernement achète du blé sur les marchés internationaux à des prix supérieurs à ceux qui sont pratiqués sur les marchés locaux et l'expédie à grands frais en Iran, alors que le prix garanti pour le blé permet à peine aux agriculteurs de faire face aux coûts de production qui leur incombent.

Quelques-uns parmi eux pensent que le gouvernement devrait calculer des coûts de production pour chaque région permettant aux agriculteurs d'avoir un bénéfice d'au moins 20% et ensuite fixer sur cette base le niveau des prix garantis.

Quelques-uns dans le groupe UP5 ont déclaré qu'ils n'avaient même pas pensé aux importations.

Quelques agriculteurs du groupe UP2 qui dans l'ensemble étaient d'accord sur les importations de produits alimentaires ont suggéré que le gouvernement paie au moins le

même prix pour les produits agricoles locaux que pour les produits achetés sur le marché international.

4.2.6.- LES AGRICULTEURS COMMERCIAUX ET LES MASS-MEDIA.

Presque tous les agriculteurs écoutent la radio et dans les groupes UP5 et UP4 un grand nombre d'entre eux écoute " l'émission des agriculteurs "; les gros agriculteurs et le groupe UP3 écoutent également les " actualités ".

Un petit nombre dans le groupe UP2 et un grand nombre dans le groupe UP1 regardent la télévision et lisent des journaux. Les principaux parmi les journaux cités sont " Kayhan ", " Ayandegan " et " Etelaat ".

Pour avoir une idée du pourcentage d'agriculteurs possédant un moyen de communication quelconque, tel que la radio, télévision, voiture et électricité, consulter le tableau XI.

4.2.7- LES ATTITUDES DES AGRICULTEURS A L'EGARD DU GOUVERNEMENT.

Les petits agriculteurs en général font davantage confiance aux politiques agricoles du gouvernement et, pour

Tableau XI - POURCENTAGE DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX POSSEDANT LES EQUIPEMENTS SUIVANTS

AGRICULTEURS COMMERCIAUX	Télévision	Auto	Electricité	Radio
UP1	64,4	68,9	75,6	88,9
UP2	36,0	50,0	58,0	82,0
UP3	19,7	27,9	43,2	91,8
UP4	6,9	10,4	23,4	77,5
UP5	4,9	10,6	29,6	79,6

un grand nombre d'entre eux, chaque fois que le gouvernement fait quelque chose c'est pour améliorer leur vie.

Les gros agriculteurs, sauf ceux qui demandent des crédits, souhaitent moins d'intervention de la part de l'Etat et certains pensent même que chaque fois que le gouvernement a été engagé dans une action quelconque, cela a été un échec.

Un agriculteur (UP2) pense que le gouvernement a des programmes qui sont à l'origine du progrès mais que les fonctionnaires sont les parasites de la société et ne servent à rien.

x x
x

4.2.3. LES ATTITUDES DES AGRICULTEURS A L'EGARD DU PROGRAMME DE
VULGARISATION :

L'appréciation des facilités ou des difficultés d'adaptation et d'assimilation des techniques nouvelles de culture, d'élevage et de production artisanale figurant parmi les informations très utiles de nature prospective, pourra orienter l'élaboration du programme de développement agricole. Ainsi, quand on constate l'absence de crédulité, de fanatisme et la prédominance de l'esprit d'entreprise ainsi qu'une bonne disposition à l'égard de l'expérimentation, on peut être assuré d'une plasticité des structures sociales, favorable au progrès technique.

Il a été demandé aux agriculteurs si les vulgarisateurs leur avaient déjà proposé des changements en matière de rations. Les réponses positives et négatives ont été presque aussi nombreuses.

40% ont répondu par l'affirmative dans le groupe UP1 et 43,9% dans le groupe UP5. Seuls 3,3 % environ des agriculteurs du groupe UP2 et 1,7% du groupe UP5 ont répondu qu'ils n'avaient pas accepté leurs propositions. Ce résultat indique que les agriculteurs disposent de très peu d'assistance technique et la majorité d'entre eux est en effet préparée et motivée en matière de changement (Voir le Tableau XII ligne 2 et 3).

Dans certaines régions, toutefois, les agriculteurs ont davantage besoin d'assistance technique sous forme de conseils et d'inputs agricoles. Il a été établi au cours de l'enquête sur le terrain de la deuxième phase que les petits agriculteurs de Gorgan et de Gomishan qui en général n'utilisaient ni engrais ni semences améliorées , avaient besoin de relativement plus d'assistance .

Tableau XII- POURCENTAGE DES REPONSES POSITIVES ET NEGATIVES DONNEES PAR LES AGRICULTEURS COMMERCIAUX AUX QUESTIONS SUIVANTES

QUESTIONS	O U I					N O N				
	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5
Etes-vous disposé à aller à la ville si vous y trouvez un emploi ?	14,7	4,8	5,2	12,3	8,7	85,3	95,2	94,8	87,7	91,3
Les vulgarisateurs vous ont-ils suggéré de quelle façon modifier les rations apportées aux animaux ?	29	54,8	29,6	34	38,9	71	45,2	70,4	66	61,1
Avez-vous accepté leurs propositions ?	100	87	90	91	93	0,0	8,7	10	9	7

En conséquence, nous pouvons confirmer que la mentalité et les comportements des agriculteurs commerciaux sont propices au développement. Il y a donc, un champ ouvert à l'action directe sur la modernisation de l'appareil productif agricole.

4.2.9 LE DEGRE D'ATTACHEMENT DES AGRICULTEURS A LEUR TERRE ET A LEUR METIER :

Afin de mesurer le degré d'attachement des agriculteurs à leur terre, on leur a demandé s'ils seraient disposés à vivre à la ville s'ils y trouvaient un travail. 85,3 % des agriculteurs du groupe UP1 et 95,2 % dans le groupe UP2 ont répondu par la négative, de même que 94,8 % dans le groupe UP3, 87,7 % dans le groupe UP4 et 91,3 % dans le groupe UP5.

Plus la dimension de l'exploitation est faible, plus cette proportion augmente. Cela signifie qu'un plus grand nombre de petits et moyens agriculteurs considèrent l'agriculture comme un mode de vie, alors que les très gros l'envisagent plutôt comme l'activité professionnelle et sont un peu près à l'abandonner s'ils peuvent retirer un avantage comparable quelconque dans un autre secteur de l'économie.

Il a été établi au cours de l'enquête sur le terrain de la deuxième phase qu'un certain nombre de petits exploitants font de l'agriculture, car ils n'ont pas d'autre alternative.

Pas mal d'autres agriculteurs considèrent que c'est un métier honnête et que le revenu tiré de l'agriculture est " Halâl " (honnêtement gagné). Ils encouragent leurs fils à choisir l'agriculture comme métier. Un grand nombre d'entre eux dans les groupes UP4 et UP5 se considèrent comme faisant partie de la haute société de leur région.

Tous les exploitants des groupes UP5 et UP4, 90 % dans le groupe UP3 ; 40 % dans le groupe UP2 et environ 30 % dans le groupe UP1 , résident sur leur domaine. Un certain nombre d'agriculteurs des groupes UP1 et UP2 pouvant être considérés comme des propriétaires absents se préoccupent peu de la production de leurs domaines.

Somme toute, les informations analysées dans ce chapitre confirment qu'au sein de l'agriculture iranienne, frappée par des facteurs d'ébranlement (le contact avec l'extérieur, l'urbanisation, la migration, la modernisation), nous avons affaire à un sous-secteur de l'agriculture (petits et moyens agriculteurs commerciaux) qui reflète les transformations internes favorables au développement.

La priorité absolue accordée aux nouveaux investissements afin d'améliorer les exploitations, la prédominance de l'esprit d'entreprise ainsi qu'une bonne disposition à l'égard de l'expérimentation, nous assurent d'une plasticité des structures sociales favorable au développement agricole. De plus, ces phénomènes confirment que l'agriculture commerciale est le maillon le plus ferme du développement iranien. Avant de terminer ce chapitre, il convient d'ajouter que la tâche de l'Etat dans le processus du développement agricole doit être celle de stimulation. A cette fin, il doit favoriser l'alphabétisation et fournir une aide pour la vulgarisation ainsi que pour la formation des cadres intermédiaires en agriculture.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

LE RÔLE DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE
LE DÉVELOPPEMENT IRANIEN

Dans la première partie de ce travail, nous avons analysé les évolutions structurelles de l'agriculture iranienne où l'agriculture commerciale occupe une place déterminante. D'autre part, nous avons montré que les évolutions structurelles s'accompagnent de mutations profondes dans le fonctionnement des mécanismes économiques.

Dans la deuxième partie, nous avons traité du rôle de l'agriculture et surtout du rôle du sous-secteur de l'agriculture commerciale dans le développement. Pour commencer, nous avons suivi l'évolution du complexe agricole et mis l'accent sur son importance. En comparant les tableaux interindustriels à 5 secteurs pour les années 1965 et 1972, nous avons dégagé les tendances fondamentales suivantes pouvant être considérées comme le signe d'un développement :

a) le complexe agricole décline au sein de l'économie globale passant de 30,76 % à 28,42 % des emplois totaux,

b) l'agriculture décline au sein du complexe agricole et ce déclin est considérable. Elle passe respectivement de 55,6 % à 40,4 % du total des emplois,

c) l'activité en aval de la production agricole s'accroît : les produits des IAA dans la consommation finale des produits du C.A. passent respectivement de 44,35 % à 59,58 %, la part relative des produits agricoles intermédiaires par rapport à l'emploi total de 50,13 % à 57,94 % et les achats des IAA de produits intermédiaires de A représentent un pourcentage très élevé qui passe de 73,52 % à 78,67 %,

d) l'importance du secteur agricole a relativement diminué ; les achats sectoriels de l'agriculture en valeur ajoutée ont baissé de 15,73 % à 14,33 % tandis qu'en terme absolu ils ont augmenté passant de 17,8 Milliards de rials à 23,6 milliards (+ 32 %)

e) le secteur agricole est plus intégré au sein de l'économie grâce à une augmentation des ventes sectorielles (50,74 % à 58,52 %).

D'autre part, nos tableaux d'input-output à partir du tableau interindustriel de l'économie iranienne soulignent certains points particulièrement importants. D'abord, nous remarquons qu'une augmentation de 10 % de la demande finale (DF) des Industries Agricoles et Alimentaires a des effets d'entraînement plus considérables qu'une augmentation de 10 % de la DF des autres industries.

Il est bien évident qu'une augmentation de la DF des IAA a une incidence beaucoup plus importante sur le secteur de l'agriculture que la même augmentation de la DF sur les AI.

Nous préconiserions pour notre part que les Industries Agricoles et Alimentaires jouent le rôle d'industries d'entraînement, tandis que le secteur agricole joue le rôle d'infrastructure de l'économie iranienne.

En ce qui concerne la planification indicative du pays qui se situait dans la perspective d'une réforme évolutionniste, force est de constater qu'elle n'a pas réussi. Pour leur part, les

plans de développement n'ont pas atteint les buts sociaux assignés pour arriver à une répartition plus juste du revenu dans la société en général et pour combler les différences de revenu et de bien-être dans les milieux ruraux et urbains en particulier.

L'agriculture du pays a été de plus en plus négligée d'un plan à l'autre.

De tous ces plans, il ressort que l'Etat a suivi depuis 1962-63, au début du 3ème plan, année de la proclamation d'une série de mesures structurelles connues sous le nom officiel de "Révolution Blanche" (réforme agraire y compris) une stratégie économique de développement basée sur une croissance déséquilibrée dans laquelle le rôle dévolu à l'agriculture est un rôle très secondaire. Dans ce cadre "il est demandé à ce secteur d'ajuster avant tout sa production aux besoins agricoles et alimentaires du pays" (1).

Une politique rurale fut bâtie sur cet impératif majeur et fut orientée vers les unités à grande échelle dont nous vîmes les résultats désastreux.

La politique agricole du pays était tellement erronée que dans la dernière année de cinquième Plan au lieu des 7 % de croissance annuelle prévue, nous constatâmes un taux de - 0,8 % ! Citons quelques exemples pour comprendre ce résultat : il fut projeté de construire 40.000 km de route rurale pendant le cinquième Plan ; seule quelques 6.117 km le furent, soit 15,20 % des prévisions (2). Il fut aussi projeté 15.500 plans de recherche et distribution d'eau potable dans les villages. Seuls 1.807 projets aboutirent (3).

(1) Rachidzadeh E. op. cit. P. 5

(2) Kayan, 7 tir 1.357 (= 28/6/1978)

(3) Ibid.

Par conséquent, notre analyse permet de dire qu'aux 4^e et 5^e Plans, un ajustement de la croissance agricole et industrielle faisait défaut.

L'inexistence d'une augmentation suffisante de la production agricole a accru les divers déséquilibres alimentaires, financiers, structurels extérieurs ainsi que celui du marché du travail. Ces résultats sont choquants car, l'Iran suffisamment peuplé, muni de bonnes ressources agricoles, ayant accès aux devises étrangères, surtout au présent stade de son développement, doit attribuer la priorité à l'agriculture et aux industries agricoles et alimentaires. De plus, il s'avère que c'est seulement dans l'agriculture que les résultats les plus importants peuvent être obtenus aux moindres frais ; et il est certain qu'une immense potentialité existe en ce qui concerne la capacité de développement du secteur agricole. De plus, c'est une évidence de dire qu'il est plus facile de développer un secteur existant qu'à en créer "ex nihilo".

Bien plus, l'augmentation de la production agricole jusqu'au niveau de sécurité des approvisionnements alimentaires du pays n'est pas seulement une nécessité socio-économique mais aussi une priorité politique. Il faut donc à l'Iran une volonté politique pour permettre l'expansion de la production et même des encouragements pour favoriser les exportations agricoles.

En outre, l'industrialisation, elle-même, suppose une agriculture fortement productive ; donc, l'agriculture doit jouer un rôle actif. Par conséquent, ce qui doit nous préoccuper, ce sont la problématique et les modalités de la participation de l'agriculture au développement.

(1) Rappelons que comme dans plusieurs autres PMD, la corruption reste encore subtilement un système de gouvernement.

Nous avons étudié l'état récent et les problèmes des agriculteurs commerciaux vis-à-vis de la mécanisation, le crédit et la commercialisation agricole. Nous avons précisé que la mécanisation est une des composantes d'un ensemble d'inputs destinés à accroître la production agricole. La forme prise par la mécanisation agricole, selon les circonstances, comprend l'achat de tracteurs, (ou leur location par heure ou par surface labourée ou par jour), l'achat de matériel de pompage pour l'irrigation, etc ...

De 18.300 tracteurs en service en 1970, le chiffre s'est accru pour atteindre quelques 90.000 en 1980 sur environ 8,4 millions d'hectares de terres cultivées de façon annuelle. Le progrès semble important. De l'importation simple, le pays est arrivé à la fabrication d'une partie demandée sur le marché, soit quelques 10.000 tracteurs par an sur la même période.

Cependant, plusieurs problèmes demeurent qui freinent ce processus si vital. Les prix du matériel ont augmenté, les pièces de rechange sont rares et très chères, le secteur manque de main d'oeuvre qualifiée, de savoir-faire, et les programmes d'aide de l'Etat bénéficient plutôt aux gros exploitants.

En général les gros exploitants possèdent le matériel qu'ils utilisent, alors que les petits exploitants le louent. Les données de notre enquête sont très intéressantes :

Voir tableau page suivante.

Exploitations	possédant leurs tracteurs	louant des tracteurs
- Très grandes (UP1)	69 %	13 %
- grandes (UP2)	60 %	32 %
- moyennes (UP3)	37 %	51 %
- petites (UP4)	22 %	59 %
- grandes exploi- tations de village (très petites) (UP5)	17 %	84 %

Nous constatons que la mécanisation a eu lieu dans tous les groupes d'agriculteurs commerciaux. En effet, au fur et à mesure que les salaires augmentent, la mécanisation s'avère indispensable. 68 % des agriculteurs commerciaux de très petite taille (UP5) ont fait savoir que le manque de capital est le problème principal qui empêche la mécanisation de leurs exploitations. En conséquence, l'Etat devrait leur fournir des prêts bonifiés et faciliter l'établissement des centres de réparation de machines agricoles en milieu rural.

Les enseignements que nous pouvons tirer de l'expérience des autres pays sont nombreux. Paul Houée, étudiant l'agriculture française pendant la période 1815-1880 indique que " la pénétration de la révolution industrielle en agriculture reste avant tout freinée par la lente évolution des structures agricoles" (1). Il remarque d'autre part, pour les périodes plus récentes, qu'" en 1929, on a recensé 150.586 moteurs à explosion et 159.491 moteurs électriques, 26.794 tracteurs agricoles, 65.704

(1) Paul Houée "Les étapes du développement rural", op. cit. tome 1 p. 46.

camionnettes et 8.551 camions. Leur emploi est contrarié par l'inadaptation des matériels, leur lourdeur et leur manque de maniabilité, l'absence de réseaux d'entretien. Pour indéniables qu'ils soient, les progrès de la mécanisation et de la motorisation révèlent leurs limites, si l'on sait qu'il existait, en 1929, trois millions d'exploitations supérieures à 1 ha". (1)

En ce qui concerne l'électricité, Paul Houée explique qu'en 1919 "sur 38.000 communes, 7.500 seulement, surtout des villes, étaient pourvues d'une distribution au moins partielle de courant électrique" (2). En 1927, l'électricité parvenait dans 18.120 communes pour 31 millions d'habitants, soit 76,3 % de la population française et en 1938, on comptait 36.126 communes plus ou moins complètement desservies. Cet équipement représente l'un des apports les plus efficaces de l'Etat au développement rural : il aura fallu la persévérance du Service du Génie Rural, les subventions gouvernementales, les prêts du Crédit Agricole, pour amener les collectivités à se regrouper en syndicats intercommunaux et former les premières SICA. "Il aura fallu vaincre la sourde réticence des milieux paysans à cette innovation qui bouscule horaires et conditions d'existence : en 1929, les masses rurales sont encore partagées entre la crainte superstitieuse de cette force invisible qui tue et la célébration de la "fée lumière" qui va transformer nos campagnes." (3).

Ainsi nous pensons que la modernisation de l'agriculture comprend essentiellement la mécanisation et l'électrification des villages. Cependant nous devons préciser que la mécanisation doit concerner

(1) Ibid. p. 75

(2) Ibid. P. 76

(3) Ibid. p. 76

de façon sélective des opérations :

- qui ne peuvent pas être entreprises de manière aussi efficace au moyen des formes traditionnelles de travail,
- qui peuvent entraîner une progression rapide des rendements et celles,
- qui sont le plus aptes à permettre une utilisation intensive de la terre.

La meilleure façon d'encourager le processus de la mécanisation consiste à abaisser le prix des tracteurs et de tous les outils annexes et à octroyer également des facilités de crédit pour l'achat de ce type de matériel aux agriculteurs commerciaux de petite et de moyenne tailles, c'est-à-dire les groupes UP3, UP4 et UP5.

En ce qui concerne le système de crédit agricole, le réseau bancaire est plus important pour les gros exploitants que pour les petits. Les acheteurs sur pied (salafkhar) fournissent des crédits pour satisfaire les besoins de trésorerie lors des périodes de plantation et de récolte à tous les groupes. Cependant, ils s'adressent davantage aux petits agriculteurs qui ne peuvent satisfaire les exigences de la banque (garantie, etc ...) Bien que le taux d'intérêt du crédit usuraire puisse s'élever jusqu'à 40 % ou même jusqu'à 100 % par an, l'expérience a montré que ce type de crédit pouvait contrecarrer dans une certaine mesure le développement du crédit institutionnel "en raison de sa très grande facilité (pas de bureaucratie), de sa grande souplesse (pas de distinction entre crédit à la production et à la consommation) et de son caractère personnel (l'usurier connaît le paysan et sait estimer sa capacité d'emprunt)." (1) Malgré ces charges exorbitantes les "salafkhar" sont plus adaptés aux besoins spécifiques et aux comportements des agriculteurs. Ils se situent mieux dans le contexte historique

(1) L. Malassis "Agriculture et " op. cit. p. 238

et le niveau de développement. Ils sont en même temps les agents de paupérisation rurale qui perpétuent le niveau de subsistance de la paysannerie. Nous avons précisé que les agriculteurs commerciaux sont tout à fait prêts et motivés à l'égard du changement. Toutefois, le changement technique en agriculture nécessite généralement un supplément de facteur capital qui, bien souvent, ne peut être directement constitué dans le secteur agricole. Lorsque de tels investissements sont faits et gérés avec discernement, il est fréquent que leur rentabilité soit très élevée. La présente étude montre que les petits agriculteurs commerciaux ont besoin proportionnellement de plus de crédit, mais en fait ce sont eux qui en ont le moins reçu. Ceci est en grande partie dû au manque de titres de propriété adéquats ainsi qu'aux problèmes de même nature qui se sont posés à la suite des importantes redistributions de terre effectuées au titre de la Réforme Agraire. Le problème du nantissement est toujours un sérieux goulot d'étranglement pour l'agriculture iranienne.

L'intervention de l'Etat est justifiée par la nécessité d'utiliser au mieux l'épargne rurale, qui doit financer le développement de l'agriculture. La Banque Agricole doit éviter une bureaucratie traçassière, donner chaque fois qu'il est possible la préférence à un crédit personnel et éducatif, fixer des règles en vue de prémunir le paysan contre les risques excessifs. Le crédit coopératif se révélera mieux adapté s'il s'accompagne de la prestation des facteurs d'inputs agricoles, et l'achat des produits agricoles et leurs commercialisations. D'autre part, afin d'encourager les entreprises agro-alimentaires et les entreprises non agricoles en milieu rural, les banques agricoles devraient mettre à leur disposition tous les financements et les services nécessaires.

Notre étude sur le terrain nous indique clairement que la part du système bancaire dans le total du crédit agricole disponible est assez importante. Néanmoins, les exploitations commerciales de

petite et moyenne tailles sont desservies plutôt par les réseaux non bancaires. D'autre part les micro-unités paysannes sont quasi-perpétuellement endettées vis-à-vis des prêteurs d'argent, des "salafkhar", de l'ancienne Banque de Coopérative Agricole, et de la coopérative agricole de leurs villages.

En ce qui concerne l'amélioration du système de crédit institutionnel nous pouvons ajouter qu'il y a des possibilités au niveau de la philosophie de son action, et au niveau de son organisation et de son fonctionnement.

En ce qui concerne la commercialisation des produits agricoles, nous avons étudié le problème de la commercialisation du blé irrigué et du coton. En règle générale, la part des coopératives est minuscule et la plupart des agriculteurs vendent leurs produits sur les marchés locaux. Tandis que 6,6 % des très gros exploitants vendent leur blé aux acheteurs venant au village, ce chiffre passe à 11,8 % pour les très petits agriculteurs commerciaux (UP5). Pour le coton, nous avons observé que 47,6 % des très gros exploitants (UP1) vendent leur produit aux usines qui payent des prix plus intéressants ; ce chiffre est seulement de 13 % pour les agriculteurs du groupe UP5.

Dans l'agriculture iranienne, d'autre part, les relations entre les prix et les coûts de production sont faibles ou nulles. Les prix sont typiquement des "prix de marché" c'est-à-dire dépendant essentiellement de l'offre et de la demande, ainsi que de la structure des marchés. Nous avons constaté que les prix des inputs agricoles ont augmenté très vite, surtout ceux des pesticides. Or, il est indispensable que les prix soient plus raisonnables pour permettre aux agriculteurs de se procurer des semences améliorées et des engrais, de bénéficier des services après-vente et de l'encadrement pour l'achat et l'entretien du matériel agricole.

Par ailleurs, une hausse relative des prix des produits agricoles fournit la base d'un transfert de revenus et de capital du secteur urbain vers le secteur rural. Considérant l'écart entre le niveau de vie des deux secteurs et l'urgence politique qui appelle le développement agricole, nous pensons qu'un tel transfert est tout à fait nécessaire. Nous sommes conscients qu'une augmentation des prix serait dangereuse si elle n'était pas génératrice de gains de productivité suffisants. Cependant, nous sommes convaincus que cette hausse de prix stimulerait la production agricole, ce qui finalement empêcherait le mécontentement de la population urbaine.

Il est également indispensable de réduire les incertitudes en matière de prix au moyen de prix garantis.

Par ailleurs, on sait que les stimulants constituent un facteur important dans la détermination des inputs travail et capital et agissent donc sur les rendements. Il semble que les prix garantis à des niveaux raisonnables - c'est-à-dire supérieurs d'au moins 20 % au total des coûts moyens - seraient un stimulant important. L'Etat peut fixer les prix pour les produits stratégiques, comme le blé, le riz, etc ... D'après les gros agriculteurs l'assurance d'achat de la récolte constituerait un autre stimulant intéressant.

De plus, "l'amélioration du fonctionnement des marchés, la normalisation des produits, le développement de l'infrastructure technique, la création d'un crédit institutionnel etc ... peuvent réduire les fluctuations de prix dans le temps et dans l'espace." (1) Pour que les paysans soient encouragés à produire, il est encore nécessaire que la hausse des prix provoquée par la croissance de la demande monétaire de produits agricoles se répercute au niveau de la production et que le circuit de distribution n'absorbe pas la hausse à son profit. D'autre part, comme nous l'avons déjà suggéré auparavant

L. P. H. 15

des politiques de subvention aux producteurs peuvent être mises en oeuvre encourageant ainsi la production sans avoir des effets sur les prix à la consommation. Le financement d'une telle politique normalement serait possible avec les gains du secteur pétrolier.

En ce qui concerne les importations des produits alimentaires, nous pensons que la situation s'est dangereusement détériorée. D'abord, nous remarquons que les produits importés constituent une part importante du régime alimentaire des iraniens ; on ne peut vraiment ni la remplacer par la production intérieure ni empêcher les importations à court terme. Cependant, avec un programme très strict, nous pouvons espérer arriver à un stade d'autonomie alimentaire qui est, entre autres, politiquement désirable. Ce point de vue est soutenu par les événements récents d'Iran à propos de la vente du riz américain. En effet, l'Iran a passé un contrat d'achat de 200.000 tonnes de riz (dont 120.000 tonnes étaient déjà livrées en Janvier 1979, soit un mois avant la révolution) ; 30.000 tonnes étaient sur des bateaux faisant route vers l'Iran. Au moment où l'Iran connaissait une pénurie alimentaire, les vendeurs américains ont fait savoir qu'ils ne pouvaient pas délivrer les 50000 tonnes restantes pour le moment, repoussant leur arrivée dans le futur (1). En apparence, la raison était "la probabilité d'une hausse de prix du riz sur les marchés mondiaux" (2). Mais, personne n'ignore que la réalité était toute autre.

Il existe plusieurs autres exemples de cette nature. Ainsi, on peut dire que le développement agricole d'un pays en voie de développement n'est plus tout à fait une affaire interne. En effet, il faut prendre en considération des facteurs exogènes tels que les prix des inputs et des produits alimentaires à l'échelle mondiale et surtout la présence de firmes agro-alimentaires multinationales.

(1 et 2) Kayhan 9/10/1357 (= 29/12/1978)

Au plan intérieur, notre enquête nous permet de constater les différences socio-économiques et techniques importantes entre les groupes, UP1 (très gros exploitants), UP2 (gros exploitants), UP3 (exploitants moyens), UP4 (petits exploitants) et UP5 (très petits exploitants = larges exploitations au niveau des villages). Le groupe UP1 représente une latifundia asiatique (379 ha de terres en moyenne) issue d'une réforme rurale mal orientée et mal exécutée. Ici, le propriétaire est parfois absentéiste, oisif, détenteur d'un pouvoir politique, pratiquant une politique de clientèle mais peu soucieux de gestion. Cette très grande exploitation soulève de multiples problèmes politiques, économiques et sociaux en raison des inégalités qu'elle crée. Selon notre enquête 60 % de tout le bétail, 50,5 % des arbres fruitiers (pommiers par exemple) et 45,5 % de toutes les terres appartiennent à ce groupe qui représente 6,8 % de notre échantillon. Nous avons, donc constaté que les agriculteurs de ce groupe avaient des ventes plus importantes, par conséquent des revenus monétaires plus élevés ; ils ont recours à une mécanisation plus poussée (69 % des agriculteurs possèdent leurs tracteurs), et emploient moins de travailleurs par hectare. D'autre part, 98 % des semences qu'ils utilisaient, étaient des semences sélectionnées. Ainsi, ils ont eu un rendement supérieur en blé, soit 3,2 tonnes /ha (contre 2,1 pour UP2). Cependant les rendements de coton et de riz étaient moindres que ceux des moyens et petits agriculteurs. Ainsi nous avons 1,7 et 2,1 tonnes/ha de coton, et 4 à 7 tonnes/ha de riz respectivement pour UP1 et UP5.

D'autre part, nous avons constaté que l'Etat a eu plus d'attention pour ce groupe (ainsi que les SAA, les agro-business) que pour les autres qui la méritaient tout autant. Par exemple, le système bancaire accordait 67 % des sources de crédit à ce groupe et seulement 33,9 %^{9/10} au groupe UP5. De plus, plusieurs agriculteurs de ce groupe UP1 avaient d'autres sources de revenus non-agricoles et 20 % d'entre eux considéraient l'agriculture en tant que deuxième activité.

Il est donc normal qu'un autre projet de réforme agraire corrige les excès de cette concentration des terres chez les agriculteurs commerciaux du groupe UP1. Ce projet va certainement aggraver la situation s'il touche les agriculteurs commerciaux de petite et moyenne tailles (UP3, UP4, UP5). Pour nous, nous considérons ces derniers comme étant les contreforts de l'agriculture iranienne.

Tout d'abord, il convient d'ajouter que la tâche de l'Etat dans le développement agricole doit plutôt être celle de stimulation (2). Ainsi, il doit favoriser l'alphabétisation et fournir une aide pour la vulgarisation ainsi que pour la formation des cadres intermédiaires en agriculture. En ce qui concerne la recherche agronomique l'Etat doit encourager, entre autres, les recherches sur les semences améliorées adaptées aux cultures non irriguées (blé, orge, etc ...)

Comme le développement exige en tout premier lieu une action sur la modification du comportement humain, nous avons suivi attentivement la politique de l'éducation, et son évolution avant et après la révolution de 1979. L'aspect important pour tous les paysans en général, et pour les agriculteurs commerciaux, en particulier, est la poursuite de l'effort d'éducation. Ainsi, pour les exploitants UP5, qui sont à 69,5 % analphabètes, nous aurons à l'avenir des exploitants (leurs fils) qui ne seront qu'à 28,8 % analphabètes. Désormais donc, nous aurons affaire à une tension moins forte au sujet de l'incompatibilité entre les aspects techniques et sociologiques du développement ; en effet, l'inertie de la population rurale, toujours peu encline à adapter des techniques nouvelles, sera en baisse, et les agriculteurs commerciaux de taille moyenne et petite pourront être des précurseurs d'une révolution agricole. Il va sans dire que le système d'éducation doit s'adapter de plus en plus aux objectifs du développement par son contenu, ses méthodes pédagogiques et ses structures. Et pour ne pas se faire d'illusion, il faut insister que, à défaut de modernisation

socio-économique de l'agriculture, l'instruction demeurera un motif d'exode rural.

Les informations acquises sur la mentalité et le comportement des agriculteurs commerciaux sont fort intéressantes. Tout d'abord elles confirment qu'au sein de l'agriculture iranienne frappée par des facteurs d'ébranlement (le contact avec l'extérieur, l'urbanisation, la migration, la modernisation) nous avons affaire à un sous-secteur de l'agriculture qui reflète les transformations internes favorables au développement telles que : une commercialisation accrue, une capitalisation croissante des exploitations, et une augmentation de la productivité.

Une priorité absolue accordée aux nouveaux investissements, afin d'améliorer les exploitations, est un phénomène qui favorisera le développement, et la modification de l'état d'esprit des exploitants. D'autre part, l'importance que les agriculteurs attribuent aux achats de matériel agricole signifie qu'une demande potentielle et importante pourra garantir l'avenir des industries agricoles en amont.

Il ressort de notre analyse qu'un agriculteur commercial produit souvent pour le marché, et par conséquent, il est généralement sensible aux rapports de prix, aux inputs et aux produits envoyés sur les marchés par les autres agriculteurs. Les agriculteurs commerciaux de tous les groupes réagissent favorablement aux stimulants économiques.

Ainsi, ce qui est susceptible de stimuler plus efficacement l'offre à long terme, ce sont des hausses de prix faibles mais continues pendant une certaine période.

En outre, les agriculteurs commerciaux de petite et moyenne tailles qui sont présents sur le terrain de production, qui sont suffisamment informés et sensibles aux prix de marché (au moins ceux du marché local), qui sont attachés à l'agriculture en tant que première occupation et comme style de vie, qui sont motivés pour réaliser les nouveaux investissements et qui ont déjà le minimum en facteurs de production agricole (terre, eau, outils, expérience, etc) constituent l'embryon vital du développement iranien.

Ils sont en général aptes à moderniser l'appareil de production agricole. Et surtout, il y a parmi eux des jeunes, mieux éduqués et enracinés. Ils peuvent réaliser des investissements industriels à long terme dans les milieux ruraux et notamment investir dans les industries agricoles et alimentaires en aval de l'agriculture. En effet, selon notre analyse, ce type d'industries a la chance d'être le secteur entraînant.

Donc, l'agriculture commerciale joue un rôle multiple: elle est acheteuse d'inputs agricoles comme les engrais, les semences améliorées, les outils et les machines agricoles, etc ... pour augmenter le niveau de productivité déjà largement supérieur à la moyenne nationale ; elle fournit 64 % de tous les surplus commercialisables agricoles ; elle regroupe les éléments nécessaires (gestion, connaissance du métier, appréciation de sa valeur pour les autres, ainsi que capital terre, travail) pour l'investissement industriel dans les milieux ruraux et surtout dans le cadre d'industries agricoles et alimentaires. Par conséquent, elle constitue le maillon le plus ferme du développement iranien.

REFLEXION FINALE

ESSAI DE SYNTHESE

AGRICULTURE COMMERCIALE ET DEVELOPPEMENT

Le développement n'est pas un processus automatique et sans problème ; il est "un combat" selon Kuznets et "une bataille" selon Albertini (1). Par conséquent, l'intensité du développement manifeste la fermeté et la volonté politique d'un peuple. Evidemment, la mobilisation de toutes les ressources productives ainsi que la participation de tous les hommes et de toutes les femmes est vitale pour ce processus. Le monde rural avec son poids prépondérant dans les structures socio-économiques joue et jouera effectivement un rôle décisif dans ce mouvement.

Le vrai processus du développement, donc, comprend la création préalable (ou au moins simultanée) d'une agriculture digne de ce nom. Cette remarque est confirmée, d'ailleurs par tous les économistes historiens qui généralement partagent l'opinion qu'il

(1) S. KUZNETS "Croissance et structure économique" op. cit. P. 268
et J.M. ALBERTINI "Les mécanismes du sous-développement" op. cit.
p. 223.

n'y a aucun exemple de développement réussi d'un pays majeur dans lequel une hausse de la productivité agricole ne soit précédée ou accompagnée du développement industriel (et inversement)

D'autre part, nous sommes tout à fait d'accord avec ALBERTINI quand il suggère que "la mise en mouvement des masses rurales garantit politiquement l'orientation du développement" (1). En plus, nous trouvons logique que "le développement doit véritablement partir de la base", comme le disent J. et J. S. Mill, et que "cet impératif implique que le sort des masses rurales s'améliore dès le départ" (2)

Cependant, nous avons montré, peut-être tacitement dans cette thèse qu'il faut distinguer "action idéale" et "action possible" dans le domaine agricole.

Tout d'abord, par nos traitements analytiques et explicatifs, nous avons abordé les unités agro-business, les Sociétés Agricoles par Actions et les très grandes exploitations commerciales qui bénéficiaient d'une attention privilégiée des dirigeants de l'ancien régime iranien, lesquelles n'ont pas contribué au développement agricole d'une façon proportionnelle. C'est la politique qui représente l'action erronée. L'inverse, c'est-à-dire la mise en mouvement des masses rurales et l'amélioration de leur sort, constitue naturellement une action idéale qui ne se fait pas en un jour ou en un an, et même pas avec un programme à court terme. Nous avons donc suggéré que les unités d'exploitation de taille moyenne (ou les petits et les moyens agriculteurs commerciaux) répondent mieux aux exigences du développement à long terme. C'est justement l'action possible qui nous amènera au fil de la route

(1) Ibid. P. 227

(2) cité d'après J. Ph. Platteau "Les économistes classiques et le sous-développement", tome 1, op. cit. p. 445

vers la situation idéale désirée.

L'expression "Agriculture commerciale" employée dans cette thèse désigne un sous-secteur agricole au sein d'une agriculture de transition. Bien entendu, l'agriculture de transition est essentiellement une agriculture hétérogène qui emprunte à deux ou plusieurs systèmes, des traits qui paraissent contradictoires. Sous la pression des facteurs d'ébranlement, elle travaille tout autant pour l'auto-consommation que pour le marché. Elle demeure attachée à des éléments traditionnels sans développer toutes les innovations. Elle constitue un ensemble complexe par rapport aux systèmes connus que les économistes ruraux prennent comme terme de référence (1).

L'agriculture commerciale est donc, le sous-secteur viable et dynamique d'une telle agriculture. Elle est un sous-secteur principalement tourné vers l'extérieur des systèmes agricoles (des pays en voie de développement) par médiation du commerce. Ainsi, nous constatons un véritable pluralisme de l'économie paysanne. Ce phénomène apparaît au niveau des régions touchées par le développement des cultures marchandes, et aussi au niveau des unités de production juxtaposées dans ces mêmes régions. Le renforcement de ce phénomène permet au sous-secteur d'être apte au développement. Nous convenons donc de l'appeler agriculture commerciale.

Dans l'hypothèse d'une conversion à l'agriculture commerciale, c'est bien entendu l'ensemble du monde rural qui est progressivement intégré et non pas évidemment "dès le départ" comme estimaient J. et J. S Mill. L'agriculture commerciale pourrait,

(1) Robert BADOUIN "Les agricultures" op. cit. P. 196

cependant, jouer un rôle d'avant-garde et être le pionnier dans cette conversion, si et seulement si le jeu du marché et la politique économique permettent l'articulation et l'adaptation des changements structurels et les variations fonctionnelles liées à la croissance agricole.

Afin d'analyser la place et le rôle de l'agriculture commerciale dans le développement iranien, nous avons donc étudié l'agriculteur commercial en tant que moyen, agent de décision et finalité au sein d'une agriculture en transition.

Notre méthodologie se base sur une classification fonctionnelle des exploitations commerciales agricoles. En premier lieu, nous distinguons plusieurs types d'exploitations agricoles. Ces catégories juridiques générales se rencontrent d'ailleurs partout dans le monde avec, bien entendu, une pondération différente selon les pays. Ainsi, nous avons le fermage, le métayage, les fermes collectives et le faire-valoir direct. C'est en réalité cette dernière forme qui constitue le cadre juridique de notre classification. Ainsi, les agriculteurs que nous avons étudiés sont propriétaires du sol qu'ils exploitent eux-mêmes en général.

Nous avons su, dès le début, les difficultés et les inconvénients de l'une et l'autre méthodes de regroupement et de classification : lourdeur de la documentation, lenteur de l'analyse et danger de généralisations hâtives pour la première méthode ; schématisation arbitraire, danger d'irréalisme, imparfaite adéquation aux besoins d'une société complexe pour la seconde. Cependant nous devons choisir et fixer les critères les plus importants et ne pas dépasser dans l'examen minutieux un seuil qui déborde le but principal. Ainsi, à la suite de l'examen des hypothèses opérationnelles de la première phase de notre enquête, examen qui nous a fourni des définitions opérationnelles bien qu'arbitraires, nous

avons décidé de retenir une classification fonctionnelle des exploitations agricoles. Nos classes regroupaient les exploitations aussi homogènes (ou aussi peu hétérogènes) que possible à l'égard de deux aspects : structure (surtout la dimension) d'une part et niveau de développement des revenus (équipement et bétails ...) d'autre part avec l'aide d'un système de coefficients choisis.

Les agriculteurs retenus dans notre analyse avaient des revenus bruts de plus de 200.000 rials par an. Ils ont un minimum de 10 ha de terres en culture irriguée, ou 25 ha de terres en culture sèche, ou 2,5 ha de vergers en état de production ou 125 têtes de moutons/chèvres, ou 33 têtes de bétail, ou 1.250 têtes de volaille, ou bien une combinaison de ces activités dont le résultat serait supérieur à 25 unités de production. En ce qui concerne la taille nous avons conçu cinq tailles d'exploitations allant d'une exploitation assez petite (UP 5) mais quand même considérable à l'échelle des exploitations traditionnelles du village, à une très grande exploitation commerciale très importante à l'échelle régionale (UP 1).

Nous ne voulons pas présenter une nouvelle fois ce qui fut présenté dans les parties précédentes ; cependant un résumé des points importants sera utile, nous semble-t-il, pour une réflexion finale. A cette fin, nous avons préparé le tableau récapitulatif 1.

Comme nous l'avons clairement indiqué auparavant, nous pensons qu'une modification des structures corrigeant les excès de cette concentration des terres chez les agriculteurs du groupe UP1 (très grandes exploitations) fait partie d'une politique foncière justifiable et nécessaire. En revanche, il semble que pour accroître la production agricole il soit urgent d'élaborer un programme de remembrement qui favoriserait également un accroissement de la dimension des micro-unités des exploitations agricoles (non incluses dans notre enquête).

TABLEAU RECAPITULATIF 1

	UP5	UP4	UP3	UP2	UP1
Dimension moyenne en (ha) :					
- culture irriguée	8,10	12,84	26,28	60,09	280,79
- culture sèche	4,43	9,07	13,87	35,49	82,95
- vergers	0,14	0,71	1,89	5,62	11,71
- nouveaux vergers	0,21	0,14	0,17	0,21	3,55
total (ha)	12,88	22,76	42,21	101,41	379
Dimension moyenne des parcelles (ha)	1,4	2	4,4	9,3	74,2
Nombre d'ha/ouvrier	8,58	6,89	14,07	22,04	25,60
Arbres fruitiers moyens par exploitation (pommés)	4	23	184	205	1132
Population moyenne du bétail disponible dans l'exploitation	33	45	392	251	6679
Rendement moyen du blé (tonne/ha)	1,9	1,9	2,0	2,1	3,2
Rendement moyen du coton	2,1	1,8	1,8	1,8	1,7
Rendement moyen de la luzerne	8,5	5,2	8,3	5,7	7,9
Rendement moyen de la betterave	23,5	19,2	25,5	14,1	26,9
Rendement moyen du riz	7,0	3,5	4,2	4,3	4,0
Pourcentage des semences sélectionnées dans la totalité des semences de blé	39	42	49	65	98

TABLEAU RECAPITULATIF 1 (SUITE)

	UP5	UP4	UP3	UP2	UP1
Système bancaire comme source de crédit en pourcentage total	33,9	34,1	36,5	49,1	67
Valeur du prêt moyen (rials)	73.157	171.431	131.762	224.246	647.092
Pourcentage des agriculteurs possédant leurs tracteurs	17	22	37	60	69
% des agriculteurs louant leurs tracteurs	84	59	51	32	13
% des agriculteurs utilisant des planteurs	14	12	12	20	35
% des agriculteurs analphabètes	69,5	61,0	50,8	37,7	7,3
% des fils d'agriculteurs restant analphabètes	28,8	19,0	14,6	13,4	00
% des AC dont l'activité principale est l'agriculture	97,9	98,9	93,5	97,6	79,5
% des AC dont la part des revenus annuels provenant d'activités non agricoles est sup. à la moitié	4,8	3,1	9,7	13,3	25,6
% des AC ayant l'intention d'investir dans l'agriculture dans les 2 prochaines années	10	11	17	18	31
% des AC ne pouvant pas investir à cause du manque de capital	88	88	79	63	66
Présence des agriculteurs et des membres de leurs familles dans les champs (notre estimation)	quasi totale	quasi totale	très forte	assez forte	faible

Selon le tableau 1, les groupes UP2, UP3, UP4 et UP5 possèdent en moyenne 101, 42, 22, 12 hectares de terres respectivement, dont 60, 26, 12 et 8 hectares respectivement en cultures irriguées. Ce sont donc, des petites et moyennes exploitations commerciales. On peut considérer toutefois que ces unités d'exploitation sont équivalentes à une exploitation familiale, c'est-à-dire en règle générale à une unité de production exploitée et dirigée grâce au travail d'une famille, mais pouvant faire appel à une faible quantité de travail salarié. C'est ce même type d'exploitation familiale qui a le plus contribué au développement agricole de l'Amérique et d'autres pays.

L'agriculture commerciale de petite et moyenne tailles (voir encore le tableau VII, p467) comprend quelques 440.000 unités, soit 17 % des exploitations totales et occupe 52 % des terres agricoles du pays et envoie sur le marché 64 % de tous les surplus commercialisables. Elle est caractérisée par un volume d'échanges en augmentation et par un accès à une meilleure information. De cela, une économie concurrentielle surgit lentement.

Au lieu de donner la priorité aux grandes unités (agro-business, SAA et UP1) erreur de l'ancien régime iranien, ou de dépendre principalement de micro-unités paysannes et donc négliger sinon pénaliser les unités commerciales de petite, moyenne et grande tailles (ce qui semble être le programme du nouveau régime islamique) il faut, nous le répétons, aider les agriculteurs commerciaux UP3, UP4, UP5, c'est-à-dire les petites et moyennes tailles.

Ainsi nous ne fûmes pas d'accord et nous ne sommes toujours pas d'accord avec Schutjen & Coward quand ils proposèrent de donner une priorité séquentielle aux activités directement productives (ADP) et aux investissements d'infrastructures (II) dans le domaine

agricole dans les pays en développement (1). Nous pensons qu'il ne faut pas généraliser une situation hétérogène et ne pas prendre chacune de ses faces actuelles dans un intervalle de temps différent. Il serait plus raisonnable que nous prenions chaque sous-ensemble de l'agriculture (groupement plus homogène) et proposons les remèdes correspondants. Ainsi pour l'agriculture iranienne, nous pouvons suggérer que des ADP constituent des mesures convenables pour l'agriculture commerciale tandis que pour les très grandes exploitations (SAA, agro-business, UP1) une politique foncière adaptant leurs structures aux formes des unités commerciales moyennes soit propre ; autrement dit, nous proposons une nouvelle réforme agraire. De même pour les micro-unités paysannes, nous proposons des investissements en infrastructures physiques (routes, moyens de transport, etc) sociales (groupement dans les coopératives, alphabétisation, animation rurale, etc ...) institutionnelles (mise sur pied d'un circuit de commercialisation plus efficace ...) et surtout fonciers (remembrement et aide pour l'élargissement de l'échelle afin de transformer les micro-unités paysannes aux petites exploitations commerciales).

Suivant ce modèle, on évitera l'apparition d'un dualisme entre une agriculture déjà commerciale en voie d'industrialisation et une agriculture paysanne semi-traditionnelle ; d'autre part, on bénéficiera des effets de démonstration, de technicité et de capacité d'innovation des exploitations commerciales (UP2, UP5) et le modèle global d'organisation prendra appui sur ces unités. Ces unités **seront** fonctionnellement sinon organiquement liées au modèle global.

Ainsi, l'agriculture commerciale pourrait être un sous-ensemble en croissance (du point de vue du nombre d'exploit-

(1) cf. Section 1.5, dans l'Introduction générale PP. 48-55.

tations, de la taille moyenne des unités, de la productivité du travail, et de la productivité par hectare, et par suite de la production globale et du surplus commercialisable) au sein d'une agriculture en déclin par rapport aux autres secteurs.

Par l'accroissement des quantités de facteurs de production et donc de la production agricole par le remodelage des exploitations de type latifundia asiatique et de type micro-unités traditionnelles, par la diffusion du progrès technique, et par l'industrialisation rurale et surtout par les investissements aux industries agricoles et alimentaires, l'agriculture commerciale pourrait jouer un rôle, non équivoque, lors de l'accession au développement de l'Iran.

A N N E X E S

ANNEXE I - Tableau 1 - Exportations (en millions de dollars)

ANNEXE II - Organigramme de la première phase du projet

ANNEXE III - Questionnaire,

ANNEXE IV - Nombre d'entretiens achevés

ANNEXE V - Analyses statistiques concernant les agriculteurs
commerciaux.

ANNEXE VI - Les forêts et la pêche

ANNEXE VII - Tableau d'input-output de l'année 1965

ANNEXE VIII- Tableau récapitulatif

ANNEXE IX - Les données de l'ordinateur concernant la commerciali-
sation des produits agricoles.

ANNEXE I

TABLEAU I.

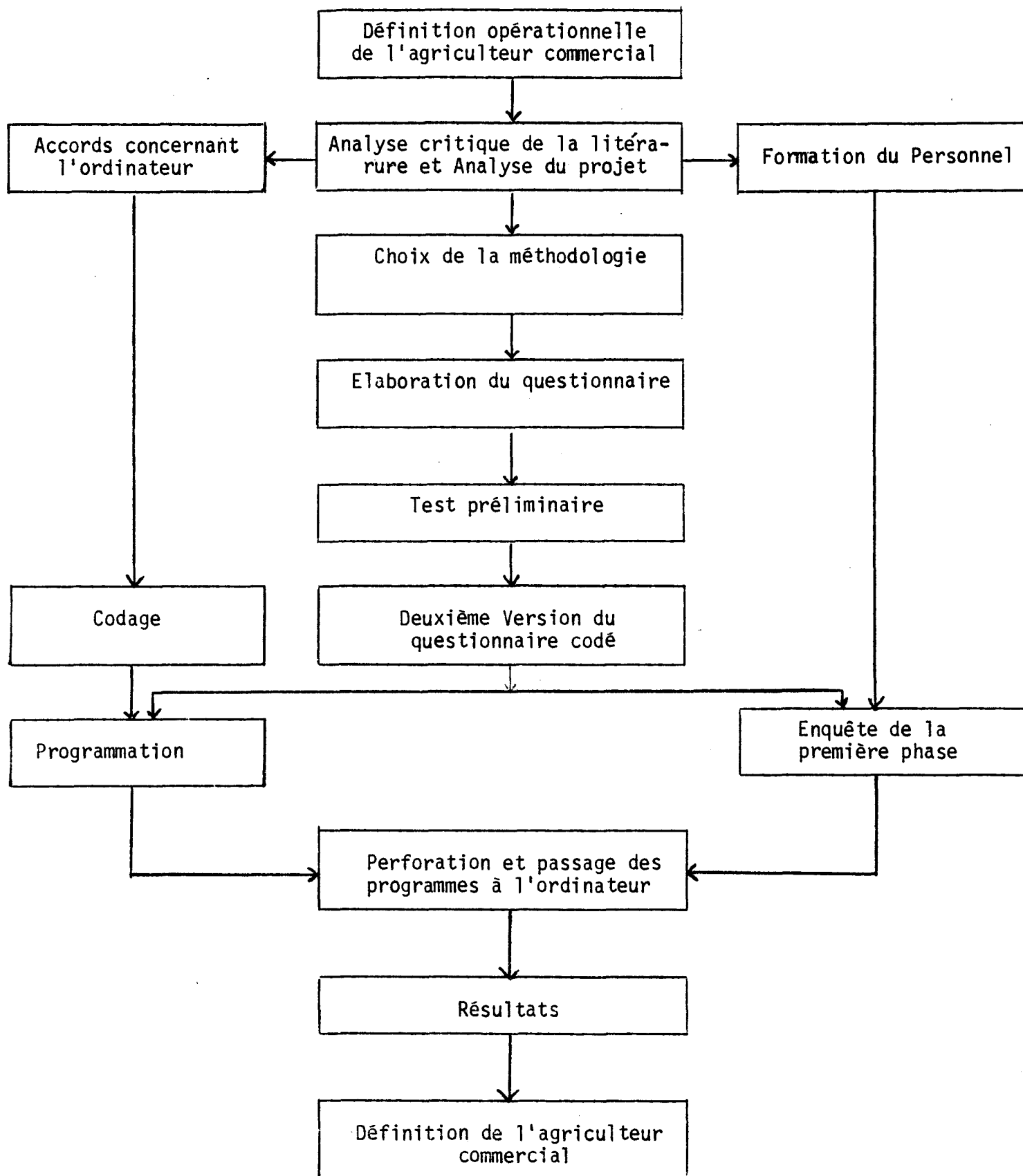
Exportations (en million de Dollars)

RUBRIQUES	1347 1968	1348 1969	1349 1970	1350 1971	1351 1972	1352 1973	1353 1974	1354 1975	1355 1976	1356 1978
I. Produits non pétroliers.	216,9	244,7	272,6	334,6	439,8	634,7	581,5	592,2	539,9	523,2
A.-Exportations traditionnelles	192,3	213,7	226,8	272,9	337,2	529,0	418,4	446,5	383,3	379,5
a) Tapis.....	59,6	59,3	53,9	75,5	90,6	108,0	119,1	105,6	94,5	114,5
b) Coton.....	42,9	49,5	56,6	67,4	78,9	150,1	85,3	136,2	122,3	92,6
c) Fruits.....	22,9	30,0	34,6	35,5	57,4	94,6	71,8	74,7	70,3	90,4
d) Autres.....	66,9	74,9	81,7	94,5	110,3	176,3	276,2	130,0	100,2	82,0
B.-Produits industriels nouveaux.....	24,6	31,0	45,8	61,7	102,6	105,7	163,1	145,7	152,6	143,7
e)-Prod.Chimiques..	6	8,6	13,5	12,0	30,4	21,8	34,1	40,6	50,9	28,2
f)-Chaussures.....	2,9	3,7	6,7	8,4	13,-	11,0	7,4	9,6	5,7	8,1
g)-Vêtements & laina.	4,4	7,5	14,3	23,6	36,0	28,5	44,2	28,7	26,7	23,9
h)-Véhic.de Transp.	1,0	1,8	1,8	4,5	2,0	11,7	21,2	28,3	24,2	9,9
i)-Divers.....	10,3	9,5	9,5	13,2	21,2	32,7	56,2	38,5	45,1	73,6
II. Pétrole et Gaz.....	958,5	1099,8	1268,4	1987,6	2460	4945	18654	19074	20671	20926
Exportation Totale (X)	1175,4	1344,5	1546,3	2332,1	2899,8	5579,7	19235,5	19666,2	21210,9	21449,2

Il convient de remarquer que : $I + II = X$, $A + B = I$, $a+b+c+d = A$, $e+f+g+h+i = B$

Source - calculé à partir de : Banque Markazi (Centrale) Iran, Rapport Annuel 1350 p.124 & Rapport Annuel 1356, P.241 et 236.

ORGANIGRAMME DE LA PREMIERE PHASE DU PROJET



QUESTIONNAIRE

Pour l'Etude de l'Agriculture Commerciale

Code

N° du questionnaire

Code de l'enquêteur Nom de l'enquêteur _____

Nom du village _____

Ostane (Province) _____

Azerbaïdjan Occidental 1

Khorassan 2

Fars 3

Gorgan 4

Province Centrale 5

Bakhsh (Canton) _____

Temps total pour compléter le questionnaire :

Heures:

Minutes:

Caractéristiques du propriétaire ou du gestionnaire de la ferme.

Nom et Prénom : _____

Age en année

Sexe: Homme ☐ Femme ☐

Situation de Famille : Célibataire ☐ Marié ☐ divorcé ☐ autre ☐

Niveau de

L'Education: Analphabètes ☐ Primaire: ☐ Secondaire: ☐

Universitaire : ☐

Emploi : L'agriculture est l'activité principale ☐

L'agriculture est l'activité secondaire : ☐

Nombre d'années passées dans l'agriculture :

- Niveau d'instruction des fils d'agriculteurs :

Nombre d'enfants d'âge non-scolaire:

Nombre d'analphabètes:

Nombre en primaire :

Nombre en secondaire :

Nombre en Universitaire :

- Niveau d'instruction des filles d'agriculteurs.

Nombre d'enfants d'âge non-scolaire	_____
Nombre d'analphabètes.....	_____
Nombre en primaire	_____
Nombre en secondaire	_____
Nombre en Université	_____

- Niveau d'instruction des femmes d'agriculteurs :

Analphabète	_____	Primaire	_____	Secondaire	_____
		Universitaire	_____		

Nombre total des membres de la famille _____

Unité locale pour la superficie -----

Equivalence en mètres carrés -----

Unité locale pour le poids -----

Equivalence en kilogrammes -----

x x x

NIVEAU ET TYPE D'ACTIVITE FONCIERE

Code :

--	--

N° du questionnaire:

--	--	--	--

[illegible]

PRODUITS FRUITIERS.

Code:

N° du questionnaire:

Nombre d'arbres, quantité de production en 1353 .

Espèce d'Arbre:	no.d'arbres en état de maturité	no.d'arbres nouveaux	Superficie en Ha.	Production en Kilos	Vente en Kilos
- POMME					
- POIRE					
- VIGNE					
- GRENADE					
- AMANDE					
- PECHE					
- PISTACHE					
- CERISES					
- NOIX					
- FIGUE					
- COING					
- ABRICOT					
- PRUNE					
- AGRUMES					
- SORBIER					

PRODUCTION VEGETALE EN 1353.

Code :

No. du questionnaire:

[illegible]

MECANISATION : MATERIAUX EXISTANTS SUR LES EXPLOITATIONS.

Code:

No. du questionnaire:

TRACTEUR		CHARRUE à DISQUE		BATTEUSE		MOISSAN.BAT.		CULTIVATEUR		NIVELEUSE		PULVERISATEUR		PLANTOIR		SILLONNEUSE		EPAN.D'ENG		FAUCHEUSE		AUTRES	
Pos	Loué	Pos.	Loué e	Pos.	Loué e	Pos.	Loué e	Pos.	Loué	Pos.	Loué e	Pos.	Loué	Pos.	Loué	Pos.	Loué e	Pos.	Loué	Pos.	Loué e	Pos.	Loué e

- QUELS SONT VOS PROBLEMES EN CE QUI CONCERNE LA MECANISATION DE VOTRE EXPLOITATION ?

- | | | | |
|--|--------------------------|---|--------------------------|
| - Manque de main d'oeuvre | <input type="checkbox"/> | - défaut de coopération des autres agriculteurs | <input type="checkbox"/> |
| - Matériel cher | <input type="checkbox"/> | - Problèmes de fuel et d'huile | <input type="checkbox"/> |
| - Pièces de rechange chères | <input type="checkbox"/> | - Salaires élevés | <input type="checkbox"/> |
| - Eloignement de l'atelier de réparation | <input type="checkbox"/> | - Terres de montagne | <input type="checkbox"/> |
| - Manque de capitaux nécessaires | <input type="checkbox"/> | - Pièces de rechange non disponibles | <input type="checkbox"/> |
| - Manque de rentabilité | <input type="checkbox"/> | - Autres. | <input type="checkbox"/> |
| - Manque de savoir - faire | <input type="checkbox"/> | | |

LES ATELIERS MECANISES ET LES INDUSTRIES RURALES

Code :

No. du questionnaire :

[illegible]

CREDITS ET DEBITS DE L'ANNEE 1352 - 53.

Code :

No. du questionnaire:

CODE	RUBRIQUE	GENRE DE PRET ET SON MONTANT -		DUREE (mois)
		Subvention en espèces (Rls)	Subvention en nature	

CODE : - 01 - COOPERATIVE RURALE

- 02 - LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE L'IRAN

- 03 - LA BANQUE DE COOPERATION AGRICOLE DE L'IRAN

- 04 - LA BANQUE MELLI IRAN

- 05 - LA BANQUE SADERATE

- 06 - AUTRES BANQUES

- 11 - Agents Commerciaux

- 12 - Acheteurs " sur pieds "

- 13 - Commerçants

- 14 - Amis et Parents

- 15 - Autres Provenances

- 16 - USINES.

LE. BETAIL EXISTANT ET SA DIVERSITE

Code :

--	--

N° du questionnaire:

--	--	--

Type de bétail	No.	Natalité annuelle	Mortalité annuelle	ACHAT	
				No.	Montants Rls.

CODE DE VARIETE DES BETAIS

01 - VACHE LAITIERE

02 - TAUREAU

03 - TAURE

04 - VEAU

05 - BOEUF

11 - BREBIS

12 - BELIER

13 - AGNEAU(MALE)

14 - AGNELLE

15 - ANELET.

16 - AGNEAU DE CHAIR

21 - CHEVRE LAITIERE

22 - CHEVRE DE CHAIR

31 - POULE PONDEUSE

32 - POULET DE CHAIR

LE MONTANT DE LA RATION DU BETAIL

Code :

N° du questionnaire

CODES	TYPE DE DENREE	% PRODUIT	% ACHETE	TOTAL DE LA CONSOMMATION.

CODES - 01 - ORGE

- 02 - LUZERNE

- 03 - MAIS

- 04 - MELASSE DE BETTERAVE

- 05 - SEL

- 06 - BLE

- 07 - MEDICAMENTS

- 08 - PAILLE

- 09 - TOURTEAU DE COTON DECORTIQUE

- 10 - SON

- 11 - CONCENTRE

- 12 - FEVEROLE

- 13 - SAINFOIN

- 14 - TREFLE

- 15 - FEUILLES DE BETTERAVE.

- 16 - DIVERS .

PRODUCTION ANIMALE (1353)

Code :

No. du questionnaire:

CODE	Genre de bétail:	CHAIR		PEAUX/TRIPES		ENGRAIS		LAIT		OEUFS.	
		Kilos	Rials	Kilos	Rials	Kilos	Rials	Kilos	Rials	Kilos	Rials
1.	VACHE									-	-
2.	MOUTON									-	-
3.	CHEVRE									-	-
4.	VOLAILLE			-	-			-	-		

LES RESSOURCES EN EAU.

Code:

N° du questionnaire:

CODE	No.	Nom.de sources d'eau.	L'EAU DISPONIBLE (lit / sec)			
			Printemps	Eté	Automne	Hiver

- CODE - 01 - Rivière
- 02 - GHANATS
- 03 - Sources
- 04 - Puits profonds
- 05 - Puits peu profonds
- 06 - Puits artésiens
- 07 - Autres

PROBLEMES AGRICOLES.

- EST-CE QUE VOUS AVEZ DES PROBLEMES CONCERNANT :

L'eau d'irrigation ? Oui ☐ Non ☐

- SI OUI QUEL EST LE PROBLEME PRINCIPAL ?

Pour les Puits

Profonds et

Semi - profonds :

- manque de nappe phréatique convenable ☐

Niveau d'importance ___ /

- Problème de licence ☐

Niveau d'importance ___ /

- Manque de capital ☐

Niveau d'importance ___ /

Pour les Ghanats :

- Manque de possibilités concernant
la nappe phréatique ☐

Niveau d'importance ___ /

- Manque de capital pour l'entretien
des Ghanat ☐ Niveau d'importance ___ /

- défaut de coopération des autres
agriculteurs ☐ Niveau d'importance ___ /

Pour les Rivières :

- Tantième Participa-
tion . ☐

Niveau d'importance ___ /

- Interruption de l'eau en été ☐

Niveau d'importance ___ /

- N'ont pas de débit régulier certaines années ☐

Niveau d'importance ___ /

- Eau mal
canalisée ☐ Niveau d'importance ___ /

- Terres non nivelées ☐

Niveau d'importance ___ /

- POUR UNE AUGMENTATION DE REVENU PREVUE :

a.- Est-ce que vous êtes prêt à consacrer votre terre
à une culture qui vous apporte plus de profit ? ☐

b.- Ou préférez vous continuer la même culture
qu'auparavant ? ☐

- QUELS SONT, D'APRES VOUS, LES FACTEURS ENNUMERES CI-DESSOUS, QUI SE
TROUVANT A VOTRE DISPOSITION POURRAIENT SUBVENIR A VOS BESOINS AGRICOLES.

a.- Davantage de terre	<input type="checkbox"/>	Niveau d'importance	<input type="text"/>
b.- Davantage de crédit	<input type="checkbox"/>	" "	<input type="text"/>
c.- Fourniture d'eau	<input type="checkbox"/>	" "	<input type="text"/>
d.- Ouvriers agricole	<input type="checkbox"/>	" "	<input type="text"/>
e.- Materiel mécanisé	<input type="checkbox"/>	" "	<input type="text"/>
f.- Information agricole	<input type="checkbox"/>	" "	<input type="text"/>

- ETES - VOUS DISPOSE A ALLER EN VILLE SI VOUS Y TROUVEZ UN EMPLOI ?

OUI ☐ NON ☐

- LES VULGARISATEURS VOUS ONT-ILS SUGGERE DE QUELLE FAÇON MODIFIER
LES RATIONS APPORTES AUX ANIMAUX ?

OUI ☐ NON ☐

- AVEZ - VOUS ACCEPTE LEURS PROPOSITIONS ?

OUI ☐ NON ☐

x x x

- SI VOUS AVEZ DES REVENUS SUPPLEMENTAIRES VOUS ALLEZ LES DEPENSER

DANS QUEL BUT CITE CI-DESSOUS ?

- | | | | |
|---|--------------------------|-----------------------|--------------------------|
| a.- Achat d'équipements améliorés
pour la famille..... | <input type="checkbox"/> | - Niveau d'importance | <input type="checkbox"/> |
| b.- Pèlerinages..... | <input type="checkbox"/> | " " | <input type="checkbox"/> |
| c.- Voyages et visites | <input type="checkbox"/> | " " | <input type="checkbox"/> |
| d.- Achat de matériel agricol... | <input type="checkbox"/> | " " | <input type="checkbox"/> |
| e.- Epargne..... | <input type="checkbox"/> | " " | <input type="checkbox"/> |
| f.- Investissement dans
l'agriculture..... | <input type="checkbox"/> | " " | <input type="checkbox"/> |

- COMMENT ETAIENT VOS CULTURES DANS L'ANNEE 1353 ?

BON ☐ MOYEN ☐ MAUVAIS ☐

- COMBIEN AVIEZ-VOUS DE TERRE EN JACHERE ?.... / / / / Ha.

- QUELS ETAIENT LES RAISONS POUR LAISSER CETTE TERRE EN JACHERE ?

- a.- Manque de semances ☐
- b.- Manque de main d'œuvre.... ☐
- c.- Repos du sol jusqu'à la saison des plantations ☐
- d.- Manque d'eau.... ☐
- e.- Autres.... ☐

Expliquer : -----

- QUELS SONT LES MOYENS DE TRANSPORT QUE VOUS UTILISEZ
POUR TRANSPORTER VOS PRODUITS AGRICOLES AU MARCHÉ ?

Semi-remorque ☐ Camionnette ☐ Camion ☐
Chemin de fer ☐ Traction animale ☐
Autres

- MAIN D'OEUVRE AGRICOLE :

QUEL EST LE NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS A PLEIN TEMPS DANS VOTRE
EXPLOITATION

COMBIEN D'ENTRE EUX DEMEURENT SUR L'EXPLOITATION ?

NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS QUALIFIES ?

EST-CE QUE VOUS EMPLOYEZ LES TRAVAILLEURS SAISONNIERS ?

OUI ☐ NON ☐

- Si oui expliquez pour quel genre de travail:

- APPROPRIATION DE L'UNITE DE LOGEMENT :

- Vous êtes propriétaire ... ☐
- Vous êtes locataire ☐
- Vous y habitez gratuitement.... ☐
- Autres moyens d'habitat..... ☐

X X X

- EST-CE QUE VOUS DISPOSEZ D'EQUIPEMENT SUIVANT ?

Un poste de Radio..... ☐ Électricité.. ☐

Auto ☐ Télé..... ☐

- SI VOUS AVEZ LA POSSIBILITE DE STOCKAGE QUELLES SONT SES POSSIBILITES ?

En mètre cube / _____ /

- DE QUELLE MANIERE ETES-VOUS APPROVISIONNE en eau potable

Rivière... ☐ Réseau d'adduction d'eau ☐

Ghanats... ☐ Puits peu profonds ☐

Sources... ☐ Puits profonds... ☐ Autres.. ☐

- EST-CE QUE VOUS AVEZ EU DES PROBLEMES D'IRRIGATION APRES LA REFORME

AGRAIRE ?

OUI

☐

NON

☐

- QUELLE EST LA PART DE VOTRE REVENU ANNUEL PROVENANT D'ACTIVITES

NON - AGRICOLES ?

UN QUART (1/4) ☐ UN TIERS (1/3) ☐ LA MOITIE (1/2) ☐

PLUS DE LA MOITIE ☐ JE N'EN AI PAS... ☐

- SI VOTRE TERRE EST CONSTITUEE DE PARCELLES SEPARÉES

QUEL EST LE NOMBRE DE CES PARCELLES . / / /

X X X

ANNEXE IV
TABLEAU I

NOMBRE D'ENTRETIENS ACHEVES :

(au cours de la deuxième phase)

REGION CATEGORIE	GORGAN	PROVINCE CENTRALE	KHORASSAN	FARS	AZARBAIJAN OCCIDENTAL	TOTAL
TRES GRANDE	3	5	4	3	1	16
GRANDE	4	2	2	0	5	13
MOYENNE	4	1	3	2	1	11
PETITE	2	1	2	2	5	12
GRANDE EXPLOI- TATION DE VILLAGE	1	2	2	2	1	8
T O T A L	14	11	13	9	13	60

ANNEXE V

V.I -REPARTITION DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX A L'INTERIEUR
DE CHAQUE PROVINCE :

Comme on peut le voir sur le Tableau I, 11,3 % des agriculteurs enquêtés de la Province Centrale étaient de très gros agriculteurs commerciaux. Sur les cinq provinces, c'est dans la Province Centrale que le pourcentage des agriculteurs UP1 est le plus élevé. Il en est de même pour les agriculteurs UP2 qui, avec 10,8 % dans la Province Centrale, représentent le groupe le plus important de cette catégorie.

C'est toutefois dans la province de Fars que l'on rencontre la proportion la plus forte d'agriculteurs du groupe UP3 (taille moyenne) (35,94 %) tandis que pour les petits agriculteurs UP4, c'est l'Azerbaïdjan Occidental qui vient en tête (36,46 %); les pourcentages pour les autres provinces ne sont pas très différents.

Apparemment les enquêtés du Gorgan appartiennent surtout aux groupes UP3, UP4 et UP5.

C'est le groupe UP5 qui est relativement le plus important (26,8 %) dans le Gorgan.

V.2.- REPARTITION DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX SELON LEUR
ACTIVITE PRINCIPALE ET LEUR TYPE D'ACTIVITE.

CULTURE IRRIGUEE :

Dans le Gorgan, les très gros agriculteurs commerciaux rencontrés au cours des entretiens ont tous été placés dans la catégorie des agriculteurs pratiquant la culture irriguée.

Ont été également placés dans cette catégorie 94,1% des agriculteurs du Khorassan, 66,7 % de la Province de Fars, 22,2% de la Province Centrale et 0 % de l'Azerbaïjan Occidental. (Voir les Tableaux II à VI)

Dans le Gorgan, 70% des gros agriculteurs UP2 pratiquaient aussi l'irrigation et dans les autres provinces les chiffres sont de 56,2 % pour le Khorassan, 50% pour la province de Fars, 33,3% pour l'Azerbaïjan Occidental et 30% pour la Province Centrale.

Il ressort à l'évidence que dans le Gorgan et le Khorassan les agriculteurs des groupes UP1 et UP2 pratiquent surtout la culture irriguée.

C'est encore le Khorassan qui détient le pourcentage le plus élevé d'agriculteurs moyens et de petits agriculteurs avec 82,5% et 82,8%. Pour les grandes exploitations de village, c'est la province de Fars qui vient en tête avec 100% et comprend le pourcentage le plus élevé d'agriculteurs pratiquant la culture irriguée (Pour plus de détails, voir les Tableaux I à VI).

Tableau I. - POURCENTAGE DES ENQUETES EN FONCTION DE LA TAILLE ET DE LA SITUATION DE LEUR EXPLOITATION

	UP1	UP2	UP3	UP4	UP5	TOTAL	
AZERBAIDJAN Occidental	2,08	8,33	32,29	36,46	20,84	100,0	
KHORASAN	8,67	8,16	23,98	35,21	23,98	100,0	
FARS	4,69	4,69	35,94	31,25	23,43	100,0	
GORGAN	3,04	7,32	28,05	34,76	26,83	100,0	
OSTAN CENTRAL	11,33	10,75	23,66	33,83	20,43	100,0	

Tableau II. — REPARTITION DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX ET DE LEUR ACTIVITE EN FONCTION DE LA TAILLE ET DU TYPE DE LEUR EXPLOITATION DANS LE GORGAN

	Culture irriguée	Culture sèche	Vergers	Gros bétail	Moutons Chèvres	Volaille	TOTAL
Très grande	100,0	-	-	-	-	-	100,0
Grande	70,00	10,00	-	-	20,00	-	100,0
Moyenne	71,88	15,62	-	-	12,50	-	100,0
Petite	60,79	9,80	3,92	-	25,49	-	100,0
Grande exploitation de village	63,42	14,63	2,44	-	19,51		100,0

Tableau III- REPARTITION DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX ET DE LEUR ACTIVITE PRINCIPALE EN FONCTION DE LA TAILLE ET DU TYPE DE LEUR EXPLOITATION DANS LE KHORASAN

	Culture irriguée	Culture sèche	Vergers	Gros bétail	Moutons, Chèvres	Volaille	TOTAL
Très grande	94,12	-	5,88	-	-	-	100,0
Grande	56,20	-	43,80	-	-	-	100,0
Moyenne	82,50	5,00	10,00	-	2,50	-	100,0
Petite	82,75	6,90	6,90	-	3,45	-	100,0
Grande exploitation de village	93,18	2,27	-	-	4,55	-	100,0

Tableau IV- REPARTITION DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX ET DE LEUR ACTIVITE PRINCIPALE EN FONCTION
DE LA TAILLE ET DU TYPE DE LEUR EXPLOITATION DANS LA REGION DE FARS

	Culture irriguée	Culture sèche	Vergers	Gros bétail	Moutons, Chèvres	Volaille	TOTAL
Très grande	66,67	-	33,33	-	-	-	100,0
Grande	50,00	-	50,00	-	-	-	100,0
Moyenne	80,95	-	19,05	-	-	-	100,0
Petite	33,33	-	50,00	-	-	16,67	100,0
Grande exploita- tion de village	100,00	-	-	-	-	-	100,00

Tableau v. - REPARTITION DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX ET DE LEUR ACTIVITE EN FONCTION DE LA TAILLE ET DU TYPE DE LEUR EXPLOITATION DANS L'OSTAN CENTRAL

	Culture irriguée	Culture sèche	Vergers	Gros bétail	Moutons, Chèvres	Volaille	TOTAL
Très grande	22,22	11,11	44,45	-	-	22,22	100,0
Grande	30,00	-	70,00	-	-	-	100,0
Moyenne	29,41	-	58,82	-	5,88	5,89	100,0
Petite	25,00	15,00	30,00	-	30,00	-	100,0
Grande exploitation de village	55,55	-	44,45	-	-	-	100,0

Tableau VI - REPARTITION DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX ET DE LEUR ACTIVITE PRINCIPALE EN FONCTION DE LA TAILLE ET DU TYPE DE LEUR EXPLOITATION DANS L'AZERBAIDJAN OCCIDENTAL

	Culture irriguée	Culture sèche	Vergers	Gros bétail	Moutons, Chèvres	Volaille	TOTAL
Très grande	-	-	100,00	-	-	-	100,0
Grande	33,33	16,67	50,00	-	-	-	100,00
Moyenne	34,88	-	65,22	-	-	-	100,0
Petite	52,00	8,00	36,00	-	4,00	-	100,00
Grande exploitation de village	93,75	-	6,25	-	-	-	100,00

V.3 CULTURE SECHE :

La culture sèche ne constitue en général l'activité principale que d'une faible proportion d'agriculteurs commerciaux.

Dans la Province Centrale c'est le cas pour 11,1% des agriculteurs du groupe UP1 et 15 % des agriculteurs du groupe UP4.

Dans l'Azerbaïdjan Occidental, 16,7 % des agriculteurs du groupe UP2 et 15,6 % du groupe UP4 ; dans le Gorgan, 10 % des agriculteurs du groupe UP2 et 15,6 % du groupe UP3, 9,8 % des agriculteurs UP4 et 14,6 % des agriculteurs du groupe UP5.

Dans le Khorassan les agriculteurs dont la culture sèche est l'activité principale se répartissent ainsi : 5 % dans le groupe UP3 et 2,3 % dans le groupe UP5.

Dans la province de Fars, on n'en a observé aucun.

V.4 - VERGERS :

En ce qui concerne les vergers, les centres les plus importants sont l'Azerbaïdjan Occidental et la Province Centrale.

Dans l'Azerbaïdjan Occidental, 100% des agriculteurs du groupe UP1, 50% du groupe UP2, 65,2 % du groupe UP3, 36 % du groupe UP4 et 6,3 % du groupe UP5 sont des arboriculteurs. Il est évident que c'est dans cette province que l'on observe les plus grands vergers.

Dans la Province Centrale, les arboriculteurs se répartissent ainsi :

- 44,5 % dans le groupe UP1,
- 70,0 % dans le groupe UP2,
- 58,8 % dans le groupe UP3,
- 30,0 % dans le groupe UP4, et
- 44,5 % dans le groupe UP5.

Ces pourcentages indiquent qu'il y a dans cette province des arboriculteurs de toutes tailles.

Dans la province de Fars, 33,3 % des agriculteurs du groupe UP1, 50 % du groupe UP2, 19,1 % du groupe UP3 et 50 % du groupe UP4 ont été classés comme arboriculteurs.

Dans le Khorassan et le Gorgan, on a rencontré moins d'arboriculteurs, d'où des pourcentages moins élevés (pour plus de détails, voir les Tableaux de II à VI).

V.5- LES ELEVEURS DE GROS BETAIL.

A part deux éleveurs de vaches laitières du groupe UP3 qui ont été enquêtés dans la Province Centrale, on n'en a pas rencontré d'autres.

LES ELEVEURS DE CHEVRES ET DE MOUTONS.

On a rencontré très peu d'éleveurs commerciaux possédant plus de 1.250 têtes de moutons et de chèvres. En fait, 20 % seulement des agriculteurs du groupe UP2 dans la province de Gorgan ont été signalés comme tels.

Pour le groupe UP3, on en signale 12,5 % dans le Gorgan, 5,9 % dans la Province Centrale et 2,5 % dans le Khorassan. Quant aux agriculteurs du groupe UP4, 30% dans la Province Centrale, 25 % dans le Gorgan, 4 % dans l'Azerbaïdjan Occidental et 3,5% dans le Khorassan sont des éleveurs de petit bétail. De même dans le groupe UP5, 19,5 % dans le Gorgan et 4,6 % dans le Khorassan sont surtout des éleveurs de moutons et de chèvres.

Comme on le voit, les exploitations que nous avons rencontrées étaient en général de petite taille. Il est également évident que dans le Gorgan on rencontre toutes les tailles d'éleveurs commerciaux de moutons et de chèvres, alors que dans la Province Centrale la plupart d'entre eux n'ont des troupeaux que de 250 à 500 têtes. On observe également l'existence de petites unités de production dans le Khorassan. Dans la province de Fars la production animale n'est pas dominante.

V.6 - LA VOLAILLE.

Dans la Province Centrale, 22,2 % des agriculteurs du groupe UP1 et 5,9 % des agriculteurs du groupe UP3 sont aviculteurs.

A l'exception de la province de Fars où 16,7 % des agriculteurs du groupe UP4 sont aviculteurs, la présente étude ne comporte pas d'autres catégories.

Voir le Tableau VII, pour la répartition des agriculteurs commerciaux et de leur activité principale en fonction de la taille et du type de leur exploitation pour tous les Ostans.

x x x

Tableau VII-REPARTITION DES AGRICULTEURS COMMERCIAUX ET DE LEUR ACTIVITE PRINCIPALE EN FONCTION DE LA TAILLE
ET DU TYPE DE LEUR EXPLOITATION POUR TOUS LES OSTANS

	Culture irriguée	Culture sèche	Vergers	Gros bétail	Moutons, Chèvres	Volaille	TOTAL
Très grande	64,29	2,38	21,43	-	2,38	9,52	100,0
Grande	51,11	4,45	40,00	-	-	4,44	100,0
Moyenne	55,88 55,88	3,85	23,38	1,30	13,64	1,95	100,0
Petite	55,56	10,55	16,11	-	17,78	-	100,0
Grande exploita- tion de village	79,07	6,20	6,98	-	7,75	-	100,0

ANNEXE VI

VI.1 - LES FORETS.

Depuis la nationalisation des forêts en 1963, un contrôle rigoureux assure la protection de toutes les régions boisées.

Une superficie correspondant à 11,5 % du pays entier est recouverte de forêts ou de bois, y compris les versants des montagnes du Zagros ainsi que la riche région Caspienne - source principale de bois industriel.

La production totale de bois en rond en 1968 a été évaluée à 1.565.000 m³.

La récolte de sèves et de résines provenant d'arbrisseaux et arbustes sauvages constitue l'une des activités traditionnelles du pays, et le commerce de la réglisse ainsi que de la gomme adragante et arabe, bien qu'il ne soit plus aussi substantiel qu'autrefois, reste encore très important.

Un programme vigoureux de reboisement, particulièrement dans la région qui entoure Téhéran, s'est achevé avec des résultats médiocrement satisfaisants.

La plupart des forêts, en dehors de la région autour de la mer Caspienne, se compose d'étroites surfaces boisées qui ne peuvent être utilisées industriellement, sauf pour la production du charbon. Les forêts autour de la mer Caspienne possèdent des plantations tempérées et subtropicales qui poussent de façon

dense, mais elles sont pour la plupart inaccessibles en raison du relief abrupt. Malgré ce sérieux handicap, les industries du bois, scierie, laminage, et traitement des plants se sont développées dans cette partie du pays afin de fournir un matériel de travail aux entreprises de construction, aux charpentiers, de même que du bois pour la menuiserie et la tonnellerie.

Les joints en bois et en métal pour la construction des voies ferrées y sont aussi traités. La majeure partie de la population est employée dans la fabrication du charbon plutôt que dans d'autres industries traitant le bois.

Les hauts fourneaux sont largement disséminés dans les régions forestières, bien que, plus récemment, ils aient été implantés surtout près des grands axes de communication. La contribution de secteur forestier au revenu agricole était 2,7 % en 1356, (1978) .

Des quelques 34,205 km² des forêts de la région caspienne seulement 38,9 %, soit 13.309 km² sont considérés comme " commerciales " (1)

En ce qui concerne le commerce forestier, nous remarquons que les exportations pour les neuf mois de l'année 1355 (1977) s'élevaient à 14.463.000 rials, tandis que les importations pour la même période étaient de quelques 6.031.080.000 rials soit 417 fois plus élevé. (2) Quant au tonnage des importations par rapport aux exportations, nous constatons que cette proportion se révèle être 263 fois plus grande.

1.- D'après le tableau 1, " l'Annuaire des Statistiques de 1356.

Op. Cit., P. 320.

2.- Ibid. Tableaux 17 et 18, P.P. 325 - 326.

VI.2 - LA PECHE :

L'Iran a un accès direct à la mer Caspienne et au golfe Persique, mais la pêche y est assez peu développée.

Avant 1952 la conservation des produits de la pêche sur le plan industriel était très peu connue en Iran. C'est en 1952 qu'a été annulé à l'amiable l'accord irano - russe d'après lequel le traitement de tout caviar provenant des eaux Caspiennes était uniquement réservé à l'Union Soviétique ; depuis l'annulation de cet accord la Compagnie Iranienne de Pêche, entreprise Gouvernementale, traite le caviar à ANZELI (Bandar Pahlevi) et à Babolsar. (1)

La production de caviar iranien a atteint en 1976-77, 214 tonnes dont 77 %, soit 165 tonnes a été exporté (2).

D'autres exploitations industrielles de produits de la pêche ont été créées dans les ports de la Caspienne, et depuis 1961 la Compagnie de pêche iranienne a poussé ses activités jusqu'au golfe Persique.

Ces activités ont toutefois été conduites à une échelle très réduite et de façon irrégulière.

Par conséquent l'industrie de la pêche en Iran s'est trouvée plus ou moins dans le marasme.

"L'absence de mise en valeur et le faible degré d'adaptabilité rencontrés il y a dix ans pourraient être attribués à des facteurs non économiques. Les produits de la mer Caspienne destinés au marché intérieur s'épuisaient

-
- 1) - Le meilleur caviar provient d'une variété d'esturgeon habitant uniquement la mer Caspienne. Les oeufs d'esturgeon pondus dans d'autres eaux, bien qu'exploités extensiblement, sont de qualité inférieure.
 - 2) - D'après les Tableaux III et V, Ibid. pp. 353 - 54

en grande partie du fait que la structure du pouvoir en Iran ne permettait pas d'aider les pêcheurs dans la misère et dont l'existence dépendait de ce qu'ils prenaient de la mer et vendaient - l'argent que touchent aujourd'hui les très pauvres paraît à leurs yeux beaucoup plus important que le revenu du lendemain. " (1) W.H. Keddie pense que les " décisions politiques " ont été plus importantes que " le marché ou les besoins humains. "

De même les ressources du golfe Persique n'étaient pas suffisamment exploitées pour permettre de relever le taux de protéines dans l'alimentation iranienne, puisque toutes les démarches de mise en valeur se concentraient sur la production de crevettes pour l'exportation.

Dans ce domaine, la situation des trois dernières années diffère légèrement du passé, et cela parce qu'il y avait une pénurie de viande rouge et de volaille périodiquement dans le pays, ce qui a créé une demande considérable pour les produits de la pêche.

Ainsi les ventes de la Compagnie Iranienne de Pêche - section du golfe Persique - ont triplé de 2.619 tonnes en 1352 à 8.279 tonnes en 1355. (2)

Quelques investissements irréguliers de la part de l'Etat ont été consacrés aux industries annexes (usines de conserve de sardine et de thon).

-
- 1) - W.H. Keddie, " Fish and Futilitie in Iranian Development " dans le Journal of Developing Areas, Vo. 6 N° 1, 1972.
 - 2) - D'après le Tableau 19 de " l'annuaire des statistiques 1356 " Op. Cit., P. 359.

Quand nous considérons que l'Iran est un pays très vaste et relativement chaud nous sommes convaincus que les industries de conserves des produits de la pêche sont la clé du développement de ce secteur. Les produits de la mer pourraient être de cette façon pratique, conservés, stérilisés dans un récipient hermétiquement clos et envoyés ensuite sur le marché.

C'est donc avec regret que nous constatons qu'il n'y a eu aucun progrès considérable dans ce domaine. Les chiffres suivants font témoignage . (1)

Produits	1346	1354
- Conserve de thon (en milliers de boîtes)	1 387	2 839
- Conserve de sardines (en milliers de boîtes)	610	259
- Farine de poisson (destinée aux aliments de bétail). (en tonnes)	134	147

1) - D'après le tableau 18, Ibid. P. 358.

INPUT OUTPUT TABLE FOR THE IRAQIAN ECONOMY: 1965 (in million dinars)

[illegible]

: TABLEAU RECAPITULATIF

		DF_1	PB_1	$+\Delta PB_1$	$+\Delta VA_1$		
CAS I	A	64597	135174	4051	3500	$\left\{ \begin{array}{l} \bar{X} = 1266 \\ \sigma = 1476,4 \end{array} \right. \Rightarrow C.V. = 1,16$	
	IAA	76711	108113	7816	1993		
	AI	80480	115304	112	57		
	P+M	81277	109504	88	70		
	S	139499	181492	850	711		
CAS II	A	64597	132047	924	798	$\left\{ \begin{array}{l} \bar{X} = 1480 \\ \sigma = 1999,6 \end{array} \right. \Rightarrow C.V. = 1,35$	
	IAA	69737	101467	1170	298		
	AI	88525	125043	9851	5024		
	P+M	81277	109860	444	355		
	S	139499	181750	1108	927		
CAS III	A	64597	135838	4715	4073	$\left\{ \begin{array}{l} \bar{X} = 1481 \\ \sigma = 1708 \end{array} \right. \Rightarrow C.V. = 1,15$	
	IAA	77785	109347	9050	2308		
	AI	80480	115365	173	88		
	P+M	81277	109416	122	97		
	S	139499	181646	1004	840		

PU=1

PU1

حک

Sold By	Himself		Rural Coop		Buyers coming to village		Green-Buyers		Factories		Stocked	
	بازار فروش	شخصاً	شرکت تعاونی	خریداران که به ده میروند	سلف	کارخانه	انبار شده	ادرسد	اتعداد	ادرسد	اتعداد	ادرسد
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Irrig. Wheat	گندم آبی	27.0	37.0	0.0	0.0	2.0	28.6	1.0	25.0	0.0	0.0	0.0
Rainfed Wheat	گندم دیم	4.0	5.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Irrig. Barley	جو آبی	11.0	15.1	0.0	0.0	2.0	28.6	1.0	25.0	1.0	4.0	0.0
Rainfed Barley	جو دیم	2.0	2.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Irrig. Peas	نخود آبی	3.0	4.1	0.0	0.0	1.0	14.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rainfed Peas	نخود دیم	2.0	2.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	100.0
Cotton	پنبه	9.0	12.3	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0	50.0	10.0	40.0	0.0
Alfalfa	یونجه	3.0	4.1	0.0	0.0	2.0	28.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Sugarbeet	چغندر قند	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	14.0	56.0	0.0
Oilseed	دانه های روغن	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Corn	ذرت	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rice	برنج	9.0	12.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Others	غیره	3.0	4.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	جمع	73.0	100.0	0.0	0.0	7.0	100.0	4.0	100.0	25.0	100.0	1.0

ANNEXE IX
DONNÉES DE L'ORDINATEUR CONCERNANT LA COMMERCIALISATION
DES PRODUITS AGRICOLES (5 pages)

PU = 20

PU₂

	Sold By	کند											
		Buyers coming to village	Green-Buyers	Factories	Stocked	کارخانه		سلف		خریداران که به ده میروند		شرکت تعاونی	
		Himself	Rural Coop	Himself	Rural Coop	Himself	Rural Coop	Himself	Rural Coop	Himself	Rural Coop	Himself	Rural Coop
		اقتصاد	اقتصاد	اقتصاد	اقتصاد	اقتصاد	اقتصاد	اقتصاد	اقتصاد	اقتصاد	اقتصاد	اقتصاد	اقتصاد
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Irrig. Wheat	آب آبی	22.0	28.9	1.0	100.0	3.0	33.3	2.0	33.3	0.0	0.0	0.0	0.0
Rainfed Wheat	گندم زم	3.0	3.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Irrig. Barley	جو آبی	9.0	11.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rainfed Barley	جو زم	3.0	3.9	0.0	0.0	2.0	22.2	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	100.0
Irrig. Peas	نخود آبی	3.0	3.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rainfed Peas	نخود زم	3.0	3.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Cotton	پنبه	14.0	18.4	0.0	0.0	2.0	22.2	3.0	50.0	3.0	30.0	0.0	0.0
Alfalfa	بوجله	3.0	3.9	0.0	0.0	2.0	22.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Sugarbeet	چغندر قند	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	7.0	70.0	0.0	0.0
Oilseed	دانه های روغن	1.0	1.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Corn	ذرت	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rice	چرچ	13.0	17.1	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	16.7	0.0	0.0	0.0	0.0
Others	غیره	2.0	2.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total	جمع	76.0	100.0	1.0	100.0	9.0	100.0	6.0	100.0	10.0	100.0	1.0	100.0

PV=3

PU 3

	Sold By	Buyers coming to Village											
		Green-Buyers	Factories	Stocked	انبار شده	کارخانه	سلف	خریداران کهنه و میروند	شرکت تعاونی	شخصا	بازار فروش		
		ادرسد	ادرسد	ادرسد	ادرسد	ادرسد	ادرسد	ادرسد	ادرسد	ادرسد	ادرسد	No.	%
Irrig. Wheat	گندم آبی	70.0	23.4	3.0	33.3	9.0	25.7	6.0	30.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rainfed Wheat	گندم دیم	20.0	6.7	0.0	0.0	3.0	8.6	1.0	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Irrig. Barley	جو آبی	36.0	12.0	0.0	0.0	7.0	20.0	1.0	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rainfed Barley	جو دیم	12.0	4.0	0.0	0.0	3.0	8.6	1.0	5.0	0.0	0.0	1.0	33.3
Irrig. Peas	نخود آبی	28.0	9.4	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0	10.0	0.0	0.0	1.0	33.3
Rainfed Peas	نخود دیم	12.0	4.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	33.3
Cotton	پنبه	50.0	16.7	4.0	44.4	4.0	11.4	9.0	45.0	26.0	63.4	0.0	0.0
Alfalfa	پولچه	9.0	3.0	0.0	0.0	1.0	2.9	0.0	0.0	1.0	2.4	0.0	0.0
Sugarbeet	چغندر قند	1.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	14.0	34.1	0.0	0.0
Oilseed	دانه های روغن	1.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Corn	ذرت	1.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rice	برنج	52.0	17.4	2.0	22.2	6.0	17.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Others	غیره	7.0	2.3	0.0	0.0	2.0	5.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total	جمع	299.0	100.0	9.0	100.0	35.0	100.0	20.0	100.0	41.0	100.0	3.0	100.0

	Sold By	Buyers coming to Village											
		Himself	Rural Coop	Green-Buyers		Factories		Stacked					
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Irrig. Wheat	بازار فروش	79.0	27.1	1.0	25.0	4.0	13.8	2.0	12.5	0.0	0.0	1.0	16.7
Rainfed Wheat	گندم دیم	11.0	3.8	1.0	25.0	1.0	3.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Irrig. Barley	جو آبی	33.0	11.3	0.0	0.0	2.0	6.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rainfed Barley	جو دیم	8.0	2.7	0.0	0.0	1.0	3.4	1.0	6.3	0.0	0.0	2.0	33.3
Irrig. Peas	نخود آبی	22.0	7.6	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	6.3	0.0	0.0	0.0	0.0
Rainfed Peas	نخود دیم	12.0	4.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Cotton	پنبه	41.0	14.1	1.0	25.0	8.0	27.6	12.0	75.0	15.0	44.1	1.0	16.7
Alfalfa	برنج	8.0	2.7	0.0	0.0	1.0	3.4	0.0	0.0	1.0	2.9	0.0	0.0
Sugarbeet	چغندر قند	1.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	15.0	44.1	0.0	0.0
Oilseed	دانه های روغن	1.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	2.9	0.0	0.0
Corn	ذرت	1.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rice	چرچ	59.0	20.3	1.0	25.0	10.0	34.5	0.0	0.0	1.0	2.9	1.0	16.7
Others	غیره	15.0	5.2	0.0	0.0	2.0	6.9	0.0	0.0	1.0	2.9	1.0	16.7
Total	جمع	291.0	100.0	4.0	100.0	29.0	100.0	16.0	100.0	34.0	100.0	6.0	100.0

PV = 4

PU

	کسب و کار													
	Sold By	Himself		Rural Coop		Buyers coming to Village		Green-Buyers		Factories		Stocked		
	بازار فروش	شخصی		درخت تعاونی		خریداران میروند به روستا		سبز		کارخانه		انبار شده		
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	
Irrig. Wheat	گندم آبی	47.0	27.6	2.0	18.2	7.0	23.3	2.0	12.5	0.0	0.0	1.0	50.0	
Rainfed Wheat	گندم دیم	10.0	5.9	0.0	0.0	2.0	6.7	1.0	6.3	0.0	0.0	0.0	0.0	
Irrig. Barley	جو آبی	22.0	12.9	1.0	9.1	3.0	10.0	0.0	0.0	1.0	2.5	0.0	0.0	
Rainfed Barley	جو دیم	4.0	2.4	0.0	0.0	1.0	3.3	1.0	6.3	0.0	0.0	1.0	50.0	
Irrig. Peas	نخود آبی	9.0	5.3	0.0	0.0	1.0	3.3	2.0	12.5	0.0	0.0	0.0	0.0	
Rainfed Peas	نخود دیم	10.0	5.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Cotton	پنبه	38.0	22.4	8.0	72.7	3.0	10.0	10.0	62.5	9.0	22.5	0.0	0.0	
Alfalfa	برنج	1.0	0.6	0.0	0.0	1.0	3.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Sugarbeet	چغندر قند	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	27.0	67.5	0.0	0.0	
Oilseed	دانه های روغن	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	2.5	0.0	0.0	
Corn	ذرت	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Rice	برنج	25.0	14.7	0.0	0.0	8.0	26.7	0.0	0.0	2.0	5.0	0.0	0.0	
Others	غیره	4.0	2.4	0.0	0.0	4.0	13.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Total	جمع	170.0	100.0	11.0	100.0	30.0	100.0	16.0	100.0	40.0	100.0	2.0	100.0	

PU₅

P.V. = 5

B I B L I O G R A P H I E

A) SOURCES

- Bank Markazi Iran, (La banque centrale de l'Iran)
Rapport annuel : 1349, 1350, 1354 & 1356, 1357 en (Persan) - Téhéran.
- The Bank of Iran and the M.E.,
Iran : Economic Review of the year, Téhéran, 1350.
- Centre des Statistiques de l'Iran,
"Annuaire Statistique de l'Iran 1355 "Téhéran 1356.
"Annuaire Statistique de l'Iran 1356" Téhéran 1357.
"Résultats des recensements Agricoles de 1351", Téhéran Mordad 1353.
- Centre des Statistiques de l'Iran,
"Résultats des recensements agricoles de 1353 (1974), Phase II"
Téhéran, Esfand 1355 (Mars 1976).
"Résultats des recensements agricoles de 1356", Téhéran, Esfand 1356.
- Centre des Statistiques de l'Iran,
"Résultats préliminaires de recensement rural de 1356 (1975-1976)"
Téhéran, Esfand 1356 (Mars 1977).
- E.I.U. Economic Review,
"Iran", London annual reports 1972, 1979.
- FAO
"Agricultural Development and Employment Performance and Planning"
Rome, FAO, 1974.
- Foreign Trade Statistics of Iran :
Annuaire des années 1351, 1353, 1354
Téhéran 1352, 1354, 1355.

- Ministère de l'Economie,
"Industrial Guide to Iran", Téhéran 1968.
- Ministère de l'Education,
"Rapport Annuel 1348-1350" Téhéran, 1350.
- Ministère de la Science et de l'Enseignement Supérieur,
Bulletin de la Conférence de Rezaiyeh sur l'Enseignement Supérieur
en Agronomie, 2-5 Azar Téhéran 1354.
- Organisation des Nations-Unies,
"Measures for the Economic Development of Under Developed Countries",
New-York, 1951.
- Organisation du Plan,
5ème Plan de Développement (en persan), Téhéran 1352.
- Organisation du Plan,
"Fourth National Development Plan 1968-72, Téhéran 1968.
"Report of the Performance of the Third Development Plan, Téhéran 1347.
"Outline of the Third Plan 1341-46", 1342 Téhéran.
"Rapport du Deuxième Plan de Développement à Sept ans", Téhéran 1343.
"Tendances économiques de l'Iran", Division de l'Informatique,
4ème édition, Téhéran, 1977.

B) THESES :

- ARAINEJAD (M.), "Le commerce intérieur et le système de distribution des marchandises en Iran", thèse, Université de Paris V, 1979
- DAGENAIS (F.), "L'économie du Complexe Agro-industriel", Thèse, Faculté de Droit des Sciences Economiques, Montpellier, 1972.
- DERA KHCHANDEH (H.), "La Planification économique en Iran", Thèse, Université de Paris 1, Paris 1976.
- HOBKHOO (A.), "Le Développement Economique en Iran et la Recherche Opérationnelle", Thèse, Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Montpellier, 1974.
- RACHIDZADEH (E.), "Le Secteur Rural et le Développement Economique : le Cas de l'Iran", Thèse n° 309, Université de Genève, 1978.
- YOUNESSI (B. E.), "La place de l'agriculture dans l'économie iranienne", Thèse, Université de Paris, 1977.

C) OUVRAGES :

- ALBERTINI (J.M.), "Les mécanismes du sous-développement", Ed. Ouvrières, Paris, 1967.
- AMUZEGAR, JAHANGIR & FEKRAT (A. I.), "Iran Economic Development under dualistic conditions", University of Chicago Press, U.S.A., 1971.

- ANGELOPOULOS (A.), "Le Tiers-Monde face aux pays riches : perspectives pour l'an 2.000", PUF, Paris, 1973.
- AYDALOT (Ph.), "Essai sur le théorie du développement", Paris : Cujas, 1971.
- BADOUIN (R.), "Développement rural", Collection U, A. Collin, Paris, 1971.
- BADOUIN (R.), "L'agriculture et accession au développement" Ed. Pédone, Paris, 1967.
- BADOUIN (R.), "Le rôle du secteur agricole dans la phase initiale du développement économique", RSLF, Paris, 1960.
- BADOUIN (R.), "Les agriculteurs de subsistance et le développement économique", Pédone, Paris 1975.
- BALDWIN (G.B.), "Planning and Development in Iran", John Hopkins Press Baltimore, 1967.
- BARRERE (A.), "Déséquilibres économiques et contre-révolution Keynésienne", Economica, Paris 1979.
- BARRERE (A.), "Le développement divergent", Economica, Paris, 1978.
- BEHNAM (J.) & RASSEKH, "Introduction à la Sociologie en Iran", Téhéran 1350.
- BEHRANG, "Iran : le maillon faible", Cedetim, édition François MASPERO Paris, 1979.

- BEHRANGUI (S.), "Kandokavi dar Massael Tarbiyati Iran", Amirkabir, Co. Téhéran, 1350.
- BHARIER (J.), "Economic Development in Iran 1900-1970, Oxford University Press, London, 1971.
- BOSERUP (E.), "The conditions of agricultural growth", George Allen & Urwin Ltd, London, 1965.
- BOUDEVILLE (J.), "Les programmes économiques", Collection "Que sais-je ?" Paris, 1969.
- BUBLLOT (G.), "Economie de la Production Agricole", Edition Vander, Louvain, Belgique, 1974.
- CAMBRIDGE HISTORY OF IRAN (The), Vol. 1 "The land of Iran", Cambridge University Press, 1968.
- COALE (A.J.) & HOOVER (E.M.), "Population growth and economic development in low-income countries : a case of India's prospects". Princeton University Press, New-Jersey, 1958.
- FARCY (H. de), "L'Economie agricole", Paris : Sirey, 1970.
- FAROUGHY (A.) & REVERIER (J. L.), "L'Iran contre le Chah", Edition Jean-Claude Simoën, Paris 1979.
- FISHER (W.B.), "The Middle East", Oxford University Press, 1970.
- FISHER (W.B.), "The Middle East, a physical, social and regional geography, Methuen et Co., Londres, 1971.

- HARBISON (F.) & MEYER (Ch.), "Education, Manpower and Economic growth", New York Mc Graw-Hill Co, 1964.
- HIGGINS (B.), "Economic Development", W.W. Norton & Co, New-York, 1959.
- HIRSCHMAN (A. O.), "Development projects observed", Washington D.C. Brookings Institution, 1967.
" The strategy of Economic Development", Yale University Press, Newhaven, 1967.
- HOUEE (P.), "Les étapes du développement rural", Ed. Ouvrières, Paris, 1972.
- IRAN CHAMBER OF COMMERCE,
INDUSTRIES ET MINES,
"Iran in the 1970's", Téhéran, 1971.
- ISLAM (N.), "Agricultural Policy in Developing Countries", London Mc Millan Press Ltd, 1974.
- KEYNES (J. M.), "The general Theory of Employment, Interest and Money", Harcourt, Brace & Co, London 1936.
- KHOSRAVI (K.), "Problème de paysannerie et problème foncier" Téhéran 1979.
- KRISHNA (R.), "Agricultural Price Policy and Economic Development" dans H. M. Southworth & B.E., Johnstons éditions, "Agricultural Development and Economic Growth", Cornell University Press, Ithaca, 1967.

- KUZNETS (S.), "Six lectures on economic growth", the Free Press of Gleneol, New-York, 1960.
"Croissance et structure économique", Ed. Calmann-Levy, Paris, 1972.
- LAMBERT (D.C.), "Les Economies du tiers-monde", Paris 1974.
- LAMBTON (A. K. S.), "Landlord and Peasant in Persia", Oxford University Press, 1951.
- LEIBENSTEIN (H.), "Economic Backwardness and Economic Growth", John Wiley, New-York, 1957.
- LELONG (P.) & WILDE (R. de), "Les marchés agricoles", P.U.F., Paris, 1979.
- LEONTIEF (W.), "The Structures of Development" in Technology and Economic Development Pelican Book, 1965
- LEWIS (A. W.), "The principles of Economic Planning", Urwinbook, Londres, 1968.
- MALASSIS (L.), "Agriculture et Processus du développement", Unesco, Paris 1973.
- MALASSIS (L.), "Economic Development and the Programming of Rural Education", Unesco, Paris 1966.
- MALEK (H.), "Un rapport sur les problèmes agricoles du pays et les possibilités de les confronter" Editions : Centre de recherches iraniennes, Téhéran, 30 Tir., 1357.

- MEIER & BALDWIN, "Economic Development", New York, 6ème édition, 1964.
- MELLOR (J. W.), "The Economics of Agricultural Development", Cornell University Press, Ithaca, New York, 1966.
- MIGUEL-SCHWERBER (J.), "Le remembrement rural", Lib. Techniques, Paris, 1967.
- MORRISON (Ch.), "La répartition des revenus dans les pays du tiers-monde", Ed. Cujas, Paris 1968.
- MOUSSA (P.), "Les Nations propriétaires", PUF, Paris 1959.
- MYINT (H.), "The Economics of Developing Countries", Hutchinson University Press, 3rd Edition, 1967.
- NICHOLLS (W.), "The Place of agriculture in economic development", in Eicher, Carle & L.W. Witt, "Agriculture in Economic Development", Mc Grow - Hill, New-York, 1964.
- PASSET (R.), "L'Economie et le Vivant", Payot, Paris, 1979.
- PASSET (R.), "Politiques de développement", Dalloz, Paris 1969.
- PENOUIL (M.), "Economie du développement", Dalloz, Paris, 1972.
- PENOUIL (M.), "Socio-économie de sous-développement", Dalloz, Paris, 1979.
- PERROUX (F.), "L'économie du XXème Siècle", PUF, 1961.

- PERROUX (F.), "Les techniques quantitatives de la Planification", PUF, Paris, 1965.
- PIATIER (A.), "Radioscopie des communes de France, ruralité et relations villes-campagnes" Economica, Paris, 1979.
- PLATEAU (J. Ph.), "Les Economistes classiques et le sous-développement", Tmes 1 et 2, PUF, Paris, 1978.
- ROSIER (B.), "Structures agricoles du développement économique", Mouton & Cie, Paris, 1968.
- ROSTOW (W. W.), "Les étapes de la croissance économique", Paris, Seuil, 1962.
- RUDOLFF (M.), "Economie politique du tiers-monde", Paris, Ed. Cujas, 1968.
- SNODGRASS (N. M.) & WALLACE (L. T.), "Agriculture, Economics and Growth", Appleton, Century, Crofts, New York, 1964.
- SUNDERLAND (E.), "Pastoralism, Nomadism and the Social Anthropology of Iran" in the Cambridge History of Iran. Cambridge University Press, Vol. 1, 1968.
- THORBECKE (E.), "The role of Agriculture in Economic Development" Columbia University Press, New York, 1969.
- VELLAS (P.), "Moyens sociaux du développement économique", PUF, PARIS 1968.
- VIAU (P.), "L'agriculture dans l'économie", Ed. Ouvrières, Paris 1967.

- VIEILLE (P.), "La féodalité et l'Etat en Iran", Edition Anthropos, Paris, 1975.
"Impérialisme, absolutisme, réforme agraire", dans Pétrole et Violence : terreur blanche et résistance en Iran, sous la direction de Paul VIEILLE et ABOL-HASSAN BANISADR, édition Anthropos, Paris 1974.

D) ARTICLES ET RAPPORTS :

- AJAMI, ISMAIL, "Agricultural and rural développement in Iran", in Iran Past Present and Future, New York, Aspen institute of humanistic of humanistic studies, 1976.
- AJAMI (I.) & AMIN (Y.), "Agrarian reform and institutional innovation in the development of agriculture in Iran", Etude présentée à "LAND TENURE CENTER", University of Wisconsin, U.S.A., July 14-22, 1977.
- AJAMI (I.), "Troisième stratégie", Etude présentée à l'Université de Pahlavi de Shiraz, 11-14/2/1357.
- AMIN (S.), "Développement et transformation structurelles : l'expérience de l'Afrique 1950 - 1970", in Economie Rurale N° 88, 1971.
- AMUZEGAR (J.), "Administrative Barriers to Economic Development in Iran" in Middle East Economic Papers, 1958
"Iran's Economic Once Again", in Middle East Economic Papers 1957.
- ARESVIK (O.), "Basic questions of iranian agricultural Policy" Etude présentée à la conférence sur la politique agricole de l'Iran à l'Université de Shiraz, Khordad, 1357.

- AYDALOT (Ph.), "Comportement économique : structure agraire et développement" in Revue Economique N° 2, Mars 1966, PP. 288 - 306.
- BALTA (P.), "La paysannerie à l'encan", dans le Monde, 19 Janvier 1979.
- BAYBORDI (M.), "Ghanats of : Drainage of sloping Aquifer" in the Journal of the irrigation and drainage division, Vol. 100, Septembre 1974, PP. 245 - 253.
"Possibilité de développement agricole en Iran" dans Rastakhiz, N° 852-5, 8-11 décembre 1356.
- B.I.R.D., "Etude de l'économie agricole de l'Iran", fait pour la Banque du Développement Agricole, mémo., 1974.
- BRUN (T. A.) & DUMONT (R.), "Développement agricole et risque de dépendance alimentaire : le cas de l'agriculture iranienne", dans Problèmes Economiques n° 1571, Mai 1978.
- CANEDA (H.), "Employment and Income Policies for Iran", document d'étude de mission, N° 111 - B.I.T., Genève, Fev. 1973.
- CASTEL (P.), "L'agro-business et l'alimentation mondiale" dans Problème Economique, N° 1.577, 14 Juin 1978, PP. 26 - 31.
- CHENERY (H. B.), "The pattern of Industrial Growth" in American Economic Review, Septembre 1960.
- DORE (R.), Deschool : try using school for developing world : the Education impasse in the developing world, I.D.S., Discussion paper, N° 6, Université de Sussex, Brighton, 1972.
- DROUIN (P.), "Le Monde : dossiers et documents, sur "le sous-développement", Oct. 1979.

- DUMONT (R.), "Quelques remarques sur la situation agricole de l'Iran en 1976", mémo, Institut National Agronomique, 1976.
"Les problèmes agricoles des Amériques latines", CNRS, Paris, 1967.
- ESLAMI (M.), "Analyse des structures socio-économiques de l'agriculture de l'Iran", in Economies et sociétés, tome VIII N° 5
Mai 1974, PP. 599 - 618.
- FEDER (E.), "How agribusiness operates in underdeveloped agricultures myths and reality" in Development and change, Harvard Business School N° 7, 1976, PP. 413 - 443.
- HARBISON (F.), "Human resources development planning in modernizing economies" in International Labor Review, Vol. LXXXV, N° 5,
Mai 1962.
- HILL (J.), "Fertilizer supply and demand in CENTO countries - Iran",
in Report of the CENTO on Fertilizers, Ankara, 1969.
- HOBKHOO (A.), "Barresi Nirouye Ensani dar Keshavarzi Iran" (Evolution de la Force ouvrière dans l'Agriculture de l'Iran), Banque du Développement Agricole, Téhéran, Juin 1978.
"Etude d'Input-Output et le complexe agricole en Iran", dans Iranian Economic Review ; Revue iranienne d'économie, Université de Téhéran N° 5 et 6, 1978, PP. 111 - 143.
- INTERNATIONAL LABOUR OFFICE (BIT), "Employment and Income Policies for Iran", Geneva 1973.

- KEDDIE (A. H.), "Fish and Futility in Iranian development", in Journal of Developing Areas, Vol. 6 N° 1, 1972.
- LEWIS (A. W.), "Economic Development with unlimited supply of labour" The Manchester School, 1951.
"Education and Economic Development" in International Social Science Journal, Vol. XIV, N° 4, 1962.
"Priorities for Educational Expansion" Policy conference on Economic Growth and Investment in Education, OCDE Washington 1961.
- MALASSIS (L.), "Analyse du développement", Mémo. Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, 1970.
" Développement Economique et Emploi Agricole" in Economies & Sociétés, N°1 Janvier 1968.
" La structure et l'évolution du complexe agri-industriel d'après la comptabilité nationale française" in Economie et société, Tome III N° 9 Septembre 1969, PP. 1667 - 1687.
- MASSON (D.), "Méthode de triangulation du Tableau européen des échanges interindustriels", dans Revue Economique, N° 2 Mars 1960.
- MEHERAN (G.), "Agribusiness Opportunities in Iran", The agribusiness Council Inc. New York, June 1970.
- NAGHAVI (S.), "Iranian Gas Trunk line", Bulletin de l'Institut Iranien du Pétrole, Décembre 1968.
- NIKGOHAR (A. H.), "Quelques observations sur la Réforme Agraire Iranienne", dans Revue Française de Sociologie, N° XVI, suppl. 1975.

- Office des Statistiques des Communautés Européennes, "Coefficients directs et matrices inverses des Tableaux entrées - sorties pour les pays de la CEE", Documents internes, Bruxelles, 1967.
- PSACHARAPOULOS (G.), WILLIAMS (G.), "Education and vocational training" Employment and Income Policies for Iran, BIT, N° VIII, Février 1973.
- REZA ZADEH (A.), "Lettre aux éditeurs", dans Rastakhiz (en Persan) 30 Novembre 1355.
- RICHARDS (H.), "Land Reform and Agribusiness in Iran", in Middle East Research and Information Project, Report N° 43, 1976.
- SAEDLOO (H.), "A critique of "a policy for agricultural development at the poles of soils and water" dans Tahgigate Egtesadi Quaterly Journal of Economic Research Vol. IV, N° 25 et 26, 1972.
- SHUTJEN (A. W.) & COWARD (E. W.), "Planning agricultural development the matter of priorities", The Journal of Developing Areas, Vol. 6, N° 1, Octobre 1971.
- WASHINGTON D.C. GOVERNMENT PRINTING OFFICE, "The world food problem", May 1967.
- ZEMOR (O.), " Iran : la révolution culturelle contre l'université" dans le Monde de l'Education, Juillet-Août 1980

E) JOURNEAUX ET PERIODIQUES :

- AYANDEGAN

24/4/1358.

- BAMDAD

5/08/1358

29/08/1358

- ENGHELAB ESLAMI

4/06/1359

6/04/1359

- ETELAAT

12/03/1359

- FINANCIAL TIMES

12/09/1978

- KEYHAN : N° datés

17/01/1356 2/06/1355 22/12/1974

22/07/1355 18/06/1357 4/08/1359

19/01/1959 7/04/1357 8/10/1357

- LE MONDE

20/01/1981, P. 26

- "LES ECHOS : LE QUOTIDIEN DE L'ECONOMIE", Paris, 5 Mars 1981, P. 5

- "LE NOUVEL ECONOMISTE" (Paris), 12 Janvier 1981, P. 41.

- MARZHAVE (Journal en Persan)
N° 22, Téhéran, 1356.

- RADIO IRAN, Journal

31/12/1980.

TABLE DES MATIERES.

LA PLACE ET LE ROLES DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE DANS LE DEVELOPPEMENT IRANIEN.

INTRODUCTION GENERALE :

Pages:

CHAPITRE 1. - Un rappel des problèmes généraux relatifs à la place et au rôle de l'agriculture dans le développement.

1.1.-	Le Développement.	9
1.2.-	Le Rôle du Secteur Agricole dans le processus du Développement	14
1.3.-	Les Etapes du Développement Agricole et Alimentaire	26
1.4.-	Les Economies - Sous-Développées et la Spécificité de leur Agriculture	43
1.5.-	Les composantes et la philosophie de la modernisation de l'Agriculture.....	50

CHAPITRE 2. - La Performance de l'Agriculture Iranienne : Un Appel à une vision nouvelle .

2.1.-	L'Agriculture iranienne: une vue d'ensemble.	59
2.2.-	La production globale et l'Evolution des rendements.....	66
2.3.-	L'évolution de la consommation des produits agricoles.....	71
2.4.-	L'augmentation croissante des Importations alimentaires.....	73
2.5.-	Examen des différents types d'exploitations Agricoles	77

CHAPITRE 3 - Problématique et méthodologie de l'Enquête

3.1.- Les objectifs de l'enquête	90
3.2.- Présentation de la méthodologie choisie	92
3.2.1. Hypothèses opérationnelles de la première phase	96
3.2.2. Cadre géographique	97
3.2.3. Aspects opérationnels de la première phase	100
3.2.4. Classification des agriculteurs commerciaux selon la taille de leur entreprise	102
3.2.5. Méthodologie et aspects opérationnels de la deuxième phase	110
3.3.- Analyse statistique des agriculteurs dans l'échantillonnage	112

PREMIERE PARTIE : LA PLACE DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE DANS LES STRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES

<u>INTRODUCTION</u>	119
---------------------------	-----

CHAPITRE 1 : Aspects démographiques et socio-économiques

1.1.- Les structures démographiques, l'emploi et l'exode rural en Iran	125
1.1.1. Généralités sur la croissance démographique	126
1.1.2. La population rurale et les villages	131
1.1.3. Le nomadisme	140
1.1.4. L'emploi et l'exode rural	143
1.1.5. Main d'oeuvre agricole	154
1.2.- Les caractéristiques socio-économiques des agriculteurs commerciaux	
1.2.1. L'âge et l'expérience des différents groupes d'agriculteurs	161
1.2.2. Nombre d'années passées dans l'agriculture .	164
1.2.3. Situation de famille	166
1.2.4. L'Agriculture : activité principale ou secondaire	168

CHAPITRE 2.- Aspects structurels et cadres institutionnels

2.1. Les structures foncières et les cadres institutionnels de l'agriculture	174
2.1.1. La réforme agraire	174
2.1.2. Déficiences et problèmes créés par la réforme agraire lors de sa mise en place, et de son exécution	179
2.1.3. Les conséquences de la réforme agraire après son achèvement	181
2.1.4. Les sociétés coopératives rurales	185
2.1.5. Les sociétés agricoles par actions	191
2.1.6. Les coopératives agricoles de production, les complexes lait-viande de l'Etat, et les pôles de développement	196
2.1.7. Les sociétés agro-business	200
2.1.8. La recherche de la structure propice au développement agricole	206
2.2. Caractéristiques de la production de l'agriculture commerciale	213
2.2.1. La terre agricole et l'appropriation foncière .	215
2.2.2. L'irrigation et le problème de l'eau	223
2.2.3. La production végétale	234
2.2.4. la production animale et l'élevage	250
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	255

DEUXIEME PARTIE : LE ROLE DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE DANS LE DEVELOPPEMENT IRANIEN

<u>INTRODUCTION</u>	267
---------------------------	-----

<u>CHAPITRE 1</u> : L'importance du complexe agricole dans le développement de l'Economie Nationale: une étude à partir du tableau inter-industriel ...	275
1.1. Les secteurs de l'économie iranienne	275
1.2. Les industries agricoles et alimentaires (IAA) : description et évolution	278

1.2.1. Les industries alimentaires	278
1.2.2. L'industrie des boissons	283
1.2.3. L'industrie du tabac	285
1.2.4. L'industrie du textile	286
1.3. Lecture du tableau inter-industriel	288
1.4. Analyse du tableau input-output agrégé	293
1.5. Le complexe agricole	311
1.6. Les effets d'entraînement	319

CHAPITRE 2 : Les plans de développement et le rôle envisagé par le complexe agricole

2.1. L'agriculture, secteur privilégié : le cas des deux premiers plans	326
2.1.1. Le Premier Plan 1949-1955)	326
2.1.2. Le Deuxième Plan (1956-1962)	328
2.2. L'agriculture, le secteur secondaire, le cas du 3ème plan (1962-1967)	332
2.3. L'agriculture, secteur négligé : le cas des quatrième et cinquième plans	335
2.3.1. Le quatrième plan (1967-1973)	335
2.3.2. Le cinquième plan (1973-1978)	341
2.4. Le rôle dévolu à l'agriculture en Iran	345
2.5. Le rôle envisagé pour les industries agricoles et alimentaires	347

CHAPITRE 3 : L'agriculture commerciale et les actions directes sur le développement agricole

3.1. La mécanisation des exploitations : situation actuelle et problèmes	355
3.2. Le crédit agricole	366
3.2.1. Les sources de crédit	370
3.2.2. Durée des prêts	373
3.2.3. Taille des prêts	376
3.2.4. Les problèmes et les solutions possibles	378
3.3. La commercialisation des produits agricoles	384

3.3.1. La consommation du blé, produit vital	385
3.3.2. La commercialisation du coton, générateur de hauts revenus	388
3.3.3. Les moyens de transport utilisés pour les produits agricoles	390
3.4. La politique des prix agricoles	393

CHAPITRE 4 : L'agriculture commerciale et les actions directes sur les composantes humaines de développement	403
--	-----

4.1. Education et développement : la part de l'agriculture commerciale	405
4.1.1. Les efforts accomplis	408
4.1.2. Enseignement agricole	412
4.1.3. Niveau d'instruction des agriculteurs commerciaux	417
4.1.4. Niveau d'instruction des fils d'agriculteurs	420
4.1.5. Niveau d'instruction des filles d'agriculteurs	423
4.1.6. Comparaison du niveau d'instruction des agricul- teurs commerciaux et de celui de leurs fils	426
4.1.7. Comparaison du niveau d'instruction des femmes d'agriculteurs commerciaux et de leurs filles	429
4.2. Mentalité et comportements des agriculteurs commerciaux . qui favorisent le développement agricole	434
4.2.1. L'utilisation des revenus supplémentaires	435
4.2.2. L'importance attribuée à différents facteurs de production	437
4.2.3. Les attitudes envers l'investissement	439
4.2.4. Les attitudes envers les prix	442
4.2.5. Les attitudes envers les importations agricoles ..	446
4.2.6. Les agriculteurs commerciaux et les mass-média ...	447
4.2.7. Les attitudes envers le gouvernement	447
4.2.8. Les attitudes des agriculteurs à l'égard du programme de vulgarisation	450
4.2.9. Le degré d'attachement des agriculteurs à leur terre et à leur métier	453

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE :

- Le rôle de l'agriculture commerciale dans le développement iranien	455
---	-----

REFLEXION FINALE	471
------------------------	-----

Essai de synthèse : agriculture commerciale et développement	473
--	-----

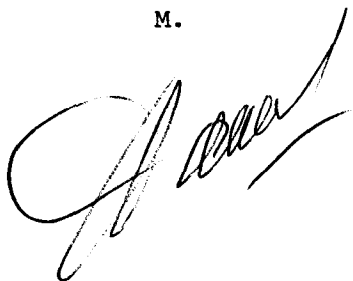
ANNEXES	483
---------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	I à XVI
---------------------	---------

TABLE DES MATIERES	
--------------------	--

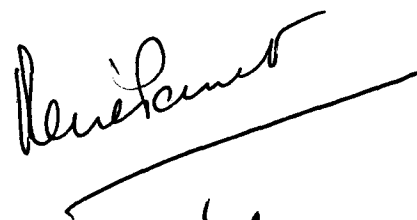
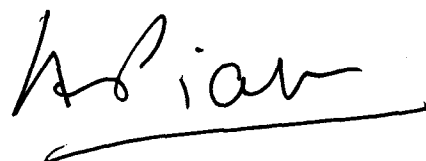
VU : Le Président

M.



VU : Les suffragants :

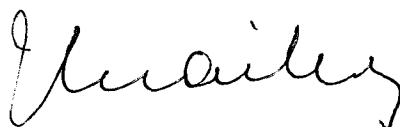
MM.



VU : Le Président de l'Université

de PARIS I PANTHEON - SORBONNE

Pour le Président, le Professeur Délégué,



J. LECAILLON

